7e Année, N° 117 - 5 Mai 1931

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

La voie est ouverte à la Révolution espagnole

par Pierre MONATTE

RÉPONSE A BAYARD

UNITÉ PROLÉTARIENNE OU DICTATURE DES INTELLECTUELS

par R. LOUZON

LA MYSTIQUE DE 1881 ET LA REALITE DE 1931

Le cinquantenaire des lois laïques

par A. RICHARD

POUR DÉTRUIRE QUELQUES LÉGENDES

Ce qu'est la vie du mineur

par Kléber LEGAY

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :

54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

(*Permanence de 5 à 7 tous les soirs*)

Téléphone : Betzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. BARAT, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LA VOIE EST OUVERTE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE ..... P. MONATTE.

PARMI NOS LETTRES

L'inventaire des forces syndicales. — A propos de la culture prolétarienne. — « Si un jour la proportionnelle scolaire... » — Une histoire du mouvement syndical. — Une lettre ouverte à Romain Rolland. — La surtaxe à l'exportation du riz.

UNITE PROLETARIENNE OU DICTATURE DES INTELLECTUELS... R. LOUZON.

SIX ANNAMITES FUSILLES A VINH J. STERNEL.

LE 1er MAI EN ANNAM.

LE CINQUANTENAIRE DES LOIS LAIQUES ..... A. RICHARD.

NOTES ECONOMIQUES

La République Espagnole est-elle viable? — La concurrence du blé américain pose en Europe la question de la propriété ..... R. LOUZON.

LETTRES DE L'INTERNATIONALE

Lettre d'Espagne. — Lettre de Hollande : Le Congrès du Parti socialiste hollandais. — Lettre d'Angleterre : L'Independent Labour Party reste fidèle au Socialisme dès aujourd'hui.

A TRAVERS LES LIVRES

Gabriel Chevallier : La Peur. — Marcelle Capy : Des hommes passèrent.. CH. CHTANÉA.

Marcel Déat : Perspectives socialistes.. JEAN LAUNEUIL.

Pin-Yin : Une jeune Chinoise à l'armée révolutionnaire. ..... J. P.

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — La C. G. T. contre la diminution des salaires. — Une décision de l'Internationale des mineurs. — La boutique de Rochdale transformée en musée. — Comment M. Robert Blum entra chez Peugeot. — L'affaire Riazanov. — L'Exclusion de Delarue.

ENTRE NOUS :

Billet du cuisinier. — Billet de l'administrateur. — Abonnements de soutien. — Souscriptions d'avril.

La voie est ouverte à la Révolution espagnole

Il n'est pas de bon ton, paraît-il, de se réjouir du départ d'Alphonse XIII et d'applaudir la Révolution espagnole. Pour des communistes et des révolutionnaires, s'entend. Eh bien, tant pis! J'avoue la joie que j'ai éprouvée devant l'abdication du roi et la proclamation de la République espagnole.

Le roi parti, qu'y a-t-il de changé pour la classe ouvrière espagnole? Ce qu'il y a de changé, c'est qu'un événement espéré depuis des dizaines d'années par tous les révolutionnaires espagnols s'est enfin produit. Le royal assassin de Ferrer a fait sa valise. S'il reste d'autres prisons pour militants, le Montjuich des tortures n'est plus. Une couronne a été emportée par le vent. Un vestige de la féodalité de moins!

République et royauté ne se valent donc pas? Elles se valent. C'est vrai et ce n'est pas vrai. L'ouvrier français et l'ouvrier anglais ou belge, c'est bien sûr, sont également exploités, également opprimés. L'ouvrier espagnol ne vivra donc ni mieux ni plus mal du fait du changement de régime politique? Ça, ce n'est pas certain. A la faveur du changement de régime, ses organisations syndicales vont se développer. L'ouvrier se sentira plus fort qu'hier en face de son patron, la classe ouvrière en face de la classe bourgeoise. Ce sentiment ne durera peut-être pas longtemps, mais il existe aujourd'hui, et c'est un facteur appréciable.

Il est naturel que nous soyons, nous, dégoûtés de la république. Mais la classe ouvrière espagnole a besoin d'y passer. Elle y passera beaucoup plus vite; dans certaines périodes historiques, les mois valent des dizaines d'années. De mars à octobre 1918 la Russie a franchi combien d'années de notre histoire? Combien faudra-t-il de mois à l'Espagne? Quelle date fermera l'étape ouverte le 15 avril 1931?

Une couronne emportée par le vent révolutionnaire, ça signifie quelque chose. Entre nous, ne pensez-vous pas que le jour où le travaillisme anglais respectera moins son roi cela voudra peut-être dire qu'il est décidé à réaliser le socialisme dès aujourd'hui? Ne croyez-vous pas que lorsque les socialistes belges n'accepteront plus d'être des ministres de roi, ce n'est pas seulement la royauté qui sera en péril, mais le régime capitaliste lui-même.

Réjouissons-nous sans crainte et sans honte, communistes et révolutionnaires de toutes tendances, de l'écroulement de la royauté en Espagne. J'ai même pesté ferme en apprenant les manifestations de sympathie faites par la bonne société parisienne en l'honneur de la famille royale et en entendant dire que, jusque dans les cinémas de quartiers ouvriers, on applaudissait le sinistre macaque quand il paraissait à l'écran. Il est probable que c'était là une petite opération montée par nos gens du Roi. Mais, quoi qu'il en soit, c'était un peu injurieux pour le peuple parisien. Je crois bien que si nous avions disposé d'une tribune quotidienne, j'aurais posé cette question : « Si nous allions, l'un de ces soirs, sous les fenêtres de l'hôtel Meurice, signifier à Alphonse XIII les sentiments véritables des ouvriers parisiens? »

Ne boudons pas contre notre cœur. Profitons de l'occasion qui nous est donnée de nous réjouir. Nous ne le pouvons pas si souvent. La monarchie espagnole renversée, c'est la voie ouverte, c'est la Révolution qui commence en Espagne.

Nous sommes trop vieux pour les effusions de Février, me dit un ami? Bien sûr, attention aux journées de Juin. Mais en attendant : Vive Février! c'est-à-dire : Vive Avril!

Il ne peut s'agir de nous gargariser avec la révolution légale, de dire que « la mitraille des bulletins de vote a suffi pour renverser une des plus vieilles monarchies d'Europe », que « de toutes les armes révolutionnaires le bulletin de vote n'est pas la moins efficace ». Laissons cela au crétinisme parlementaire. Laissons-le dire que c'est par les urnes que les républicains et socialistes d'Espagne ont fait leur révolution, et que ce sera le tour des républicains et socialistes de France l'an prochain.

Le roi est parti, la révolution reste à faire; elle commence seulement. On ne fait pas l'économie d'une révolution. Les privilégiés n'ont pas l'habitude de déposer leurs privilèges sans y être contraints par la force. Certains conseillers du roi l'invitaient, paraît-il, à chercher dans Madrid l'entrepreneur qui disposerait d'un dépôt de sable suffisant pour sabler les rues de la ville et permettre à la cavalerie de charger la canaille. Trouver le sable était peut-être possible. Peut-être aussi de trouver quelques régiments fidèles de cavalerie. Mais ce qui paraissait moins possible, c'était de gagner la partie. Alphonse XIII n'a pas voulu la jouer et risquer de la perdre. Il a préféré se réserver, partir tranquillement et attendre à l'étranger l'un de ces renversements d'opinion dont fourmille l'histoire espagnole du XIXe siècle, attendre que la bourgeoisie espagnole s'avère incapable d'asseoir un régime républicain.

Ce ne serait pas un trop mauvais calcul de sa part s'il n'y avait une autre force que la bourgeoisie, s'il n'y avait pas une classe ouvrière riche d'énergie révolutionnaire et soulevée par l'espérance. Aujourd'hui, dans son aile socialiste, elle offre à Madrid cent mille dé-

fenseurs à la république pour sa défense contre les royalistes; dans son aile anarchiste, elle monte la garde avec non moins de vigilance à Barcelone et ailleurs. La république, pour elle, c'est la révolution qui commence. Si son espérance est déçue, et elle le sera inévitablement, elle ne renoncera pas à la république pour revenir en arrière, à la royauté, mais pour faire le bond nécessaire vers la révolution prolétarienne.

Envisageant cette éventualité, certains révolutionnaires espagnols — des anarchistes — craignent, paraît-il, une intervention armée de l'Angleterre et de la France. Il ferait beau voir qu'un gouvernement français, qu'il ait à sa tête Laval ou Tardieu, Machin ou Tartempion, s'engageât dans une pareille aventure. Quant à l'Angleterre, si le gouvernement travailliste a jamais servi à quelque chose, ce sera bien en cette circonstance; tant qu'il n'aura pas été renversé une intervention armée anglaise sera inconcevable. Les principales difficultés que rencontreront les révolutionnaires espagnols ne seront donc pas extérieures; elles seront intérieures.

La plus lourde responsabilité incombe sans nul doute aux militants anarchistes de la Confédération Nationale du Travail. Sauront-ils rallier autour d'eux tous les révolutionnaires, entraîner la classe ouvrière et remplir les tâches diverses que réclame une révolution? Sauront-ils dans trois mois, dans six mois, reprendre des mains défaillantes de la bourgeoisie le sort de la révolution?

L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme espagnols ne manquent pas de militants énergiques prêts à tous les sacrifices. Mais l'audace, si précieuse et si indispensable qu'elle soit, ne suffit pas pour défendre une révolution, et pour organiser un régime nouveau de production. Je n'ai pas vu Pestana, ni quelqu'un de ses camarades, depuis sept à huit ans, mais je serais bien surpris qu'ils n'en soient pas aussi convaincus qu'on peut l'être. Dans la lettre d'un anarchiste de Barcelone qu'on lira plus loin, un point m'a particulièrement frappé, c'est l'opposition que les anarchistes ont élevée au séparatisme catalan et à la constitution d'un Etat catalan. Cette opposition a certainement pesé d'un grand poids sur la volonté du gouvernement de Macia. Les anarchistes de Barcelone ont fait preuve de plus de sens révolutionnaire que n'en montrent les communistes espagnols lorsqu'ils se proposent, si l'on en croit Gabriel Péri, d'utiliser la force motrice du mouvement national révolutionnaire et de poursuivre la libération nationale du peuple catalan. Il est vrai que, pour eux, toute arme est bonne contre leurs adversaires du moment, quitte à la rejeter bien loin une fois qu'ils ont triomphé. Ils peuvent fort bien exploiter aujourd'hui le séparatisme catalan contre le gouvernement républicain et socialiste; cela ne les empêcherait aucunement demain, s'ils étaient à la tête de la révolution, de contraindre la Catalogne par la violence à rentrer dans l'Etat ouvrier centralisé.

Ils n'ont guère de chances, il est vrai, d'être un jour les conducteurs de la Révolution espagnole. Ce n'est pas la tactique syndicale que l'I.S.R. leur a imposée et qui mène à la scission, en Espagne comme ailleurs, qui leur acquerra la confiance des masses ouvrières. Cette tactique est si fausse que des communistes comme Maurin, orthodoxe sur tant de points, ont dû la condamner et que les trotskystes espagnols, plus sages que les trotskystes français, ont reproché vigoureusement aux dirigeants communistes espagnols d'avoir fait un acte de scission syndicale qui les a coupés des 300.000 adhérents que groupait en décembre la C.N.T. Combien en groupe-t-elle aujourd'hui? Beaucoup plus certainement.

Dans le n° de la revue trotskyste, la Lutte des Classes, *qui vient de paraître, on peut lire sous la signature de H. Lacroix, vraisemblablement un correspondant espagnol, cette appréciation inattendue :*

« Parler du *Comité de reconstruction*, sorti de la Conférence de Séville, comme le font Delval, Herclet et la déclaration de l'I.S.R., dire que ce Comité représente un facteur important du mouvement syndical espagnol, c'est fermer les yeux à la réalité...

La vérité, c'est que la conférence de Séville fut une erreur monstrueuse du Parti communiste espagnol. Convoquée cinq mois après que les anarcho-syndicalistes eussent pris l'initiative de la reconstruction (faite d'ailleurs par eux d'une manière tout à fait dictatoriale en s'arrogeant un mandat de direction que personne ne leur avait donné), la conférence de Séville fut un acte de scission syndicale préparé pour donner l'apparence d'une influence que les bureaucrates staliniens n'ont pas et qu'ils ne savent pas conquérir... La convocation de la conférence de Séville n'eut d'autre résultat que le divorce entre le P. C. et les masses organisées dans les syndicats. Les masses ouvrières qui connaissaient les campagnes intenses du P.C.E. pour l'unité syndicale en 1924-25-26, restèrent stupéfaites devant ce brusque changement de tactique. »

Les communistes espagnols s'occupent à « reconstruire » la nouvelle centrale syndicale dont Losovsky a besoin. En toute autre circonstance, ce serait déjà une très grave faute; en période de révolution, de prochaine prise en mains de la révolution par la classe ouvrière espagnole, c'est une folie, c'est un acte qui va directement contre l'intérêt révolutionnaire.

Dans trois mois, dans six mois, quand le gouvernement républicain apparaîtra comme incapable d'arracher aux propriétaires fonciers et au clergé les privilèges que leur avait reconnus la monarchie, quand on le verra poursuivre au Maroc la même politique que le roi, quand les paysans réclameront la terre et que les ouvriers auront perdu leurs espérances et leurs illusions, un grave devoir s'imposera aux révolutionnaires espagnols.

Ils n'auront pas trop de toutes leurs forces pour y faire face. Se battront-ils entre eux? Ou sauront-ils se défendre contre la bourgeoisie et la féodalité réconciliées et franchir l'étape de la révolution ouvrière? La lutte sera-t-elle entre anarchistes et communistes? Ou les nécessités de la lutte contre la bourgeoisie les contraindront-ils à joindre leurs forces?

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

L'inventaire des forces syndicales

Notre inventaire est lent à se dresser. Sans doute n'avons-nous pas expliqué assez exactement ce que nous désirions. C'est du moins ce que nous donne à penser la lettre suivante :

J'ai bien quelques renseignements relatifs aux syndicats de mon département, mais je n'ai encore rien rédigé. Ce serait court d'ailleurs.

Il s'agit exactement de quoi? De dénombrer les syndicats des deux U. D. (à peu près et de comparer leur vitalité), d'examiner leur force d'action?

Je vous dirai que je n'ai pas l'esprit très au courant de ce que vous demandez sur ce sujet. D'autres sont sans doute au même point que moi. Quand une idée ne vient pas de moi ou qu'elle ne gît pas dans un coin de mon cerveau, je n'y vois pas très clair. Eclairez ma (notre) lanterne s. v. p. dans un coin de la R. P.

Nous n'avons pas été clairs, cela ne fait pas de doute. Lavenir, dans sa lettre de février, demandait quelque chose d'assez précis et de limité. Rappelez-vous :

Autre chose qui serait utile à la propagande pour l'unité : un inventaire des forces syndicales actuelles par régions, par Fédérations, en y comprenant confédérés, unitaires, autonomes, C.G.T.S.R.

On y verrait un peu plus clair; on verrait mieux quelles forces syndicales, quels effectifs donnerait la réunion des morceaux de la C.G.T. démolie.

Ce ne sera pas très facile d'obtenir des résultats très précis, chaque syndicat camouflant soigneusement ses effectifs trop maigres, surtout dans certains syndicats unitaires. Mais c'est un travail que vous pourriez demander à l'ensemble des abonnés de la *R. P.*

Nous avons peut-être modifié la suggestion de Lavenir et demandé plutôt qu'un inventaire chiffré, une vue d'ensemble, une petite monographie départementale. Déjà nous en avons publié deux. En février celle de la Haute-Savoie par Lapraz; en mars celle de la Loire-Inférieure par Guilbot. Elles peuvent servir de modèles.

Nous ne demandons pas un travail ardu ni qu'on nous révèle des chiffres cachés. Nous voulons simplement savoir sur chaque département ce que sait tout militant qui est sur place, qui sait voir et qui suit le mouvement dans son département. C'est peu de chose pour ce militant; c'est beaucoup pour nous et pour les lecteurs de la *R. P.* Nous sommes sûrs qu'en rassemblant ces 80 tableautins nous obtiendrons un tableau d'ensemble qui sera le meilleur inventaire des forces syndicales actuelles.

Voici les points principaux sur lesquels devrait être établie chacune de ces rapides monographies départementales.

1° D'abord l'indication des régions ou des centres industriels du département avec le nombre des ouvriers occupés.

Combien d'organisés dans le nombre et par combien de syndicats? Les fameux 10 % de Tardieu sont-ils dépassés ou non?

2° La situation est-elle meilleure dans les syndicats de services publics, cheminots, postiers, enseignement, éclairage, etc.?

3° Dans les syndicats de fonctionnaires?

4° Les syndicats confédérés se renforcent-ils? Les syndicats unitaires baissent-ils? Y a-t-il un courant vers l'autonomie? Pour quelles raisons? Les militants révolutionnaires sont-ils toujours en grande partie dans les syndicats unitaires?

5° Le besoin de l'unité syndicale est-il ressenti par les militants? par la masse? Le mouvement pour l'unité gagne-t-il du terrain? A quels adversaires, à quels obstacles, à quels arguments se heurte-t-il?

Naturellement, chacun peut ajouter à ces cinq points tous ceux qu'il lui plaira.

***

A propos de la culture prolétarienne

D'un camarade de l'Enseignement, collaborateur avant guerre de la *Vie Ouvrière*, ces remarques adressées à Monatte :

Il y a des années que je veux t'écrire... Au fond, je n'ai pas changé : c'est toujours au syndicalisme que j'accroche le peu de foi sociale qui me reste. Mais pas au syndicalisme de Jouhaux ni à celui de Monmousseau, mais au syndicalisme d'avant-guerre mis au point par l'expérience ouvrière de ces dernières années.

...J'ai souvent voulu t'écrire, te disais-je. La R. P. laisse souvent passer des choses importantes pour le syndicalisme (livres ou études de revues). Elle n'a rien dit du mouvement Valois, qui est intéressant à suivre, lorsqu'on a passé l'âge des enthousiasmes et des emballements. Rien dit du conflit : « Populisme et littérature prolétarienne ». La R. P. (avril) se décide enfin à parler de la « culture prolétarienne ». Oui, il faut un questionnaire (difficile à dresser), et il ne faut pas espérer de merveilles de l'enquête. Quelques bons matériaux seulement; et ce sera assez pour le moment. Peu de bonnes choses ont été dites là-dessus depuis trente ans et plus.

La *R. P.* laisse, en effet, passer pas mal de choses importantes. Particulièrement dans le domaine livres et revues. Mais qu'aurions-nous pu dire du « mouvement » Valois? Il y a un éditeur de ce nom qui publie beaucoup et dans la quantité des choses intéressantes, mais y a-t-il un mouvement Valois? Et s'il existe, peut-on oublier qu'il y a quatre ou cinq ans, Valois voulait nous administrer l'huile de ricin? C'est parce que nous avons passé l'âge des enthousiasmes et des emballements que nous devons être au moins réservés devant certains rétablissements à la barre fixe du mouvement social.

Quant au populisme, vrai, il nous suffisait de voir un M. Thérive officier à son baptême pour penser que ce populisme-là n'avait pas grands rapports avec le peuple ou la culture prolétarienne. Peut-être aurions-nous dû le dire.

Mais nous avons sûrement raté des choses plus importantes.

***

« Si un jour la proportionnelle scolaire... »

D'une longue lettre de Jacquet, nous extrayons ces remarques sur l'école laïque et l'Eglise :

Nous sommes les héritiers et les contradicteurs de l'école laïque. Héritiers, oui bien, car l'école laïque a été un grand progrès et le reste; si un jour la proportionnelle scolaire est votée, on mesurera quelle force de liberté et d'émancipation l'Eglise, béquille du Capital, est parvenue à vaincre. Contradicteurs, car la laïcité n'est qu'un moment de la lutte révolutionnaire. Béquille du Capital, l'Eglise n'a plus d'existence propre. La béquille est tournée, vernie, entretenue par le Capital. Dès qu'un clerc est instruit de certains problèmes d'exégèse il perd la foi. Il n'a que mépris pour ceux qui se forcent à croire parce qu'il y va de leur intérêt temporel. Si l'Eglise n'était soutenue par le Capital, ses écoles seraient vite désertées. Il faut donc tout en maintenant la laïcité frapper au cœur le Capital. Ne jamais évoquer la question religieuse et pourtant la résoudre en changeant l'économie.

Tout ceci est évidemment à développer et il y a des précisions psychologiques à apporter au cas des Davidées, qui ne sont presque toutes que de pauvres épaves bourgeoisantes. Il y a aussi à tenir compte dans leur cas de l'esprit frondeur, toujours très vif dans les écoles normales. C'est en embêtant les Davidées qu'on les renforce, qu'on leur donne figure d'âmes libres luttant contre le sectarisme.

Une histoire du mouvement syndical. Le camarade Chapon, de Roubaix, donnant son avis sur la demande d'une étude historique sur la scission, préférerait un historique du syndicalisme français depuis sa fondation :

Ce serait une documentation précieuse, surtout pour nous les très jeunes (22 ans) qui n'avons connu le syndicat que vers 1926. L'histoire de la néfaste scission de 1921 viendrait s'y placer tout naturellement.

On ne devrait plus voir cette situation déplorable : des camarades passer pour des docteurs ès-syndicalisme lorsqu'ils savent que la motion Griffuelhes fut votée à Amiens en 1906. Une grosse majorité de jeunes, qui se prétendent communistes, ignorent ce qu'est cette motion et sont évidemment contre elle. J'ai même entendu cette affirmation formidable de l'un d'eux, membre d'une Commission syndicale : « La charte d'Amiens est un acte anticommuniste que Jouhaux fit voter en 1921 à la scission ».

Après cela, doutez de la nécessité de faire connaître l'histoire du syndicalisme!

Chapon mêle deux choses, utiles toutes deux. Une bonne histoire du syndicalisme serait nécessaire, en effet. Mais ce ne serait pas un petit travail. Il en existe déjà, d'ailleurs, pour qui veut connaître le passé de son mouvement. Mais un historique de la scission aurait un intérêt immédiat. Pour bien recoudre, il faut bien voir ce qui a été déchiré. Evidemment, pas dans le dessein de déchirer un peu plus.

***

Une lettre ouverte à Romain Rolland. Une camarade russe, Ida Mett, nous adresse la lettre ouverte suivante à Romain Rolland, en réponse à l'article que nous avons reproduit le mois dernier :

Je viens de lire dans le dernier numéro de la Révolution Prolétarienne *votre réponse à Gaston Riou. Je ne puis m'empêcher de vous écrire quelques mots à ce sujet.*

J'appartiens à la génération russe qui avait à peine 16 ans à l'époque de la révolution d'Octobre. Mon nom ne vous dira rien, car je ne suis qu'une des modestes filles de la révolution, une de ces nombreuses gouttes d'eau qui formèrent l'océan formidable que fut le peuple en révolution, ce peuple qui l'a défendue au prix de sa vie, sans pour cela laisser de traces dans les annales de l'histoire officielle. Des milliers comme moi ont combattu les épidémies, la famine, ont travaillé dans les conditions les plus atroces, ont participé à la guerre civile même, tout cela parce que cette révolution est devenue pour eux l'essentiel de la vie, le but et le fond de l'existence même.

Après avoir dit cela, je dois vous exprimer mon complet accord avec ce que vous répondez à Gaston Riou au sujet de la « Pan-Europe » du comte Coudenhove-Kalergi et de Briand, ainsi qu'au sujet de la valeur des fictions démocratiques dans l'Europe impérialiste.

Avec vous, je dis à l'Asie de Sun Yat Sen et de Gandhi : « Frères, comptez sur moi », Je suis prête avec des milliers d'autres à faire pour votre libération ce que nous avons fait pour la Russie révolutionnaire, prêts à donner nos forces et notre vie.

Mais où commencent nos divergences, c'est là où vous écrivez : « Je dis à l'U.R.S.S. de Lénine ».

Ici vous vous trompez, Romain Rolland : l'U.R.S.S. de Lénine est écrasée. C'est la Russie de Staline qui règne. La Russie en état de rage capitaliste, la Russie qui veut historiquement compenser par un capitalisme impitoyable de longues années de féodalisme forcé. C'est la Russie où les ouvriers travaillent comme des esclaves pour construire un capitalisme qui est peut-être le plus fort que le monde ait connu. La Russie où les syndicats étatisés par le contrôle du Parti gouvernemental, n'existent plus en tant qu'organes de défense ouvrière. La Russie où les Staline et consorts exploitent les mythes du jour pour fermer la bouche à ceux qui osent critiquer. Exemple : Ce fut d'abord le plan quinquennal, c'est maintenant le plan quinquennal en quatre ans, on parle déjà de plan quinquennal en trois ans.

Avez-vous compris ce que cela veut dire?

Cela signifie qu'on construit des usines, des fabriques, des chemins de fer en se basant uniquement *sur la possibilité infinie d'exploiter l'ouvrier dans les conditions d'absence absolue d'organisations de défense du prolétariat. Cela signifie aussi exporter des vivres en laissant sans pain ces mêmes travailleurs qui accomplissent ce fameux plan infernal.*

L'U.R.S.S. de Lénine, dites-vous. Non, c'est la Russie de l'impérialisme rouge, la Russie qui, en ayant l'air de protéger la révolution chinoise, défend en premier lieu ses intérêts impérialistes sur le chemin de fer de l'Est-Chinois. Vous avez vu avec quelle facilité l'armée de Blucher écrasa l'armée chinoise qui défendait la Chine contre les contrats conclus sous le tzarisme.

La Russie révolutionnaire, dites-vous. Non, c'est la Russie où règne l'esprit militariste le plus cohérent : chaque cellule, chaque comité d'usine, chaque organisation de jeunesse est transformé par des « révolutionnaires » du genre de Staline en nids guerriers.

Vos craintes ne sont pas fondées, Romain Rolland : cette Russie capitaliste et impérialiste ne sera pas encerclée par des Etats eux aussi capitalistes; au contraire, elle contractera des pactes avec eux. Le traité commercial italo-russe n'est qu'un commencement de ce processus.

« J'ai été aveuglé et dupé jusqu'aux derniers mois de 1914 », dites-vous dans votre réponse à Riou. « Entre nous, compagnons, n'est plus dupe que qui veut l'être », écrivez-vous plus loin.

Et pourtant, malgré toutes les précautions que vous semblez prendre, vous êtes dupé pour la seconde fois.

Vous prenez des fantômes pour la réalité; vous criez à la défense de l'U.R.S.S. de Lénine (révolutionnaire, voulez-vous dire sans doute), et vous défendez en fait la Russie qui a chassé un des organisateurs de la victoire contre les blancs : Trotsky, la Russie qui tient en prison les Ghezzi, les vieux communistes comme Riasanov, la Russie qui conclut des traités avec l'Italie de Mussolini et soutient économiquement le fascisme.

Vous ne voyez pas que Staline ne représente pas plus la Russie de l'époque de la révolution d'Octobre que Tardieu, par exemple, ne représente la Commune de Paris.

Agréez, Romain Rolland, les salutations d'une fille de la Révolution russe qui est avec vous « contre le Maître des Huiles et Pétroles et le bloc des affairistes d'Occident », avec vous pour la libération des peuples d'Asie et d'Afrique, mais qui est en même temps contre la Russie de Staline, précisément parce que cette Russie n'incarne plus, mais tue et discrédite « l'expérience la plus héroïque » de l'époque : la révolution d'Octobre.

***

La surtaxe à l'exportation du riz. Sternel nous écrit que Péra s'est mépris sur la signification de la surtaxe à l'exportation du riz dans son article « Au fil des Carnages », de février :

Péra, dans la R. P. de février, s'élève contre la surtaxe à l'exportation des riz votée par le grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers de l'Indochine. « Cette mesure, dit-il, appauvrira les gens qui tirent leurs revenus du riz, c'est-à-dire surtout les indigènes et les Chinois. C'est dans la poche des indigènes que l'on va prendre l'indemnité récemment octroyée aux planteurs français de caoutchouc ».

Erreur, grosse erreur. Cette surtaxe avait, au contraire, pour but de faire baisser les prix du riz à l'intérieur au profit des masses populaires et de faire participer l'Etat aux bénéfices énormes réalisés par les gros exportateurs de cette céréale, Français, Annamites et Chinois. Aussi souleva-t-elle la protestation de toutes les Chambres de commerce et d'agriculture de la colonie, du Conseil colonial de Cochinchine, où seule la bourgeoisie indigène est représentée, *de toute la presse* colonialiste *locale, et enfin du député Outrey. Protestation devant laquelle naturellement le gouvernement s'inclina, car il vient de surseoir à l'application de la surtaxe.*

Quant à la prime qu'on propose d'accorder aux planteurs de caoutchouc, c'est, par le jeu de l'élévation des droits de douane à l'entrée des caoutchoucs étrangers en France, les prolétaires de la métropole qui la paieront en achetant plus cher les pneus de leurs bécanes.

REPONSE A BAYARD

Unité prolétarienne
ou
Dictature des intellectuels

Ainsi donc, c'était à tort que jusqu'ici on opposait prolétariat et bourgeoisie. Il n'y a pas deux classes, celle des capitalistes et celle des prolétaires, il y en a trois : il y a la classe des capitalistes, la classe des prolétaires, et .....la classe des aristocrates ouvriers. Pour s'émanciper, le prolétaire a deux ennemis à vaincre : le bourgeois et .....l'aristocrate ouvrier.

C'est là du moins ce qui découle de l'article de Bayard, publié par la *Révolution Prolétarienne* d'avril. Telle est la révision, assez... audacieuse, qu'on nous propose, au nom de Marx, d'apporter au *Manifeste Communiste*.

⁂

Je ne pense pas qu'on puisse trouver meilleur exemple de la manière dont la magie des mots parvient à masquer les réalités les plus certaines. « Aristocratie ouvrière », ça sonne bien, ça permet de vigoureux développements; donc... ça doit être vrai.

Or, s'il y a quelque chose qui, non seulement n'est pas vrai, mais qui même est de plus en plus faux, c'est bien cette affirmation qu'il existe une aristocratie ouvrière, au sens où l'entend Bayard, c'est-à-dire une classe d'ouvriers qualifiés dont les conditions de vie, et par suite les intérêts, diffèrent totalement de celles des manœuvres.

Où existe-t-il, en Europe, entre ces deux catégories d'ouvriers, de grandes différences de salaires? Où y a-t-il une lutte entre eux? Non seulement la différence de salaires entre qualifiés et manœuvres est faible, mais elle devient de plus en plus faible. Et cela grâce en grande partie aux ouvriers qualifiés.

Qu'on regarde, par exemple, les salaires qui étaient payés dans le bâtiment parisien il y a trente ans, et ceux qui y sont payés aujourd'hui; l'on verra que la différence entre le salaire du compagnon et celui de son aide a sensiblement diminué. Cela grâce surtout à la vigoureuse action syndicale menée pendant les années qui précédèrent la guerre, action dans laquelle les compagnons furent loin d'être les derniers. Dans toutes les corporations il en est plus ou moins de même. Bayard parle beaucoup des manœuvres spécialisés. L'apparition du manœuvre spécialisé dans la mécanique, à la fin de la guerre, est, en effet, un phénomène important, mais que Bayard regarde son salaire. Là où le mécanicien qualifié gagne 8 francs de l'heure, le manœuvre spécialisé gagne de 6 fr. 50 à 7 francs. Est-ce une telle différence qui peut servir de base à la formation de deux classes?

D'ailleurs, beaucoup de ces manœuvres spécialisés sont d'anciens ouvriers qualifiés qui se sont faits manœuvres... pour gagner davantage. Certaines corporations, la serrurerie par exemple, ont été littéralement vidées de leurs compagnons par Citroën et boîtes semblables, qui donnaient, pour un travail de manœuvre spécialisé, des salaires supérieurs à ceux qu'obtenaient les compagnons serruriers. Entre le manœuvre et l'ouvrier qualifié il n'existe pas de différence de salaires plus grande qu'entre ouvriers qualifiés de corporations différentes ou ouvriers de villes différentes.

Il y a eu pourtant, il est vrai, une époque où l'on a pu parler, avec quelque apparence de raison, d'aristocratie ouvrière, où l'on a pu croire qu'un fossé séparait le manœuvre de l'ouvrier qualifié.

Mais c'était il y a un demi-siècle.

L'Angleterre, comme toujours alors, en offrait le cas typique. Jusque vers les années 1890, certaines catégories d'ouvriers britanniques jouissaient d'un standard de vie nettement supérieur à celui des ouvriers non qualifiés. Mais pourquoi cela? Pour la simple raison que l'ouvrier qualifié ayant, de par ses capacités techniques, plus d'indépendance à l'égard du patron que le manœuvre, fut le premier à pouvoir s'organiser et lutter. Entre l'ouvrier qualifié, possédant ses trade-unions et pratiquant la grève, et le manœuvre, encore inorganisé et incapable de lutter, une importante différence de salaires s'était créée, la différence correspondant à ce que la lutte avait arraché. Mais les qualifiés d'Angleterre n'avaient fait que montrer la voie à leurs frères manœuvres, et lorsque, en 1889, après les premières grandes grèves de non-qualifiés, celles des allumettières et des dockers de Londres, les non-qualifiés se mirent à leur tour à pratiquer le trade-unionisme et la grève — ce qui leur avait été rendu possible par l'expérience et les victoires des ouvriers qualifiés (1) — ils rattrapèrent vite le standing de ceux-ci. Aujourd'hui, c'est le syndicat des manœuvres qui est le plus important d'Angleterre.

Donc, nul fossé, nulle opposition. Simplement ceci, que partent d'abord ceux que leur situation rend les plus capables de foncer les premiers; sur la route ainsi tracée, les autres suivent et obtiennent les mêmes résultats.

⁂

Il y a cependant des pays où l'on peut encore parler, à juste titre, d'aristocratie ouvrière. mais ces pays ne sont pas ceux que vise Bayard, ce sont les pays coloniaux.

En ces pays, il est bien certain qu'un profond fossé sépare l'ouvrier indigène, généralement manœuvre, de l'ouvrier européen, généralement ouvrier qualifié. Fossé qui provient, non seulement de la différence de salaires qui est considérable (même pour un travail identique, l'Européen est facilement payé 50 % plus cher que l'indigène), mais aussi de la condition juridique, politique et sociale inférieure, où l'indigène est maintenu. Il est évident, pour prendre le cas le plus typique, qu'entre la situation des quelques milliers d'ouvriers anglais des mines d'or de l'Afrique du Sud, et celle des quelque 200.000 mineurs noirs de ces mêmes mines, il n'y a pas de comparaison possible. Et il est non moins évident que la différence considérable qui existe dans leurs conditions respectives de vie rend à peu près impossible, sinon une action commune, tout au moins une organisation commune. L'ouvrier blanc, non pas parce qu'il est qualifié, mais parce qu'il est blanc, ne peut pas s'empêcher de se considérer comme le maître, aussi bien au syndicat que sur le chantier, et le seul droit qu'il reconnaît à l'indigène au syndicat, c'est de payer ses cotisations. Nous en avons eu, sous nos yeux, un exemple en Tunisie : durant les mois qui suivirent la guerre, il y eut une grande affluence des indigènes dans les syndicats européens, mais ils

(1) A remarquer que la grande grève des docks fut conduite par un ouvrier qualifié, notre vieux Tom Mann, ouvrier mécanicien.

ne purent y rester, s'y sentant, à tout coup, « humiliés et offensés ».

En de telles conditions, l'existence d'organisations séparées apparaît comme une nécessité à peu près inéluctable. C'est pourquoi, malgré ses sentiments unitaires, Finidori n'hésita pas, en 1924, à soutenir la formation de la C.G.T. tunisienne, organisation composée essentiellement d'indigènes, malgré l'existence, à côté, de syndicats européens. C'est pourquoi les nègres, en Afrique du Sud, ont formé une organisation tout à fait distincte de celle des ouvriers anglais (1).

Mais il est remarquable que, dans tous les cas, ces parias du prolétariat n'envisagent pas de s'émanciper par des moyens autres que ceux dont se sont servis les autres prolétaires. Tout comme, en 1889, les dockers de Londres employèrent la même forme d'organisation que celle usitée par les filateurs ou les mécaniciens, les nègres de l'Afrique et les jaunes de l'Inde emploient actuellement la même forme d'organisation que celle employée par les blancs : le syndicat. La forme d'organisation et de lutte de tous les ouvriers, qu'ils soient qualifiés ou non, qu'ils soient blancs ou noirs, est donc bien la même : le syndicat. Ce qui montre qu'il n'y a pas, comme on voudrait nous le faire croire, une différence de nature entre les diverses couches du prolétariat. Il n'y a qu'un prolétariat. Un prolétariat dont les différentes couches ne diffèrent que par le stade de leur évolution. Différence de moment, non de forme.

⁂

Il reste à se demander la raison profonde de cette rage de prendre, soi-disant au nom du communisme, le contre-pied de l'essentiel du communisme, de remplacer le « Prolétaires, unissez-vous! » par « Prolétaires, divisez-vous! », les uns opposant les inorganisés aux organisés, les autres opposant les manœuvres, présentés pour la circonstance comme les seuls prolétaires, aux ouvriers de métier, qualifiés d'aristocrates.

La raison? Elle est celle de tous ceux qui cherchent à diviser. Ils veulent diviser pour régner. Il s'agit de diviser la classe ouvrière contre elle-même, de supprimer l'unité morale de la classe ouvrière, afin de soumettre celle-ci à une dictature extérieure : la dictature des intellectuels.

Depuis que le mouvement ouvrier est né, il n'a pas cessé un moment d'avoir à se défendre contre l'emprise des intellectuels. Force formidable qu'ont assez rapidement devinée les plus intelligents des intellectuels, la classe ouvrière est apparue à ceux-ci comme un instrument d'une puissance extraordinaire, ...que c'était leur rôle de manier.

Pour préserver son mouvement naturel propre des créations artificielles des intellectuels, pour préserver son unité organique, son unité de classe, des sectes qui s'offrent à faire son bonheur à condition qu'il se soumette à elles, le prolétariat a eu et a encore fort à faire. Mais il finira par triompher. En maintenant son unité foncière de classe, il soumettra les intellectuels; il les ramènera à leur rôle : le servir et non se servir de lui; lui obéir et le suivre, non le commander et le diriger.

R. LOUZON.

(1) Les I.W.W. d'Amérique, formés d'ouvriers pour la plupart non américains, immigrants plus ou moins fraîchement débarqués et ayant conservé leur langue, ou bien d'ouvriers vivant dans des conditions très différentes de celles des villes, dans les « camps » de l'Ouest, s'expliquent et se justifient par les mêmes raisons.

LA TERREUR EN INDOCHINE

Six Annamites fusillés à Vinh

On ne sait pas ce qui se passe en Indochine, écrit Péra dans la *R. P.* du 5 février.

Il s'y passe des faits comme celui-ci : Depuis les troubles, il y a maintenant en garnison à Vinh un bataillon de légion étrangère. Le 9 mars dernier, c'était le centenaire de la création de ce corps. Le chef du bataillon, le commandant Lambert, décida que pour commémorer cette date, une retraite aux flambeaux parcourrait les principaux quartiers de la ville. Les Annamites, très friands de ces spectacles-là, suivirent en foule la retraite. Parmi eux s'étaient glissés quelques communistes qui jetèrent des tracts sur le passage des soldats. Cela rendit furieux le commandant qui ordonna aux hommes de l'escorte, qui avaient tous baïonnette au canon, de charger la foule. Bien entendu, celle-ci prise de peur — on aurait peur à moins — s'enfuit dans tous les sens. Les soldats réussirent à arrêter six Annamites qui, séance tenante, sur un des côtés de la route, près du pont du canal de Vinh, en face la résidence, *furent passés par les armes*. Deux de ces malheureux, qui s'étaient jetés dans le canal pour essayer de se sauver, furent fusillés dans l'eau.

Pas un journal d'Indochine n'a parlé de ces fusillades, mais questionné par un membre de la section de la Ligue des Droits de l'Homme de Hanoï, le résident de la province en reconnut la réalité.

Le président de la Chambre des représentants du peuple de l'Annam, M. Nguyen-Trac, est allé protester contre elles auprès du résident supérieur à Huê, M. Lefal, qui lui répondit qu'il couvrait le commandant Lambert, lequel n'avait fait qu'exécuter les ordres qui lui avaient été antérieurement donnés.

Sur les six Annamites qui furent fusillés ce soir-là, toute la population indigène affirme qu'il y en avait au moins sûrement deux qui n'avaient pas jeté de tracts, car jamais, jamais ils ne s'occupèrent de politique.

Voilà ce qui se passe en Indochine.

Est-ce que le prolétariat de France va continuer à ne pas s'émouvoir de ces atrocités?

Les Annamites lui crient : « Au secours! Au secours! On nous assassine! »

J. STERNEL.

LE 1er MAI EN ANNAM : CENT TUES

L'Humanité et le Populaire ont reçu et publié un télégramme annonçant que le jour du 1er Mai, en Annam, la troupe avait tiré sur un cortège de manifestants, et qu'une centaine d'indigènes avaient été tués. Depuis, silence complet. Pas le plus petit démenti. Le fait est donc exact.

Cent travailleurs annamites viennent allonger la liste des martyrs de la classe ouvrière.

Naguère une pareille nouvelle aurait été annoncée au moyen d'une large manchette par les journaux qui se réclament de la classe ouvrière. Elle aurait soulevé l'indignation des milieux ouvriers. Aujourd'hui on publie la nouvelle, on la lit... et l'on baisse la tête de honte et d'impuissance.

LA MYSTIQUE DE 1881 ET LA RÉALITÉ DE 1931

Le cinquantenaire des lois laïques

La commémoration du vote des lois laïques (1881 et 1882) sera célébrée officiellement et en grande pompe les 6 et 7 juin prochains. La Ligue de l'Enseignement et le Syndicat national (confédéré) des Instituteurs prirent une grande part à la préparation de la loi qui l'a ainsi ordonné. Ils trouvèrent en face d'eux les journaux catholiques et conservateurs qui flétrirent comme « révolutionnaire et antinationale » la manifestation projetée.

Les débats parlementaires préparatoires furent particulièrement passionnés, surtout à la Chambre (3-7-1930). Elle dut tenir une séance de nuit fertile en apostrophes et invectives et qui faillit, par la volonté de Bracke, tourner en séance de pugilat. Préface singulière à une journée de prétendue concorde nationale, cette manifestation parlementaire aboutit au vote, par 475 voix contre 112, de la loi suivante :

« *Une exposition et un congrès seront organisés en 1931 pour commémorer le cinquantenaire des lois qui ont créé l'enseignement gratuit, laïque et obligatoire et pour célébrer le centenaire de la naissance de Jules Ferry.* »

Mais si l'on s'en rapportait seulement au succès numérique de cette proposition, qui émanait de la Commission de l'Enseignement et traduisait la pensée d'Herriot, l'on n'aurait pas une représentation fidèle de ce débat. C'est ainsi qu'il ne faut pas oublier qu'un amendement Thomson qui exprimait, autant qu'on peut en juger, la pensée gouvernementale, ne fut écarté qu'à deux voix de majorité (281 voix contre 279). Il vaut la peine, pour cette raison, de le retenir ici. L'on y verra, en effet, apparaître un Ferry qui est moins encore celui de la laïcité que le Ferry colonisateur.

« *Une Exposition et un Congrès seront organisés en 1931 pour commémorer :*

1° *Le cinquantenaire des lois qui ont réorganisé et développé l'école primaire, dans le cadre de la liberté d'enseignement sur les bases de la gratuité de l'obligation, de la laïcité et de la neutralité;*

2° *Le centenaire de Jules Ferry dont la politique extérieure et coloniale a affirmé, pour la grandeur de la République, l'unité et la continuité françaises et préparé le retour au foyer national de l'Alsace et de la Lorraine.* »

Signalons au passage les intentions du deuxième paragraphe où l'on s'est proposé de ne pas mettre au premier plan les lois dites laïques, mais seulement de saluer au passage une œuvre scolaire complétant l'œuvre ancienne et d'affirmer, contre le « sectarisme » laïque de la gauche et de l'extrême-gauche, le principe de la liberté d'enseignement. Et puis, cette neutralité finale vient édulcorer un peu plus la pauvre laïcité qui pourtant a perdu toute virulence dans la pensée de beaucoup.

Et cette petite opération de délayage n'est pas la plus importante. Le paragraphe trois vient, en effet, nous préciser qu'on fêtera cette année en Ferry le colonial et le patriote. C'est l'année de l'Exposition Coloniale et il faut bien la placer sous un patronage célèbre pour que rejaillisse sur elle le prestige des vieux principes républicains. Ferry est pour cela tout trouvé. Il a eu la bonne idée de naître en 1832; c'est dire qu'à un an près il peut venir à la rescousse de l'Exposition. A ceux qui pourraient croire que l'impérialisme est une déviation fâcheuse de la République, il rappellera qu'au contraire la colonisation, la République et la patrie sont un tout, forment le même ensemble, se rattachent à la même mystique nationale et démocratique. Les années 1880, c'est la France qui se relève de la défaite; quelques années plus tard, ce sera la plus grande France qui promettra à ses fils audacieux, les requins célèbres dont elle fera ses ministres ou ses ministres dont elle fera des requins, les plus gros dividendes et les plus généreuses sinécures.

Le colonialisme était déjà, en fait, républicain (la « civilisation » qui s'exporte), rendons-le donc laïque et moral. Cachons ses hontes sous les trois couleurs. L'amendement Thomson, bien que rejeté, sera la véritable charte du Cinquantenaire.

Ceux qui, comme Bracke, veulent qu'il ne soit pas aussi, ce cinquantenaire, la célébration de « Ferry-Famine, Ferry-Fusillade, Ferry-Kroumir et Ferry-le Tonkinois » et qui d'ailleurs ne sont pas très nombreux dans les rangs de nos collègues du Syndicat National des Instituteurs, devront bien aussi l'encaisser, le Ferry colonisateur. Et quant aux radicaux d'aujourd'hui, si jadis leur parti fouailla victorieusement le Tonkinois et le Kroumir, il ne reste plus rien aujourd'hui de cette ancienne querelle de ménage.

Pour nous, qui ne nous étonnons pas qu'un « grand laïque » ait pu être en même temps un colonisateur parce que c'est le même régime social qui a besoin d'écoles et de colonies, nous avons à rappeler son œuvre scolaire, non pas pour l'admirer sans réserves, mais pour la juger. Qu'a-t-elle apporté d'utile au prolétariat? En quoi fut-elle, pour son temps, un progrès sur le passé? Que lui manque-t-il d'essentiel pour qu'elle réponde aux besoins de la classe ouvrière et aux aspirations des éducateurs syndicalistes? Les réponses à ces questions nous dicteront notre attitude en face des fêtes officielles.

LES LOIS LAIQUES

Nous devons tout d'abord énumérer ces lois laïques, charte de notre école primaire et même, en partie, des autres ordres d'enseignement.

Jules Ferry fut ministre de l'Instruction publique de 1879 à 1883, avec une courte interruption et président du Conseil avec le même portefeuille du 23 septembre 1880 au 16 novembre 1881 et du 21 février au 20 novembre 1883, puis comme ministre des Affaires étrangères du 20 novembre 1883 au 30 mars 1885.

C'est sous son administration directe que furent vo-

tées les lois scolaires dont l'ensemble est cohérent et animé du même esprit :

Loi du 9 août 1879 sur l'établissement des Ecoles Normales primaires dont l'existence devrait être généralisée;

Loi du 27 février 1880 sur le Conseil supérieur de l'Instruction publique, dont ne devaient plus faire partie ni les membres du clergé ni les magistrats, mais seulement des universitaires élus ou nommés, délibérant sous la présidence du ministre, l'élément élu devant prédominer sur l'élément de droit;

Loi du 21 décembre 1880 sur l'instruction secondaire des jeunes filles, à peu près conçue comme l'enseignement secondaire masculin;

Loi du 16 juin 1881 sur les titres de capacité de l'enseignement primaire, rendant obligatoire la possession du brevet élémentaire et supprimant la lettre d'obédience, simple permis d'enseigner délivré par les évêques;

Loi du 16 juin 1881 sur la gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les écoles publiques, qui supprimait définitivement la rétribution scolaire et mettait toutes les dépenses de l'école publique au compte de la commune, du département et de l'Etat;

Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, cette obligation entraînant la laïcité des programmes pour que les enfants de toutes religions puissent fréquenter l'école publique.

Telles sont les lois essentielles qui ont marqué le passage de Ferry au ministère de l'Instruction publique. Les deux dernières, dont il est le plus souvent question, furent complétées par la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'Enseignement primaire qui codifia la législation antérieure. Il nous faut voir ce qu'elles apportaient de nouveau et quel esprit les inspirait.

LES ECOLES DU PASSE

La France n'était certes pas, en 1880, sans écoles primaires. Mais les lois antérieures qui les avaient créées ne se trouvaient pas appliquées partout.

Les assemblées de la Révolution française, inspirées par la philosophie rationaliste du XVIIIe siècle, avaient proclamé le droit de l'homme à l'instruction et reconnu que le régime nouveau ne pourrait durer s'il n'était à mesure créé dans les esprits. Mais cette générosité ne put porter beaucoup de fruits. La Convention n'eut pas le temps de faire appliquer la loi du 17 novembre 1794 qui créait une école par 1.000 habitants, où devait être donné un enseignement gratuit par des maîtres à traitement fixe. Il était même prévu des mesures pour assurer la fréquentation scolaire, par exemple exclure les illettrés des fonctions publiques. Mais la rétribution scolaire fut rétablie le 24 octobre 1795. L'Ecole Normale de Paris, fondée en 1794 pour instruire de futurs professeurs des Ecoles Normales des départements, ne remplit pas précisément cette tâche et l'on attendit celles-ci fort longtemps encore, jusqu'à la loi de 1833. Rien ne fut donc fait pour former des maîtres. Pendant l'Empire et la Restauration, les écoles primaires furent très négligées, le budget de l'enseignement était dérisoire. En fait, le clergé reprit la direction de l'instruction populaire confiée aux Frères Ignorantins, méprisés du haut clergé, dévoués parfois plus que capables.

Mais après 1830, la bourgeoisie libérale sentit la nécessité de donner aux paysans et à la classe ouvrière quelques gages de son attention. Elle espérait ainsi les arracher à la domination cléricale, sérieux atout du parti légitimiste. La loi Guizot de 1833 sur l'instruction primaire organisa l'enseignement public en obligeant chaque commune à ouvrir une école primaire élémentaire et chaque ville de plus de 6.000 habitants une école primaire supérieure. Tout département devait assumer les frais d'une école normale. L'enseignement allait être gratuit pour les indigents, au moins dans les écoles primaires, mais non laïque, du moment qu'il comporterait l'instruction religieuse et que le curé ferait partie du Comité de surveillance de chaque école. Les libéraux de 1833, dont le protestant Guizot fut l'interprète au gouvernement, n'osaient pas encore rompre ouvertement avec l'Eglise et concevoir un enseignement libéré de son inspiration. La philosophie des dirigeants de l'époque ne s'était pas encore dégagée du spiritualisme. Si Dieu est une garantie pour l'autre monde, ne l'est-il pas aussi pour la terre où le pauvre qui prie est moins dangereux pour le riche?

Si cette philosophie avait en son temps quelque chose de progressif, les réacteurs de 1850, effrayés par les progrès du socialisme, eurent besoin d'un appui plus consistant que ce déisme. Il n'était pour eux de meilleur auxiliaire du gendarme que le curé, de meilleur frein à la révolte ouvrière que la religion catholique. Et c'est pourquoi, sous cette seconde République conservatrice et ce Second Empire qui fit parfois risette à l'anticléricalisme pour se donner des airs démocratiques, l'enseignement primaire tomba sous la coupe du clergé.

La célèbre loi Falloux (1850) conserva l'ancienne dualité entre l'école libre et l'école publique. Mais elle fit de celle-ci une véritable dépendance de l'Eglise. Non seulement l'enseignement religieux resta obligatoire, mais encore l'Ecole fut placée, de haut en bas, sous la surveillance du clergé. Le Conseil Supérieur de l'Instruction publique comprit en effet parmi ses membres quatre archevêques ou évêques faisant bon voisinage avec de hauts magistrats et des représentants de l'Institut. Il est vrai que protestants et juifs délégaient aussi leurs mandataires. Chaque Conseil académique laissait aux divers clergés une influence analogue. Enfin le curé, le pasteur, le rabbin avaient droit d'inspection à l'école primaire. Le clergé siégeait dans les jurys du brevet de capacité que l'évêque remplaçait par une lettre d'obédience.

On était encore, en 1880, sous ce régime de la loi Falloux. Tout au plus celle de 1867, inspirée par Durny, avait-elle marqué un léger progrès en obligeant les communes à créer des écoles de filles et en organisant une gratuité partielle de l'enseignement sous la forme d'une aide aux indigents (caisse des écoles).

LA POLITIQUE SCOLAIRE DES REPUBLICAINS

Cependant, l'opposition à l'Empire avait mis dans son programme une réforme générale de l'enseignement. Dans la plupart de ses Congrès, la Ire Internationale avait de son côté débattu les principes d'une réorganisation pédagogique, et demandé pour la classe ouvrière un « enseignement intégral » dont les caractéristiques essentielles étaient, d'une part, l'indépendance absolue vis-à-vis de la religion, et d'autre part le plein

épanouissement de toutes les facultés humaines, le développement harmonieux du corps et de l'esprit par une initiation au travail manuel selon la formule proudhonienne. Il y avait là une belle espérance, une grande hardiesse que, par malheur, fait oublier de nos jours la mystique scolaire des républicains à la Ferry, toute imprégnée encore de spiritualisme déiste et, malgré la fermeté de ses représentants, timorée encore dans ses réalisations.

La Constitution de 1875 avait été plutôt un compromis signé dans l'attente d'une restauration de la monarchie qu'une véritable conquête républicaine. Mais après avoir écarté au 16 mai 1877 le danger pressant d'un coup d'Etat de Mac-Mahon, les républicains voulurent organiser et consolider le régime nouveau, réaliser une partie de leur programme formulé dix ans plus tôt lors des luttes contre l'Empire. Il y avait à la fois dans leur œuvre scolaire le désir de tenir leurs promesses et celui d'instaurer la République dans les esprits en la faisant d'abord aimer dès l'école. Leurs réalisations présentent d'ailleurs un caractère équivoque où se reflètent les conditions historiques du moment.

En effet, s'ils ont la prétention de créer pour l'avenir une organisation scolaire qu'ils veulent abriter des orages politiques, s'ils veulent former un type un peu incertain de l'honnête homme et du bon citoyen, soumis aux lois et à l'ordre social, s'ils essaient de définir la neutralité scolaire destinée à élever sous cloche des consciences républicaines, en réalité leur école est née dans les passions de l'époque et ce fut bel et bien une école de combat. Mais comme s'ils avaient cru éternel et définitif le régime nouveau qu'ils installaient, ils voulaient donner à l'enseignement une fausse sérénité dont il porte encore la marque. Compromis entre toutes les classes, concession intéressée du capitalisme au prolétariat, la République devait comme une belle aurore dissiper les orages sociaux, apaiser la lutte des classes, être le règne d'une égalité impossible. L'école, de son côté, devait accueillir tous les enfants et les éduquer dans cette neutralité de paix sociale qui procède d'un mensonge initial ou tout au moins d'une illusion.

Quoi qu'il en soit, ce fut contre quelque chose que les législateurs des années 1879-82 créèrent leur prétendue école neutre, au-dessus de la mêlée. Ce fut contre l'Eglise, ennemie du régime nouveau qu'elle devait combattre longtemps encore, contre l'Eglise qui était le meilleur appui d'une restauration monarchique. Ce fut contre l'ancien personnel administratif de l'Empire et ses procédés de gouvernement. Il n'y a qu'à lire à ce sujet les discours et articles de Jules Ferry contre la candidature officielle. Il pense que l'instruction, répandue partout, empêchera le retour aux pratiques préfectorales en permettant un vote « éclairé » (lisez que le paysan saura au moins déchiffrer le nom des candidats, faire respecter le secret du vote). Il veut mettre fin à l'ignorance du suffrage universel qui avait facilité le retour du césarisme.

A une religion qui représente la vieille domination sur les esprits s'opposent alors toutes les autres croyances, toutes les sectes philosophiques du temps et cela encore donne à cette œuvre scolaire la marque de son époque. Des positivistes athées comme Paul Bert, des francs-maçons comme Ferry, des protestants libéraux comme Ferdinand Buisson et Félix Pécaut collaborent à cette œuvre où les protestants devaient se tailler un large domaine d'influence et de sinécures. Des catholiques sans fanatisme qu'il ne faut pas effrayer par des mesures trop laïques se rallient eux aussi à cette œuvre qui, en un sens, est également une œuvre de concorde et de compromis.

Nous devons prêter quelque attention à l'œuvre et à l'attitude particulière de Ferry qui représente alors, si l'on peut dire, comme penseur et comme ministre, la mystique et la politique de la laïcité, beaucoup plus la seconde que la première.

La politique de Ferry

Ferry nous apparaît beaucoup mieux sous la figure d'un homme d'Etat que sous les traits d'un penseur hardi. A la fin de l'Empire, il montra dans l'opposition républicaine une certaine énergie et une certaine largeur de vues, à l'aise aussi bien lorsqu'il critiquait la gestion du préfet de la Seine, Haussmann, que lorsqu'il définissait ses vues sur l'éducation; homme d'ordre avant tout, partisan de la stabilité sociale et ennemi des « chimères ». Si les audaces du nouveau capitalisme d'affaires choquent ses scrupules de légiste défenseur de la propriété bien assise, en revanche il n'a pour celle-ci que des tendresses d'aspirant au pouvoir au nom d'une bourgeoisie classée et satisfaite.

S'il réclame sous l'Empire une large autonomie pour la municipalité parisienne, comme préfet de la Seine du gouvernement provisoire, il combat les premières affirmations communalistes qui devaient aboutir à l'insurrection du 18 mars. Pour donner des gages aux républicains conservateurs d'après 1871, il prit bien soin de montrer que sa gestion de préfet à poigne n'avait en rien favorisé les ennemis de l'ordre, et il est un de ceux qui ont le mieux répandu cette explication de la naissance de la Commune ramenée presque uniquement à une exaltation de fièvre patriotique, à une nervosité du Paris assiégé où la révolte sociale n'aurait presque pas eu de part. C'est, en un mot, un homme de gouvernement qui a su se débarrasser des audaces du premier radicalisme pour mieux travailler à l'unité du parti républicain.

Et dans sa lutte pour le triomphe de la nouvelle idéologie des aspirants au pouvoir, il prend toujours figure de modéré. Comme président du Conseil, il s'est réservé le portefeuille de l'Instruction publique, montrant ainsi tout le prix qu'il attache à la politique scolaire, mais là son attitude est très nettement celle d'un opportuniste qui ne veut pas compromettre le sort de son ministère dans la défense d'un programme d'ensemble, qui préfère au contraire sérier les questions et aboutir progressivement par le vote d'une suite de réformes partielles. A cette politique s'oppose presque toujours celle d'un Paul Bert qui, comme président de la Commission de l'Instruction publique à la Chambre, défend une revendication générale de la grande réforme laïque. Les événements donnent d'ailleurs raison à l'homme d'Etat puisque c'est son propre plan qui réussit. Mais que l'on ne vienne pas du moins surfaire le rôle d'apôtre d'un Ferry qui a été surtout un réalisateur. Il a su capter à la gloire de son parti ce courant laïque où beaucoup, avant lui, étaient venus déjà s'abreuver. Il a su réaliser ce que d'autres pensaient avec plus de hardiesse que lui, c'est-à-dire instituer cette université laïque dont nous allons montrer maintenant les bornes.

Il est certes tout naturel que nos politiciens de réac-

tion sociale célèbrent ce Ferry, comme il est naturel que nos radicaux de gouvernement reconnaissent en lui un grand ancêtre, en oubliant avec facilité que le Tonkinois eut des ennemis à gauche, non seulement la classe ouvrière qui se réorganisait, mais encore ce qui du radicalisme se rappelait encore qu' « elle était belle sous l'Empire », en oubliant aussi que Ferry ne portait nullement dans son cœur les Jacobins de l'an II, marquant ses préférences pour les Girondins, ces prétendus idéalistes, les hommes de la haute bourgeoisie antidémocratique.

LA MYSTIQUE LAIQUE

Cette œuvre laïque le dépassait donc en réalité par la philosophie dont elle s'inspirait. Il y a toujours à prendre dans cette mystique de la laïcité pour les discours du cinquantenaire, dont les plus importants ne feront illusion ni aux ennemis de la laïcité véritable qui les prononceront, ni aux laïques désabusés qui les écouteront sans sourire.

Mystique, avons-nous dit, et le mot n'est pas déplacé. Il y avait, en effet, dans tout ce mouvement, plus encore d'illusion peut-être que de générosité. Les prêtres du nouveau culte en avaient besoin pour vivre. D'ailleurs, les plus sincères d'entre eux n'avaient pas oublié de prendre comme un pli professionnel et d'entourer leur croyance d'une nouvelle religiosité qui, pour être laïque, n'en gardait pas moins le souvenir direct des exercices spirituels du protestantisme.

Le citoyen d'une cité sans classes

En 1880, la République avait sérieusement besoin de républicains. Les espoirs prolétariens de justice sociale qui avaient été brisés une première fois en juin 1848 et une seconde fois pendant la Semaine Sanglante, venaient à peine de renaître dix ans après la Commune. Mais la bourgeoisie républicaine chère à Ferry, si elle avait su arracher l'amnistie pour s'attirer la sympathie de l'extrême-gauche, n'attendait pas de ce côté le moindre renfort spirituel. Et dans le peuple, chez les paysans, chez les ouvriers des villes, la vieille tradition républicaine et anticléricale était bien affaiblie. Après 1848, la bourgeoisie apeurée répandit la légende intéressée du spectre rouge et l'influence cléricale reprit le dessus. Le Second Empire avait tué la vie politique, et s'il existait encore dans l'ensemble du pays des îlots républicains, le nouveau parti au pouvoir ne trouvait pas en eux de base suffisante.

Il voulait donc former dès l'école l'électeur des temps nouveaux. C'est ainsi que se manifestait après les années de la défaite, l'optimisme de la reconstruction morale du pays. On comptait beaucoup pour cela sur l'enseignement primaire élargi qui ne devait plus comporter seulement l'étude des signes pratiques : la lecture, l'écriture, le calcul, mais encore celle des rudiments d'instruction civique, d'histoire nationale et de géographie, genres d'études propres à former le citoyen confiant dans le régime nouveau et les « destinées » de la « patrie », une patrie impérissable qui devait, air bien connu, mettre à profit dans l'avenir les leçons du passé. L'on espérait ainsi beaucoup moins éveiller dans l'esprit de l'enfant et du jeune homme le sens de la justice sociale, que les mettre en garde contre les surprises du suffrage universel, les tentations possibles d'un nouveau bonapartisme. L'on voulait, comme le dit Pélix Pécaut, « préparer par l'école une démocratie intelligente », c'est-à-dire bien attentive à la propagande du parti républicain et une démocratie capable de bien supporter, par nécessité patriotique, le service militaire obligatoire, c'est-à-dire de renoncer par raison à la vieille tradition de l'antimilitarisme paysan rebelle à la conscription.

Cette inspiration nettement nationale que l'on se proposait de donner à l'enseignement n'était pas du tout ouverte aux réalités sociales. On peut même dire qu'elle leur était systématiquement fermée. Ce qu'on voulait prêcher, c'était le respect des institutions républicaines. Un régime né de l'insurrection du 4 septembre n'a pas besoin d'attendre dix ans pour se donner des airs de légalité lorsqu'il a déjà, à son actif, la répression versaillaise. Le futur citoyen apprendra à obéir aux lois de son pays et à se méfier plus tard des suggestions de l'« anarchie ». Il sera capable de bon sens politique et se détournera de la lutte des classes qui n'est, dit Pécaut, qu'« âpre égoïsme » et « barbarie ». L'ouvrier saura faire des sacrifices à l'intérêt général, il ne sera pas prodigue et trouvera en lui-même un frein à son prétendu instinct de dépense. Il serrera sa ceinture tricolore. « Il n'est donné à personne, dit Pécaut, d'arriver à l'aisance, à l'indépendance, à la sécurité matérielle du lendemain, sinon par la pratique des vieilles vertus aujourd'hui passées de mode », lisons les vieilles vertus paysannes d'épargne et sans doute aussi de misère stoïquement supportée. C'est dans la voie de la démocratie que le peuple trouvera son bonheur. Elle est en effet la raison même qui s'est attelée à la réalisation de la justice et de la fraternité.

L'école primaire s'inspirera donc de cette « haute conception de salut social et d'intime rapprochement entre les classes ». Les riches et les pauvres s'étant côtoyés sur les bancs de la même école sauront plus tard ne plus être ennemis dans les conflits que leur imposera l'existence. Et dans cette démocratie qui nie les classes, l'idéal pour le peuple ce n'est pas la révolte mais la patience. Qu'il s'élève donc par unités conscientes au niveau de cette classe dirigeante qu'il renouvellera. Cette négation des classes doit en effet, par son apport, compléter naturellement la résignation du plus grand nombre par l'arrivisme des plus adroits.

L'homme d'un univers sans Dieu

Cet optimisme social n'est que l'aspect particulier d'un optimisme plus large que l'on pourrait appeler universel. De même que le citoyen peut trouver son bonheur dans la République, il peut découvrir en lui-même, dans sa conscience, dans sa raison, les principes de sa conduite et les secrets de sa destinée. Il n'a plus besoin du frein des religions. Tous les hommes doivent en outre obéir aux mêmes lois morales comme ils obéissent aux mêmes lois sociales. Comme on a l'illusion de rapprocher les classes, on formule l'espoir de rapprocher les gens de toutes les confessions dans une sorte de communion spirituelle qui sera la morale laïque. Au suffrage universel, guide de l'action politique, correspondra l'examen de conscience, source du devoir moral.

Il ne suffit pas, en effet, de soustraire l'école à l'influence de l'Eglise catholique; il faut substituer à l'enseignement de la religion et de ses commandements une éducation morale laïque indépendante des dogmes. C'est la partie positive de cette œuvre de laïcité. Laï-

cisons la morale et la philosophie comme nous avons laïcisé l'Etat. C'est se référant à cette tradition que Ferry et ses contemporains ont cherché les principes d'une morale rationnelle qui puisse s'imposer à tous. S'ils ont été à peu près d'accord pour reconnaître la nécessité de cette recherche, c'est une confusion extrême, un éclectisme singulier qui règnent dans les résultats. Les uns, les plus hardis, qui se rencontrent ainsi avec les révolutionnaires, professaient un matérialisme avéré qu'ils n'osaient pas toujours avouer publiquement. Ferry, qui entra dans la Maçonnerie en 1875, célébra un an plus tard le rapprochement de cette secte et des doctrines positivistes et vit dans le mysticisme « un embrigadement général de la sottise humaine ». Cela ne l'empêchait pas de parler, comme ministre, d'apaisement religieux.

Ces anticléricaux et ces athées subissaient encore le prestige de la morale kantienne et professaient qu'on peut fonder sur la raison une morale universelle ayant pour tous force de loi. Il s'agit beaucoup plus d'obéir au devoir que d'en rechercher les fondements, comme si le devoir était un impératif métaphysique dépassant l'homme. La morale de Kant eut dans l'Université, pour de longues années, le sort le plus prospère. Il était permis d'y retrouver comme un souvenir rassurant de la morale catholique et d'y voir une sorte de théologie laïque à l'usage des nouveaux clercs de la bourgeoisie et de la science officielle.

Et comme dans la pratique on ne pouvait jongler en toute fantaisie avec ces formules philosophiques dont la classe au pouvoir s'est souvent servie pour masquer son égoïsme, il fallait bien faire des concessions à la tradition morale, même au spiritualisme. Ne faut-il pas, en effet, une religion pour le peuple, et tout n'est-il pas bon qui vient renforcer chez le travailleur le sentiment du devoir? La pédagogie nouvelle dut faire des concessions pour défendre l'école laïque d'être l'école athée.

Puis l'on vit fleurir dans l'enseignement la doctrine célèbre de la solidarité, mise à la mode par Léon Bourgeois, et enfin l'on se mit à la sociologie inspirée de Durkheim qui, si elle prétend faire voir le développement, le devenir des dogmes et des institutions, est en fait asservie à la thèse démocratique lorsqu'elle exalte la suprématie du groupe sur l'individu, lorsqu'elle crée une sorte de mystique de l'Etat bourgeois tout-puissant.

Disons à la décharge de cette morale scolaire qu'elle est trop construite à l'écart des réalités sociales pour être véritablement dangereuse et pour être véritablement efficace.

L'éducateur prêtre laïque

On ne demandait guère à l'instituteur que de préparer à se bien conduire des gens qui, en d'autres temps, ne se seraient pas plus mal conduits sans le patronage de l'école nouvelle. On lui demandait aussi, bien entendu, de faire aimer la République et d'être un bon agent électoral qui sût ne pas trop se compromettre. C'était là, avec l'enseignement de la lecture, de l'écriture et des quatre règles, ce que l'on attendait de lui. En revanche, on le dispensait de sonner les cloches, d'enterrer les morts et de chanter au lutrin.

Mais certains concevaient pour lui une plus haute ambition et voulaient le fourvoyer dans une sorte d'apostolat dont les réflexions d'un Félix Pécaut nous donnent l'image plus d'une fois irritante. Il n'y a qu'à lire, à cet égard, son ouvrage *L'Education publique et la Vie nationale* (1904) où il a donné ses remarques d'inspecteur général et de directeur de l'Ecole Normale Supérieure de Fontenay-aux-Roses. Cette école, qui devait former des professeurs pour les Ecoles Normales primaires de jeunes filles, lui fournissait un auditoire bien propre à recevoir son enseignement. L'on nous excusera de nous arrêter à ces réflexions de Pécaut dont nos camarades de l'enseignement ne manqueront pas de saisir l'esprit anti-syndicaliste.

N'est-il pas à craindre, en effet, que ce besoin entretenu par le livre d'une vie intérieure, qui ne saurait être qu'excellent s'il faisait contrepoids à une vie active, devienne stérile et paralysant et détache l'éducateur des réalités du milieu social (1)?

Et quelles vertus, au surplus, recommande-t-on au maître d'école? Voici quelle doit être, d'après Pécaut, la tâche de la directrice d'Ecole Normale :

« Elle saura... préserver de la proscription les vertus obscures que notre civilisation, vouée à l'activité sans relâche et à la compétition violente, inclinerait à oublier, au grand détriment de la noblesse de l'âme : *l'humilité*, la sympathie, *le contentement de peu, la patience, la résignation, et le commerce avec les choses éternelles*, hors duquel les choses de la vie et la vie même perdent leur prix. Que la directrice apprenne donc, par son exemple, aux jeunes institutrices du peuple à se considérer comme attachées à une œuvre *divine*, où il dépend d'elles de travailler *dans le sens de Dieu lui-même*, en faisant surgir du sein de l'inconscience et des instincts grossiers, à l'aide des éléments du savoir, la femme de conscience et de raison, capable de vérité et de justice non moins que d'amour. Ainsi sera d'avance adoucie, ennoblie, sanctifiée, l'obscure existence de la maîtresse d'école. Combien je la plaindrais, si elle n'emportait pas de l'école normale, avec son brevet, un peu de ce viatique spirituel! » (*L'Education publique*, pp. 176-177).

Saluons au passage cette estime pour la femme, dont font preuve alors les apôtres de la laïcité. Mais ce repliement sur soi, ces conseils de résignation et de patience, cette invitation à se détourner des « âpres revendications du droit » dans sa vie professionnelle ne sont pas du tout syndicalistes. Ce n'est pas dans une méditation stérile qu'une institutrice débutante trouvera des remèdes au découragement et une force de résistance à la propagande catholique, empressée aujourd'hui à venir exploiter sa jeune solitude et son ignorance de la vie.

Cette élaboration secrète d'un si noble trésor moral

(1) Dans son *Autobiographie*, James Guillaume, qui fut aussi de cette génération, a montré avec netteté comment il renonça, pour son compte, à ce culte exclusif de la perfection morale individuelle pour devenir l'homme d'une classe : « Je dois à Bakounine, au point de vue moral, ceci : auparavant, j'étais stoïcien, préoccupé du développement moral de ma personnalité, m'efforçant de conformer ma vie à un idéal; sous l'influence de Bakounine, je renonçai à cette perfection personnelle individuelle, et je conçus qu'il valait mieux remplacer l'effort vers la perfection morale par une chose plus humaine, plus sociale : renonciation à l'action purement individuelle; et résolution de me consacrer à l'action collective, en cherchant la base et la garantie de la moralité dans la conscience collective d'hommes étroitement unis pour travailler à une œuvre commune de propagande et de révolution. » (*R. P.* du 5 avril 1931, p. 18.)

devait par surcroît profiter aux autres, et cette religiosité laïque se tourner en un apostolat moral. Il faut avoir, dit Pécaut, « l'esprit d'éducation » qui, s'il n'est pas simplement la vocation du métier, peut fort bien devenir l'art des sermons ennuyeux. Danger qu'aggrave encore une illusion initiale. On veut faire croire en effet que le peuple est en proie aux instincts grossiers, qu'il est matière première inclute à dégrossir. On veut que les éducateurs *descendent* jusqu'à lui, ce qui se comprend si par là on veut les empêcher de s'embourgeoiser, ce qui est mal si on veut leur faire croire qu'ils sont au-dessus de la classe ouvrière grâce à une culture livresque :

« Vous êtes du peuple, vous avez à instruire le peuple : apprenez donc à le connaître; et pour le bien connaître, apprenez à l'aimer, comme votre famille; *descendez vers lui*, conversez avec lui, exorcisez le malin esprit bourgeois. »

Tandis que des éducateurs prenaient cela au sérieux et se donnaient avec cœur à une tâche démocratique, d'autres, qui avaient pourtant reçu les mêmes leçons, cherchaient à parvenir, à faire dynastie dans l'université. Leurs successeurs d'aujourd'hui ne se donnent plus la peine de masquer sous des paroles généreuses et libérales leur autoritarisme et leur besoin d'arriver, ce que Pécaut appelait l'« esprit fonctionnaire ».

Voyons comment cette mystique dut composer avec la réalité sous la triple forme d'une école gratuite, laïque et obligatoire.

GRATUITE, LAICITE, OBLIGATION

Gratuité

La loi du 16 juin 1881 abolit la rétribution scolaire pour mettre à la charge des communes, du département et de l'Etat les frais de l'enseignement primaire. C'est par cette institution de la gratuité que Ferry voulut aborder la réalisation de son programme d'ensemble. A vrai dire, c'était le point le plus facile à faire aboutir. En fait, la rétribution scolaire était devenue depuis 1833 d'un usage fort restreint. Les communes avaient la latitude d'établir, à l'aide de centimes additionnels, la gratuité absolue, de sorte que les frais de la scolarité se trouvaient en grande partie couverts déjà par leurs budgets ou celui de l'Etat. Les deux tiers des enfants ne payaient pas la rétribution. Il s'agissait donc surtout d'un principe : faire de l'instruction un service public gratuit pour que tous les enfants fussent également traités à l'école, où les indigents étaient souvent humiliés, surtout dans les écoles congréganistes.

Principe juste en apparence, mais que combattit cependant la droite. Elle avait peur, en effet, de voir porter un coup nouveau à ces dernières écoles et faisait valoir qu'au fond rien n'était gratuit puisque le contribuable devait payer. Si l'on s'engageait dans cette voie, il faudrait réaliser aussi la gratuité de l'enseignement secondaire et celle du supérieur. Paul Bert, le rapporteur de la Commission, se déclara du reste prêt à accepter cette conséquence logique et promit, le 6 juillet 1880, de rendre l'enseignement secondaire gratuit. La réforme a eu, depuis cinquante années, le temps de mûrir.

Un orateur notoire de la droite, Mgr Freppel, évêque d'Angers, ne manqua pas non plus de déclarer qu'il faudrait aller plus loin encore et voter la gratuité de l'entretien complet des élèves, pension comprise, mais Ferry coupa court à toutes ces déductions indiscrètes et s'empressa de rassurer les contribuables. Au surplus, les riches n'y perdaient rien puisque leurs fils et leurs filles pourraient recevoir un enseignement gratuit. L'opération n'avait rien de désastreux, et la loi n'était en somme que la reconnaissance d'un état de fait, la consécration de pratiques entrées dans l'usage. Il ne faut donc pas surfaire la portée de cette première loi.

Obligation

Un pas de plus devait être franchi, plus difficile celui-là. C'est qu'en effet le projet de loi sur l'obligation impliquait l'établissement de la laïcité. S'ils étaient les adversaires de la liberté de pensée en matière politique et sociale, les républicains de gouvernement de 1880 restaient cependant toujours partisans de la liberté de conscience en matière religieuse, car l'Eglise était leur ennemie politique. Voulant faire de l'enseignement un service public et de la scolarité une obligation, ils jugeaient indispensable de ne contraindre aucun enfant à recevoir en classe un enseignement religieux qui répugnerait à ses parents. Il fallait donc créer aussi la laïcité.

En s'appuyant sur les statistiques, Ferry n'eut pas de peine à montrer que les progrès dans la fréquentation scolaire, devenus sensibles après 1833, étaient devenus très lents depuis le Second Empire. L'extension de la petite propriété n'était pas favorable à la fréquentation : pendant la saison d'été, 21 % des élèves inscrits quittaient l'école pour travailler aux champs. Partant de cette idée que l'ignorance avait été l'une des causes de la défaite de 1870, on voulut rattraper l'Allemagne en matière scolaire comme en matière d'armements et réduire la proportion des conscrits illettrés. Personne n'osait faire à ces arguments d'objection sérieuse et s'avouer partisan de l'ignorance. Mais ce mot d'obligation répugnait aux adversaires du moment de cette raison d'Etat qui avaient horreur de la contrainte quand ils ne l'exerçaient pas eux-mêmes. Quelles sanctions frapperaient les parents réfractaires, et comment serait traquée l'ignorance?

Il ne fallait effrayer personne. Paul Bert lui-même jugea utile de distinguer entre *obligation de l'enseignement* et *scolarité obligatoire*. Le père de famille serait libre de faire instruire ses enfants à la maison par des précepteurs. L'école privée subsisterait à côté de l'école publique. La terreur plus ou moins feinte du monopole, cher aux radicaux, ne pesait pas encore sur les débats. Mais il faudrait tout de même prévoir des sanctions. Est-ce que la monarchie elle-même n'avait pas jadis usé de la contrainte pour assurer la fréquentation? Après bien des discussions fut insérée dans la loi une procédure y visant. Des commissions municipales scolaires devaient être créées pour avertir les délinquants et, en case de récidive, pour afficher leurs noms à la porte de la mairie, une troisième faute devant faire l'objet de poursuites en justice de paix. Nos camarades instituteurs sont tout à fait fixés sur la carence de ces commissions municipales, pleines d'égards pour l'électeur et quant à l'examen de contrôle des enfants instruits chez eux, personne n'en ouït plus jamais parler.

L'obligation scolaire ainsi comprise était certainement un progrès. Cependant, il n'y faut rien voir de

miraculeux et de révolutionnaire. Elle consacra tout au plus le goût en progrès pour l'instruction. Le législateur de 1881 ne devait du reste pas réussir tout à fait du moment qu'il ne posait pas le problème sur son plan social et n'offrait rien aux parents nécessiteux pour les empêcher d'exploiter leurs enfants qu'ils privaient de l'école.

Laïcité

Dans la discussion des articles, la laïcité revint souvent comme le point capital du débat, le grand point d'accrochage entre Ferry et les catholiques. Même en sériant les questions, il ne pouvait l'esquiver.

On ne devait pas songer à interdire aux parents, qui s'en seraient alarmés, de faire donner à leurs enfants une instruction religieuse. Mais elle ne devait pas être obligatoire. L'instituteur à l'école et le prêtre à l'église.

C'était ainsi réduire les méfaits des Congrégations enseignantes dont certains hommes de gauche, Tolain, Lockroy, n'hésitèrent pas à faire le procès vigoureux, dénonçant la conduite privée de leurs membres, célibataires non résignés à la chasteté, corrupteurs des jeunes élèves. C'était aussi poursuivre la laïcisation des consciences. Du même coup, l'instituteur, déchargé de tout enseignement religieux, échapperait à la tutelle du prêtre.

Irait-on jusqu'à interdire à celui-ci l'entrée à l'école pour y donner, à certaines heures, l'enseignement religieux? L'opposition remporta sur ce point un succès provisoire au Sénat, mais finalement le prêtre fut chassé de l'école; on lui laissait seulement le jeudi et les heures d'interclasse où il pourrait faire, à l'église, son catéchisme.

Un autre aspect de cette laïcisation, ce fut l'institution d'un enseignement civique et moral pour suppléer à la discipline religieuse. Certains ne concevaient même pas la possibilité d'une morale distincte de la religion et leur allié, le déiste Jules Simon, que son stage éphémère dans la Première Internationale n'avait décidément pas déchristianisé, réussit à faire adopter par un amendement qu'on enseignât les devoirs envers Dieu et la Patrie, mais son amendement fut repoussé en deuxième délibération et, en fin de compte, l'article 1er de la loi, qui fixe le nombre des matières enseignées à l'école primaire, ne parle que d'« instruction morale et civique ».

Du reste, on a su acclimater cet enseignement laïque de la morale dans la rédaction des programmes destinés à l'école primaire (8 juillet 1882 et 18 janvier 1887). Ils comportent l'enseignement des devoirs envers Dieu, ainsi recommandé :

« L'instituteur n'est pas chargé de faire un cours *ex-professo* sur la nature et les attributs de Dieu; l'enseignement qu'il doit donner à tous indistinctement se borne à deux points :

« D'abord, il leur apprend à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu; il associe étroitement dans leur esprit à l'idée de la cause première et de l'être parfait un sentiment de respect et de vénération; et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette notion de Dieu, alors même qu'elle se présenterait à lui sous des formes différentes de celles de sa propre religion.

« Ensuite, et sans s'occuper des prescriptions spéciales aux diverses communions, l'instituteur s'attache à faire comprendre et sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu telles que les lui révèlent sa conscience et sa raison. »

Voilà ce que la « laïcité » de Ferry devenait dans la pratique. Dans ces parages de l'opportunisme, la libre-pensée pouvait faire un bout de chemin avec la vieille foi des « braves gens » (1).

Quant à la laïcisation du personnel, complétant celle des programmes, elle fut assurée en principe par la loi de 1886, mais par manque de maîtres laïques, on conserva quelque temps des congréganistes à l'école publique. Le délai, qui fut de cinq ans pour les écoles de garçons, dut être prolongé plus longtemps pour les écoles de filles. On sait que les lois de 1901 et de 1904 interdirent l'enseignement aux congrégations. Complétée en 1905 par la loi de séparation, l'œuvre laïque était achevée.

Quels fruits a-t-elle portés depuis 1882? Comment devons-nous, en syndicalistes, la juger?

DEPUIS 1882 : DOCTRINE D'ETAT ET SYNDICALISME

Comme on devait s'y attendre, l'application des lois laïques rencontra dans le pays l'hostilité de l'Eglise et des partis de droite : Une guerre, sourde ou déclarée, fut faite de leur part aux instituteurs. Le gouvernement, qui avait défendu à ceux-ci de faire de la politique militante, exigeait d'eux cependant que sans trop se découvrir, ils se fissent les agents électoraux du parti républicain. Sans garanties administratives sérieuses, exposés aux coups de leurs adversaires et abandonnés en général par leur administration, s'ils voulaient, par esprit de prosélytisme, dépasser la consigne prudente de ceux qui les poussaient à l'action civique et au dévouement, ils furent les dupes du nouveau régime.

Des traitements faméliques venaient mal payer une conscience professionnelle que soutenait alors en beaucoup une foi laïque véritable. Ces hommes et ces femmes que l'on avait déclarés les meilleurs serviteurs de la République dont l'école était la « pierre angulaire », puisaient dans cet éloge un réconfort contre l'adversité. C'étaient au surplus de bons artisans de la revanche. Ils ne s'étaient pas aperçus que le vent avait tourné vers la détente franco-allemande et ils faisaient encore fonctionner les bataillons scolaires, les yeux tournés vers l'Est, tandis que la 3e République, renonçant à une revanche immédiate, s'orientait vers la colonisation, malgré les rappels à l'ordre du radicalisme.

La crise de l'Affaire Dreyfus eut sur l'école primaire une influence décisive. Les partis avancés qui l'emportèrent alors sur le nationalisme donnèrent en effet aux instituteurs, en même temps que des espoirs

(1) Il convient de dire que cette obligation d'enseigner les devoirs envers Dieu dans le cours de morale a été exclue des nouveaux programmes du 23 février 1923, rédigés par le rationaliste Lapie. En revanche, les instructions qui accompagnent ces programmes se montrent encore respectueuses de la pseudo-laïcité des Ferry de 1883. Rappelant l'ancien programme, on ajoute en effet :

« Ces conseils n'ont rien perdu de leur sagesse. En les suivant, nos instituteurs et nos institutrices prendront soin d'éviter tout ce qui risquerait d'apparaître comme une violation de la neutralité. Et ils n'oublieront pas qu'en ces matières, la conscience publique est devenue, depuis quarante ans, de plus en plus scrupuleuse. » Il faut dire que cette recommandation est purement négative et que l'instituteur n'est pas tenu à enseigner les devoirs envers Dieu.

nouveaux, une audace plus grande. Ils abandonnèrent pour la plupart l'idée de la revanche. Une passion sociale plus ardente les remua. Les plus hardis d'entre eux se tournèrent vers le socialisme. Corporativement, ils prirent conscience de leurs droits et de leur force et ils tinrent en 1900 le premier Congrès de leurs amicales. Celles-ci voguèrent d'abord dans le sillage officiel, mais elles furent amenées par la suite à résister à l'arbitraire des politiciens et des préfets. Habitués à servir le régime, les instituteurs s'apercevaient enfin qu'ils avaient joué un rôle de dupes, et ces humbles primaires donnèrent le signal de l'émancipation syndicale qui visa d'abord et vise encore ces deux buts immédiats : résister à l'intrusion préfectorale et politicienne à l'école, et aussi lutter pour les améliorations matérielles.

Sur ces entrefaites, l'idée syndicaliste avait fait son chemin et, en dépit des poursuites judiciaires, la Fédération nationale des Syndicats d'Instituteurs se constitua en 1906. L'*Ecole Emancipée*, son futur organe pédagogique, fut fondée en 1910 et a toujours été depuis la propriété des instituteurs, qui l'ont rédigée sans avoir pour cela besoin de leurs chefs inspecteurs. Les plus hardis des éducateurs syndicalistes cherchèrent dans les premiers *Cahiers de la Quinzaine*, dans *Pages, libres*, dans le *Mouvement socialiste* où se faisait le procès de la démocratie parlementaire et politicienne, les idées qui les guideraient dans leur action. Il leur apparaissait qu'on les avait trompés, en les rendant prisonniers de ce mysticisme républicain dont trafiquaient les pires de leurs maîtres, et qu'ils devaient chercher désormais dans le syndicalisme et la lutte des classes leur orientation nouvelle. C'est bien là pour les lois laïques le premier et le plus singulier des échecs.

Le syndicalisme, parce qu'il était sans compromissions, parce qu'il procédait d'un véritable esprit réaliste, était le meilleur défenseur de la laïcité. Les instituteurs n'acceptaient plus de s'en tenir à la mystique de 1880 qui voulait faire d'eux des serviteurs conscients d'une République fertile en miracles, en un mot des zélateurs soumis de la politique alors qu'ils voulaient devenir des militants indépendants du syndicalisme.

Les autres instituteurs, ceux que possède encore cette ferveur démocratique de leurs aînés, sont restés attachés au radicalisme ou au socialisme parlementaire fort conciliables du reste avec l'arrivisme. Beaucoup ont cherché à parvenir : la voie n'était-elle pas ouverte dans ce régime de bourses où l'idéal est de s'embourgeoiser? En tout cas, l'esprit de l'école a changé. Ce qui est resté de la mystique républicaine s'est enlourdi, s'est tourné plus délibérément, surtout autour de 1905, vers le pacifisme humanitaire et vers une laïcité plus ardente et plus combative qu'a complété dans la masse des instituteurs une aspiration un peu vague et sentimentale à la justice sociale. Ainsi, tandis que les instituteurs du vrai syndicalisme rejetaient l'idéologie démocratique, l'ensemble de leurs collègues ne l'acceptait plus que renouvelée selon les formules blocardes du combisme ou du socialisme parlementaire.

Il peut y avoir d'ailleurs des retours dangereux. Au fond, l'idéologie scolaire, dictée en gros par la classe au pouvoir, subit des fluctuations parce qu'elle varie selon les circonstances et parce qu'elle est comme transformée par la mentalité des éducateurs. L'on en est, en 1913, au pacifisme. Survient la guerre dont la psychose, pour de longues années, reste vivace, tant que la masse des instituteurs ne réagit pas. Il a fallu lutter, dans l'après-guerre, contre ce retour du chauvinisme. Il faut lutter toujours contre l'infiltration de l'Eglise à l'école, contre ce mouvement catholique des Davidées, dénoncé ici même par Marie Guillot et qui, avec la complaisance de certains inspecteurs, est en train de ronger par le dedans la laïcité, tandis que les congrégations rentrées au mépris des lois et les écoles libres toujours prospères de certaines régions font le travail ouvertement et du dehors.

Cette école, que ses fondateurs voulaient maintenir neutre, à l'écart des passions, s'est donc ouverte aux souffles de l'extérieur pour devenir presque un champ de bataille. Même quand ses programmes ne changeaient pas, l'esprit de ses éducateurs se renouvelait. D'accord pour vaincre l'Eglise, ses défenseurs n'ont pu s'en tenir à une doctrine immuable. Les créateurs des lois laïques n'avaient prévu ni le syndicalisme ni le néo-catholicisme qui, résigné par impuissance et par économie à ne pas abattre la laïque, a préféré s'y installer.

Fait significatif : ce sont les pouvoirs publics qui jouent aujourd'hui le rôle que tenait autrefois l'Eglise elle-même : tracasseries contre les maîtres indépendants, révocations et déplacements des instituteurs et professeurs révolutionnaires, interdit jeté sur les publications des syndicats de l'Enseignement. La guerre déclarée par le haut clergé, en 1909, contre les manuels laïques, a son digne pendant aujourd'hui dans l'attitude des inspecteurs contre les écrits de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

Cette bourgeoisie libérale qui, en 1880, voulait fonder une école émancipatrice, n'a plus comme héritière qu'une bourgeoisie inquiétée par les menaces révolutionnaires et qui voit en l'Eglise une sauvegarde morale, tandis qu'elle se démasque à l'école en voulant revenir aux méthodes d'autorité, au nom de la raison d'Etat qui a toujours justifié du reste les mœurs gouvernementales de la Troisième République. A cet égard, si les lois laïques étaient un progrès, si elles étaient capables d'inspirer un enseignement nouveau, valable pour son époque, aujourd'hui le divorce s'est fait entre un grand nombre d'éducateurs et les pouvoirs publics.

La bourgeoisie en défense, flanquée par l'Eglise et appuyée sur les méthodes d'autorité, n'est plus capable de faire progresser l'école, elle n'a plus l'initiative du mouvement qui appartient aujourd'hui au syndicalisme. Il porte en lui un précipe anti-étatiste et novateur qui est seul capable de régénérer l'école, en accord avec les découvertes pédagogiques et d'assurer la formation, la sécurité matérielle et l'indépendance morale de ses maîtres. Pour assumer cette tâche, il lui faut entreprendre la critique indépendante de l'école et faire le bilan de la laïcité.

LA VALEUR DE L'ECOLE LAIQUE

Nous ne devons pas nous laisser aveugler par notre passion sociale au point de méconnaître les progrès réalisés par l'école primaire depuis 1882. L'on peut même soutenir que l'œuvre scolaire est la réalisation la moins contestable du régime démocratique. La République n'a pas d'ailleurs le monopole de l'instruction et nombreuses sont les monarchies européennes qui l'ont égalée ou dépassée.

L'on peut parler en premier lieu de l'*outillage scolaire* amélioré ou créé depuis 1882. Il y a, en cette matière, bien peu d'homogénéité. Les taudis insalubres sont plus nombreux encore que les belles classes bien claires et bien aérées, bien pourvues en matériel. Néanmoins, dans l'ensemble, on peut constater un certain effort des pouvoirs publics, stimulé par la crainte de l'électeur et financé par le contribuable. Les enquêtes de la Fédération de l'Enseignement alimentèrent en 1924 un volume fort édifiant qui révèle l'incurie gouvernementale ou la ladrerie des communes en matière de locaux scolaires. Il n'y a donc pas lieu de surfaire ces réalisations.

Il faut ajouter la création d'un personnel enseignant bien supérieur à celui dont disposait l'école publique il y a un demi-siècle. D'une part, le mouvement de laïcisation a refoulé les congréganistes incapables suppléés même autrefois par quelques vieilles filles sans instruction et aptes tout au plus à tenir des garderies, à faire faire de la dentelle aux fillettes (les *béates* de la Haute-Loire). D'autre part, la multiplication des Ecoles Normales qui remplacèrent les anciens cours normaux de fortune, permit d'avoir un personnel d'instituteurs homogène et instruit. C'était appréciable surtout dans les écoles de filles, tenues jusqu'alors par un grand nombre de sœurs dont la plupart n'étaient pas munies du brevet élémentaire. Cette communauté relative d'origine a permis d'arriver à l'égalité de traitements entre instituteurs et institutrices, égalité dont la poursuite a éveillé les institutrices à la vie syndicale. En dépit de leur insuffisance, les traitements actuels sont tout de même supérieurs aux anciens traitements de misère du début.

Ce personnel enseignant nouveau devait disposer d'une technique pédagogique notablement améliorée. Le progrès vint surtout d'en haut, des apôtres officiels de la laïcité, dont la plupart appartenaient à l'enseignement supérieur. On ne saurait, par exemple, oublier les créations de Ferdinand Buisson qui reçut l'aide efficace mais trop oubliée de James Guillaume. Celui-ci édita les papiers révolutionnaires relatifs à l'Instruction publique et fut secrétaire de la rédaction de la *Revue Pédagogique* et du *Dictionnaire de pédagogie* dont les deux éditions successives sont une véritable encyclopédie de la laïcité. L'Ecole primaire enseigna de moins en moins mal des matières sans cesse plus nombreuses. Elle eut même le tort de gonfler son enseignement d'un contenu livresque parfois sans intérêt, réplique au rabais de l'enseignement secondaire. Il semble cependant que les procédés d'enseignement s'améliorent aujourd'hui au contact de la science tout court et de la science pédagogique. La première fournit en effet à l'école une matière renouvelée, vérifiée, tandis que la connaissance précise de l'enfant incite les éducateurs à devenir de plus en plus modestes, à ne pas surmener les élèves par une besogne indigeste, à alléger les programmes et à tenir compte des dispositions de l'esprit enfantin.

La part de l'inspecteur, professionnel de la pédagogie officielle, diminue au profit de celle de la science véritable, et nous ajouterons au profit de celle des éducateurs syndicalistes qui veulent donner à leur enseignement un contenu de plus en plus concret et à leur discipline une souplesse de plus en plus libérale. Aujourd'hui, la pédagogie tend à échapper à la tutelle officielle. Le progrès ne vient plus seulement d'en haut, mais de la libre recherche d'en bas ou d'à côté. A l'enseignement arriéré des Frères, à la routine étroite des maîtres laïques du vieux temps succède une pédagogie bien imparfaite encore mais pourtant renouvelée.

Enfin, c'est un progrès que la diffusion de l'instruction élémentaire dont on va cette année nous chanter les louanges. On aura beau jeu de nous montrer que le nombre des illettrés est en régression depuis 1882. Pour nous, qui voulons nous débarrasser d'illusions, nous savons trop combien il reste peu de choses de l'enseignement reçu à l'école primaire dans la plupart des esprits adultes. Nous reconnaissons cependant que l'école laïque marque un progrès très net, dans le sens même de nos idées, sur l'école confessionnelle, non seulelment parce qu'on y enseigne mieux, mais encore parce qu'on y déforme moins les esprits.

Sans doute l'idéologie bourgeoise est pernicieuse aussi parce qu'elle se donne comme une idéologie de progrès et de justice, mais on s'en débarrasse plus aisément encore que de l'envoûtement religieux. Seuls les esprits réellement vigoureux secouent la tutelle cléricale, alors que la masse reste asservie aux vieilles croyances qui sont un obstacle à l'émancipation sociale. On se libère partiellement de l'idéologie bourgeoise à mesure qu'on fait à ses dépens l'apprentissage de la vie, qu'on souffre pour son compte de cette lutte des classes qu'elle nie, tandis que l'on traîne longtemps avec soi l'empreinte de la foi qui prédispose à l'asservissement. Lorsque l'adolescent et le jeune homme sont en pleine formation d'esprit, les souvenirs de la morale scolaire s'en vont par lambeaux, mais ce qu'il y a de réellement utile dans l'instruction élémentaire est tout de même un bénéfice acquis. L'école laïque est donc bien préférable à l'ancienne école religieuse ou à ses présentes variétés.

LES TARES DE L'ECOLE

L'enthousiasme à l'égard de l'enseignement primaire officiel serait une source dangereuse d'illusions. C'est encore et ce sera jusqu'à la Révolution un enseignement de classe. Notre devoir est de défendre la laïcité dont il s'inspire, étape nécessaire et encore insuffisante vers l'école syndicaliste. Mais ce n'est pas en la compagnie des laïques tarés que nous le ferons les jours de fête et de discours officiels, c'est tous les jours de nos luttes où la plupart des laudateurs de Ferry, amis trop incertains ou ennemis camouflés de la laïcité, auront fait le vide autour de nous. Aimer la laïcité, c'est avant tout montrer les insuffisances de l'école laïque et travailler à y porter remède. Nous ne pouvons ici les développer longuement, mais l'expérience de ses usagers suppléera largement à notre brièveté.

La pire d'entre elles est l'inachèvement du fameux programme des vieux laïques du Second Empire : gratuité, laïcité, obligation. L'Ecole primaire ne sera pas gratuite tant que l'Etat n'aura pas pris à charge tous les frais de scolarité des enfants. Et le ferait-il par miracle que ce ne serait qu'à l'aide d'une fiscalité de classe dont le défaut est lié à l'existence même du régime capitaliste. Il est à peine besoin d'ajouter que la gratuité des enseignements primaire supérieur, secondaire et supérieur, est encore loin d'être assurée, malgré les réformettes dont les partis de gauche ne sont pas peu fiers, du moment qu'on applique enfin, par

morceaux, le programme exposé par Paul Bert en 1880.

La laïcité elle-même est en péril, à une époque où les fameuses lois laïques sont menacées ou violées : retour imprudent de certaines congrégations enseignantes, enseignement confessionnel toujours puissant en Alsace-Lorraine et aux colonies, école libre soutenue ouvertement par certains politiciens de gauche et, à l'occasion, par des ministres, nouvelle politique de l'Eglise qui, pour économiser sur son budget d'enseignement, préfère pénétrer dans l'école que la combattre obstinément du dehors, attitude complice ou du moins complaisante de l'administration universitaire qui accepte de plus en plus les services d'anciens maîtres de l'enseignement privé et ferme les yeux sur les agissements de la coterie catholique préoccupée de caser ses créatures aux bons postes de l'enseignement public. Nous espérons bien que l'Eglise trouvera, le mois prochain, qu'il est des accommodements avec le F.-M. Ferry et ne boudera pas les fêtes laïques.

L'obligation n'est pas encore une réalité. Les statistiques accusent encore trop d'absences. Trop de parents, exploités eux-mêmes, exploitent à leur tour leurs enfants, et il est particulièrement suggestif qu'il n'existe pas encore, à la date du cinquantenaire, de véritable enseignement post-scolaire. Sans doute l'on développa en 1887 l'enseignement primaire supérieur, dans l'intention avouée de préparer des contremaîtres pour l'industrie. Mais l'enfant qui ne le reçoit pas est livré à lui-même après une courte scolarité parce que l'on n'a jamais voulu, par économie, créer un cadre spécial de maîtres post-scolaires. On a préféré recourir pour ce travail au dévouement bénévole des instituteurs qui, hors les amateurs de récompenses dérisoires, rechignent justement aux cours d'adultes.

La ladrerie bourgeoise en matière scolaire est d'ailleurs un vice du régime. Elle est multiple et sournoise, elle s'enferre dans des sophismes et des raisonnements vicieux. L'on se refuse à augmenter le nombre des bourses dans les Ecoles normales sous prétexte que les locaux sont insuffisants, mais l'on ne se décide pour cela ni à les agrandir, ni à recourir à l'externat. On préfère créer dans les Ecoles primaires supérieures des classes de préparation au Brevet supérieur en laissant la scolarité aux frais des parents, et l'on fait appel à des suppléants qui n'ont aucune formation professionnelle. Sous prétexte d'initier les enfants à la vie collective, on pousse à la création des coopératives scolaires pour suppléer au manque de crédits. C'est le système D mis en doctrine par une administration avare. Elle n'a pas honte d'autre part de faire participer les élèves aux quêtes scolaires, simple aveu que l'Etat, en matière d'œuvres sociales, n'accomplit pas ses tâches.

Si la carence présente du régime s'avère là manifeste, l'école, sur un autre point, reste prisonnière du passé, de ses vices administratifs et il n'apparaît pas qu'elle soit sur le point de s'en affranchir. L'autoritarisme y règne toujours. Cette doctrine de la raison d'Etat résiste encore vigoureusement aux assauts du syndicalisme et l'école qui, d'après les fondateurs de la laïcité, devait être un milieu libéral, s'inspire toujours de la formule autoritaire. C'est en vain que Ferry promit au Congrès pédagogique de 1881 de soustraire l'instituteur à la tutelle politicienne du préfet pour le faire nommer par ses chefs hiérarchiques; rien n'est venu encore un demi-siècle plus tard. Cette nomination par les préfets, legs de l'Université impériale, souligne toujours les mœurs césariennes de la République. Par suite de l'ingérence préfectorale, le conseil départemental ne peut donner aux maîtres que des garanties disciplinaires illusoires.

La manière dont sont choisis les manuels scolaires nous apprend de son côté que l'Université elle-même est conçue sur le type autoritaire. Les mœurs de commandement y sont tenaces et il faut aux inspecteurs en mal d'arrivisme des directeurs adjudants pour qui le Conseil des Maîtres recommandé par Buisson en 1908 n'est qu'une vieille utopie. Des événements tout récents nous montrent enfin que le type de l'ancien directeur à poigne d'Ecole normale qui sévissait aux temps héroïques de la laïcité rencontre encore quelques représentants à peine modernisés. Le plus regrettable c'est peut-être que des maîtres s'adaptent à ces mœurs de centralisme et d'autorité, créatrices de routine. Ils se plaignent en effet du manque de souplesse des programmes et ne font rien de leur côté pour exiger qu'on y porte remède.

Par la faute des uns et des autres, l'enseignement garde ainsi ses travers anciens. Il est devenu sans cesse plus savant mais n'a pas su en même temps s'alléger en se renouvelant. Le maître et l'élève sont trop confinés dans les livres, victimes d'un verbalisme encyclopédique de plus en plus inquiétant. Le bachotage est sorti de son sens purement étymologique pour sévir dans la préparation au certificat d'études, et cet examen lui-même est une entrave aux initiatives pédagogiques. L'enseignement ne tient généralement aucun compte du milieu social. Le futur citoyen abstrait de la République est instruit dans l'abstrait. Au fond, c'est le moyen le plus sûr de le soumettre à un dressage de classe. On lui cache mieux en effet les réalités sociales en lui donnant l'habitude de ne pas voir les choses de près et les devoirs qu'on lui enseigne pour façonner en lui le futur prolétaire docile sont reçus comme articles de catéchisme. La Patrie, la loi, l'intérêt général, la République, autant d'entités pernicieuses dont le culte a pour but d'arrêter, dès l'enfance, l'éveil du prolétariat à la connaissance du vrai.

Enseignement de *classe*, mais aussi enseignement de *classes* dont le cloisonnement est la réplique de la structure sociale elle-même. Déjà, l'enseignement primaire est donné aux pauvres à la laïque et aux riches dans les classes élémentaires des lycées et collèges. Plus tard il y a bifurcation des uns vers le lycée, des autres vers l'école primaire supérieure, tandis que la masse aborde directement l'apprentissage ou le métier. L'on sait que cette prétendue sélection des plus aptes dans l'école unique ne saurait, en régime bourgeois, que mieux assurer le renouvellement de la classe dirigeante par les plus intelligents des jeunes prolétaires. Mais ne nous attardons pas à disserter sur ce qui n'est qu'une promesse.

Songeons enfin, pour clore cette revue, que si les fondateurs de cette laïcité nous ont assuré l'égalité des sexes devant l'instruction leur œuvre n'est pas encore couronnée par la coéducation générale, même là où elle est immédiatement possible et commode, parce que l'administration universitaire n'a pas le courage de résister sur ce point aux criailleries de quelques curés.

Et laissons pour la fin cette lamentable misère qui est l'enseignement aux colonies. Nous ne pouvons ici

que la signaler au passage. Quand on a noté les efforts pour préparer aux colonies une classe d'administrateurs indigènes ou, d'une manière générale, une élite dirigeante complice de la métropole, il ne reste pas grand'chose pour la masse que l'on veut à tout prix maintenir dans l'ignorance et que l'on condamne à un enseignement au rabais, soit professionnel, soit intellectuel. On veut tuer par l'école les traditions indigènes mais on ne met à la place aucune culture sérieuse. Cette éducation bourgeoise que nous avions reçue et qui, pour nous, ne signifie plus grand'chose, contient en effet des germes pernicieux pour les indigènes qui pourraient prendre au sérieux la Déclaration des Droits de l'Homme et autres textes sacrés de nos démocrates. Ce sera tout à fant l'occasion d'objecter aux admirateurs de Ferry que ses initiateurs en colonialisme ont tiré des lois laïques une simple caricature, pacotille d'exportation. La générosité du républicain libéral s'arrête aux confins de la race blanche et cette « raison civilisatrice » qui s'épanouit dans le monde a besoin pour régner encore de l'injustice qu'elle prétend combattre dans son propre pays.

LE SYNDICALISME ET L'ECOLE

Les instituteurs et professeurs soucieux de ne pas déshonorer le syndicalisme se refuseront à participer aux fêtes du cinquantenaire. L'école que l'on doit fêter n'échappe pas à leurs critiques et ils sont loin d'être éblouis par ses mérites : aussi ne s'abaisseront-ils pas à mendier avec elle les hommages du Français moyen que l'on convie à l'apothéose de Ferry. En donnant l'ordre de refuser son concours à cette parade officielle, la Fédération unitaire de l'Enseignement a été bien inspirée. Il faut que la classe ouvrière n'interprète pas son geste comme une preuve d'indifférence à l'égard de l'école laïque, mais au contraire comme le ferme désir de sauver la laïcité des basses compromissions. Aller admirer publiquement l'œuvre accomplie, c'est vouloir fermer les yeux sur les tâches nécessaires. C'est aussi faire preuve de lâcheté envers un gouvernement qui brime les instituteurs et se moque outrageusement de leurs revendications. C'est donner à de faux laïques un brevet de laïcité qui leur manque pour les élections législatives prochaines. C'est enfin pactiser directement avec ceux qui veulent fêter en Ferry le colonisateur, le glorieux ancêtre des massacreurs d'Indochine.

Ce n'est pas au surplus les jours de fête, au milieu d'un enthousiasme factice, qu'on défend la laïcité; c'est dans l'action quotidienne, en appelant à son secours non pas des politiciens tarés mais la classe ouvrière consciente. Aussi devons-nous montrer à celle-ci le progrès que représente l'école actuelle sur l'école du passé puis, en revanche, ce qui lui manque pour répondre aux aspirations du prolétariat, et enfin les services que peut lui rendre le syndicalisme.

Nous ne sommes pas en effet de ceux qui renoncent à la tâche sous prétexte qu'elle est écrasante et même impossible. Nous ne nous arrêtons pas à une attitude de désespoir passif, de politique du pire, sous prétexte qu'on ne peut pas en régime capitaliste instituer l'école idéale. Nous estimons qu'il est possible dès maintenant de réaliser un certain nombre d'améliorations scolaires. Si nous avons contre nous un budget de classe dont le plus clair alimente les œuvres de guerre et si les capacités réformatrices de la bourgeoisie sont limitées, du moins ne devons-nous pas oublier que, par leur propre action, les maîtres syndicalistes peuvent améliorer leur enseignement et, avec la prudence qui leur est imposée, le donner toujours dans le sens de la vérité qui est pour notre cause révolutionnaire l'alliée la plus sérieuse. Ils atténueront ainsi le caractère de classe des programmes et des manuels, ils neutraliseront le poison nationaliste et l'esprit de soumission sociale qu'on voudrait leur faire donner à l'enseignement officiel. C'est par le contact du syndicalisme créateur que la pédagogie deviendra vivante et préoccupée des réalités sociales. Enfin, nous saurons dénoncer l'indifférence des pouvoirs publics pour l'école et nous tenir en contact avec la classe ouvrière en la prenant pour juge de leur carence et en lui montrant l'insuffisance de l'enseignement public.

C'est avec son aide aussi que nous établirons l'esquisse de l'école révolutionnaire de demain. Nous hériterons d'une organisation scolaire que nous devrons faire servir à des fins nouvelles et en la vivifiant d'un autre esprit. Nous prendrons à la science et à l'éducation bourgeoise tout ce qu'elles peuvent nous donner de bon : une connaissance de l'enfant, de la société, de l'univers, mais nous les mettrons au service d'une classe révolutionnaire maîtresse de ses destinées. Les conditions historiques de ces transformations ne nous sont pas encore connues. Du moins pouvons-nous et devons-nous dès aujourd'hui définir, à la lumière de l'expérience russe, quel devrait être l'esprit de cette école révolutionnaire qui sera largement l'école du travail. Héritiers de la culture bourgeoise par laquelle on a voulu nous asservir, nous devons l'utiliser pour découvrir les éléments d'une véritable culture prolétarienne. Si nous n'avions pas le courage de faire cette enquête préalable, nous manquerions de lucidité pour critiquer l'école d'aujourd'hui avec la pseudo-culture qu'elle distribue.

Nous avons derrière nous toute une tradition de pédagogie révolutionnaire que nous renierions bassement si nous participions à la présente foire sur la place, même laïque. Elle sera notre meilleur guide dans cette recherche commune où les non-éducateurs ont encore plus à dire que les éducateurs de métier.

A. RICHARD.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Discours et Opinions de Jules Ferry, publiés par Paul Robiquet, Armand Colin, 4 vol., à partir de 1893.

Journal de l'Instruction publique, 1881-1882 (pour les compte-rendus parlementaires).

FÉLIX PÉCAUT, *L'Education publique et la Vie nationale*, 1904.

FERDINAND BUISSON, *Dictionnaire de Pédagogie*, publié en deux parties (1882-1883) et en une seule partie (1911).

M.-T. LAURIN, *Les Instituteurs et le Syndicalisme*, 1908.

ALBERT VINCENT, *Les Instituteurs et la démocratie*, 1912 et 1917.

TH. NAUDY, *Depuis* 1880. *L'enseignement primaire et ce qu'il devrait être* (*Cahiers de la Quinzaine*, 1913).

ALBERT THIERRY, *Réflexions sur l'Education*, 1923 et *Vie ouvrière* d'avant guerre.

La Fédération unitaire de l'Enseignement, brochure, 1927.

ALEXANDRE ISRAËL, *L'Ecole de la République*, 1931.

POUR DÉTRUIRE QUELQUES LÉGENDES

Ce qu'est la vie du mineur

Le conflit des mineurs est terminé : les ouvriers, battus, vont continuer leur dur métier avec des conditions de salaires fortement aggravées.

Il est très difficile, sans être directement attaché à notre profession, d'avoir une idée exacte de la vie du mineur, de son travail, des dangers nombreux auxquels il est soumis, et surtout de la façon quasi-inhumaine dont il est traité et rémunéré.

Contrairement à beaucoup d'industries, les rapports entre l'ouvrier mineur et ses chefs les plus directs se déroulent dans l'antipathie la plus caractérisée.

L'ouvrier qui devient quelque chose dans la hiérarchie n'étant pas toujours — je dirai même qu'il l'est rarement — une compétence professionnelle, croit devoir, du jour où il perd contact avec ses anciens camarades, prendre une attitude arrogante, provocatrice même, et exiger des ouvriers un travail dépassant souvent leur capacité de production.

Pour parvenir au but visé, on ordonne aux ouvriers l'abandon de certains travaux de sécurité, pour occuper un temps plus long à ceux de la production.

Dans la plupart des mines du Nord et du Pas-de-Calais, le travail de l'après-midi est aussi intensif que celui du matin, et le nombre d'ouvriers à peu près équivalent.

Les attachés à la surveillance, en plus du salaire fixe qui leur est attribué, bénéficient, en fin de mois, de primes de rendement.

De sorte qu'un résultat obtenu par une équipe d'ouvriers, sous la direction d'un surveillant d'un poste, ayant forcé ses ouvriers à effectuer leur travail en négligeant certaines mesures de sécurité, est non seulement atteint, mais dépassé souvent par l'autre équipe : l'autre surveillant aggravant, pour parvenir à ce résultat, les conditions de sécurité et d'hygiène.

Il faut dire, à la vérité, que beaucoup d'ouvriers mineurs se prêtent facilement à cette façon de procéder, attirés, eux aussi, par des promesses de gains légèrement augmentés. Il existe divers moyens d'obtenir la complicité ouvrière à ce sujet :

Le plus courant consiste à fixer un prix de tâche qui permet à l'ouvrier d'atteindre des salaires supérieurs à la moyenne des salaires contractuels. Pendant une durée de plusieurs quinzaines, on permet, à la faveur de ce système, de gagner beaucoup d'argent; puis, brutalement, les ouvriers occupés à ces chantiers sont changés et remplacés par une autre équipe. Seulement, à cette nouvelle équipe, on change le prix de tâche, en fixant celui-ci, compte tenu du rendement fourni par la précédente, en vue de permettre à celle-ci d'arriver au salaire contractuel seulement.

Un exemple : Une équipe a pu, pendant quelques quinzaines, gagner 50 francs par jour, chose excessivement rare, en fournissant 10 berlines de charbon.

Celle qui l'a remplacée se voit attribuer 3 fr. 50 de la berline au lieu de 5 fr. primitivement; de façon qu'elle doit fournir le même rendement que celle qui l'a précédée pour arriver au salaire contractuel de 35 francs au lieu de 50 francs.

Il arrive très souvent que des variations se produisent dans le chantier : accidents de terrains, rétrécissement de la couche, ou endurcissement de celle-ci.

Ces difficultés, survenant, créent une gêne considérable pour l'ouvrier. Elles le mettent dans l'impossibilité absolue de sortir le rendement qui lui permet de maintenir le taux du salaire contractuel; à ce moment, la maîtrise refuse de relever le prix de tâche : l'ouvrier est alors à la merci du bon plaisir patronal, et c'est là qu'intervient ce que l'on appelle « le décallage ».

COMMENT FONCTIONNE LE SALAIRE DU MINEUR?

Aux yeux de beaucoup, le mineur passe pour gagner de gros salaires.

Cette légende a fait du chemin, et l'opinion publique y est acquise en majeure partie.

Lorsqu'on se trouve éloigné des bassins miniers, on ne peut voir la misère qui y existe, car il n'est pas rare, même avant la diminution, de trouver un grand nombre d'ouvriers adultes, pères de famille, touchant des salaires variant entre 29 et 31 francs pour le fond, et 27 et 28 francs pour le jour.

Les salaires des ouvriers du fond sont très différents : Il n'existe pas moins de 30 catégories de salaires. Ceux-ci se décomposent comme suit :

OUVRIERS A L'ABATTAGE

	Moyennes				Différence pour la moyenne	Différence pour le minimum
	Base	Prime de 25 %	Total	Minimum		
Ouvriers piqueurs :						
Base 10	35 »	8 75	43 75	41 12		
Base 93	32 55	8 14	40 69	38 24	3 06	2 88
Base 85	29 75	7 44	37 19	34 95	5 56	6 17
Base 80	28 »	7 »	35 »	32 90	8 75	8 22

Avec ce tableau, on a une idée exacte des salaires payés à l'ouvrier à l'abattage, dans la région du Nord et du Pas-de-Calais.

Ceux-ci sont divisés en quatre catégories, avec des différences énormes entre eux.

Cette catégorie des ouvriers à l'abattage représente 45 % environ du personnel total de la mine.

La catégorie à base 10 des abatteurs 18 à 20 % environ.

C'est donc dire que très infime est le nombre d'ouvriers gagnant les salaires les plus élevés.

Pour arriver à gagner le salaire moyen, il faut que les prix de tâche le permettent. Dans le cas contraire, c'est le salaire minimum qui est appliqué : c'est ce que l'on appelle, chez les mineurs, « le décallage ». En aucun cas, le salaire minimum ne peut être inférieur à 6 % du salaire moyen.

C'est l'assurance d'un salaire connu, dira-t-on. Erreur. Là encore, les Compagnies ont trouvé le moyen de parer à cette obligation conventionnelle.

Dans beaeucoup de Compagnies, lorsqu'un ouvrier ne parvient pas à gagner le salaire minimum pendant trois ou quatre quinzaines, il est déclassé : de la base 10, il passe à celle de 93, ou 85 même.

Ainsi, les Compagnies conservent par devers elles le moyen d'écraser les ouvriers chaque fois qu'elles le veulent; elles ont des moyens inimaginables de coercition à leur disposition.

Les autres ouvriers sont classés comme suit :

	Base	Prime de 25 %	Total
Raucheurs, 2 catégories. Salaire dernière catégorie	29 39	7 34	36 75
Raccommodeurs, 2 catégories. Salaire dernière catégorie	27 21	6 80	34 01

Ces ouvriers sont des mineurs connaissant parfaitement leur métier, pouvant être utilisés aux travaux les plus dangereux, les plus difficiles; ce sont généralement les plus spécialisés de la mine, grâce à leur longue expérience.

Seulement, comme ils sont un peu plus âgés et pas attachés à la production, ils sont moins payés que les autres.

Viennent après : les chercheurs de grisou, les boutefeu, dont les salaires ne sont pas déterminés par la convention.

Et, ensuite, la catégorie des manœuvres.

	Base	Prime de 25 %	Total
Remblayeurs et hercheurs à terres de plus de 21 ans	24 87	6 21	31 08
— — — de 18 à 21 ans	24 28	6 07	30 35
Chargeurs d'accrochage de plus de 21 ans	26 74	6 68	33 42
— — de moins de 18 ans	26 18	6 54	32 72
Ravanceurs de berlines de plus de 21 ans	25 46	6 36	31 82
— — de 18 à 21 ans	24 88	6 22	31 10
Conducteurs de chevaux de plus de 21 ans	25 17	6 29	31 46
— — de 18 à 21 ans	24 60	6 15	30 75

Chose arbitraire, c'est que, malgré la différence de prix dans chacune des catégories ci-dessus, les uns et les autres fournissent le même travail, quand ce n'est pas l'inverse qui se produit, c'est-à-dire le moins payé qui fournit le travail le plus dur et le plus pénible.

On arrive ensuite à toute la gamme des salaires des jeunes gens de 13 à 18 ans.

	Base	Prime de 25 %	Total
13 ans	13 20	3 30	16 50
13 ans 1/2	13 90	3 47	17 37
14 ans	14 60	3 65	18 25
14 ans 1/2	15 30	3 82	19 12
15 ans	16 »	4 »	20 »
15 ans 1/2	16 70	4 17	20 87
16 ans	20 22	5 05	25 27
16 ans 1/2	20 84	5 21	26 05
17 ans	21 44	5 36	26 80
17 ans 1/2	22 05	5 51	27 56
18 ans	24 64	6 16	30 80

Tous ces salaires sont réglementés par une convention qui a pris naissance le 18 mars 1920.

A la suite d'un mouvement de grève des mineurs à cette époque, un arbitrage fut rendu par M. Le Trocquer et M. Jourdain, ministres à l'époque des Travaux publics et du Travail.

Cette convention fut revisée en 1921, 1923, 1925, 1927, 1929 et 1931, en ce qui concerne les taux des salaires, mais les termes de la convention n'ont jamais varié. Les organisations confédérées tiennent beaucoup à son maintien.

Les raisons invoquées sont les leçons du passé.

Avant 1920, alors qu'il n'existait pas de convention, le patronat minier payait ses ouvriers comme bon lui semblait.

Il n'était pas rare, avant cette époque, de voir des ouvriers d'une même valeur professionnelle, payés à des salaires fort différents les uns des autres.

Avant la guerre, alors que la moyenne des salaires payés à l'ouvrier piqueur était de 7 fr. 13, il n'était pas rare de constater que des ouvriers, véritables professionnels, étaient payés à 5 fr. 75, et même moins.

L'institution des conventions de salaires a mis un peu d'ordre dans les salaires des mineurs, mais a

eu, pour conséquence, d'influer sur l'esprit de combativité des ouvriers.

Cette convention joue un rôle très grand chez les mineurs de notre région.

En apportant un avantage certain aux ouvriers, comparativement au passé, elle est devenue une sorte d'entrave à l'activité ouvrière : elle fut souvent cause si les mineurs ont dû, sans se battre, accepter des diminutions des salaires importantes.

L'exemple d'aujourd'hui en est une preuve encore!

CE QUE FUT LA RATIONALISATION DANS LES MINES

Il n'est pas sûr qu'il se trouve une corporation qui soit mise à une épreuve aussi pénible que celle des mineurs au cours de la rationalisation.

Les méthodes de travail, de commandement, de sécurité et d'hygiène, le développement du mécanisme, ont subi une véritable révolution, dont tout le profit est allé au patronat.

L'usure ouvrière s'est accrue, par suite de cette rationalisation, dans des proportions effrayantes.

De 1927 à 1929, plus de 12.000 ouvriers mineurs furent licenciés. Le personnel de maîtrise doublé, dans le Nord seulement.

Ces mesures ont, néanmoins, permis une augmentation de la production très sensible.

En voici un exemple pour le Nord.

Années	Nombre d'ouvriers au fond	Production en tonnes	Rendement individuel
1927	48.608	8.919.406	773
1928	36.110	9.223.159	871
1929	36.045	9.637.167	973

En comparaison de cette augmentation de rendement, pour connaître avec quelle force la rationalisation a influé sur la santé des ouvriers, le tableau suivant est significatif.

Celui-ci intéresse la Caisse de Secours des Mineurs de Douchy, mais la proportion est identique dans tous les centres.

	Années			
	1926	1927	1928	1929
Nombre d'ouvriers occupés	3.118	3.092	2.887	2.696
Nombre de journées de maladie constatées	29.004	33.107	37.081	39.504
Moyenne de journées de maladie par année et par ouvrier	9 j. 30	10 j. 70	12 j. 84	14 j. 65

Le nombre des accidents a également augmenté dans des proportions identiques, en raison du manque d'entretien et de réparations des travaux du fond, et des efforts trop grands exigés des ouvriers.

Actuellement encore, l'on tente, par tous moyens, d'accentuer le rendement de chaque ouvrier : il ne se passe de jour sans tentative nouvelle.

La mine est devenue un véritable enfer.

Les ouvriers français la désertent, particulièrement les jeunes. Les ouvriers polonais, eux aussi, cherchent à s'en évader.

Malgré certains avantages dus à des œuvres sociales développées : logement à prix réduit, charbon gratuit, durée de travail de 8 heures sans dérogation, rien ne peut les retenir. On préfère gagner moins ailleurs, pour une durée de présence plus longue, que de rester dans ces bagnes modernes.

Les meilleurs ouvriers, les plus adroits professionnels s'efforcent, par tous les moyens, d'en sortir également.

S'il n'y avait des difficultés pour trouver à se loger dans les centres miniers (les Compagnies étant, dans la plupart des cas, les seuls propriétaires d'immeubles), le nombre de ces déserteurs serait plus élevé encore!

Chaque ouvrier a le sentiment que les méthodes de travail pratiquées actuellement dans les mines sont, pour lui, une véritable course à la mort, à laquelle il voudrait échapper, et il s'y emploie par tous les moyens.

C'est à cette corporation sacrifiée, martyrisée, dont les dangers et les difficultés sont universellement connus, qu'un patronat rapace vient d'imposer des diminutions des salaires.

Kléber LEGAY.

Unité et Front unique

Les 22 ont tiré, de son sommeil, l'idée d'unité syndicale. Ils devraient bien refaire un sort au véritable Front unique.

Mais, objectera-t-on, plusieurs des 22 se sont encore prononcés récemment contre le Front unique. La remarque est juste. Cependant, il y a beaucoup de chances pour que cette hostilité à l'égard du Front unique s'adresse au Front unique selon la manière « volaille à plumer » et non pas au Front unique loyal.

En tout cas, s'il est un exemple capable de montrer la nécessité du Front unique, c'est bien la récente tentative de grève nationale des mineurs. Cette tentative a échoué. Tant que les deux Fédérations de mineurs iront isolément à la bataille, il en sera de même. Il n'y aura quelque chose de changé que le jour où les deux Fédérations se mettront d'accord sur un même programme de revendications et sur une direction en commun du mouvement nécessaire pour imposer ces revendications. Cet accord, ni Maës et les dirigeants réformistes d'une part, ni les dirigeants communistes d'autre part ne le veulent. Mais les militants vraiment syndicalistes des deux Fédérations, eux, le veulent; et la masse des ouvriers mineurs qui n'attend que cela pour foncer avec sa vigueur coutumière se doit de les soutenir. C'est en imposant le front unique pour les luttes prochaines qu'elle préparera le retour de l'unité syndicale.

NOTES ÉCONOMIQUES

La République Espagnole est-elle viable ?

La république est le régime caractéristique de la domination bourgeoise. La république, c'est « tout le pouvoir à la bourgeoisie! » A la bourgeoisie seule, et à la bourgecisie toute entière.

Cela comporte une conséquence : la république n'est possible qu'à la condition qu'il y ait une bourgeoisie. L'existence d'une importante masse bourgeoise est indispensable pour que vive une république, république de nom et de fait comme les républiques française et américaine, république seulement de fait comme les monarchies anglaise, belge, scandinave, etc.

C'est pourquoi, malgré tout ce que peut faire croire l'importance du mouvement hitlérien, la République allemande est viable; et c'est pourquoi la République espagnole ne l'est pas; la république n'est pas plus viable en Espagne qu'elle ne l'était au Portugal ou en Russie, parce qu'en Espagne, comme au Portugal et comme dans la Russie de 1917, il n'y a pas de bourgeoisie.

Il y existe bien, certes, des intellectuels, moines et professeurs, des fonctionnaires et des hommes de loi, des propriétaires et des rentiers, voire des banquiers, — en un mot, tout ce qui constitue les cadres ou les parasites de la bourgeoisie, — mais non ce qui en constitue la substance : la bourgeoisie industrielle.

Comme l'avait déjà vu Marx, à la lueur des événements de 48, et comme l'histoire de l'Europe n'a cessé, depuis lors, de le confirmer, sans capitalisme industriel, il n'y a pas réellement de bourgeoisie; sans bourgeoisie industrielle, il n'y a donc pas de république. En Espagne il n'y a pas d'industrie, pas de bourgeoisie, donc pas de république possible.

Il y a cependant une région de l'Espagne où il y a de l'industrie, où il existe une bourgeoisie industrielle, et où la République serait donc possible : c'est la Catalogne. Mais ce n'est que là.

C'est cette profonde différence de situation économique et de structure sociale entre la Catalogne et le reste de l'Espagne qui fait le séparatisme catalan.

Si la bourgeoisie catalane était capable d'imposer sa direction à l'ensemble du peuple espagnol, si elle pouvait « catalaniser » l'Espagne, une République espagnole serait, peut-être, possible. Mais les sentiments qui poussent les bourgeois catalans beaucoup plutôt à élever une barrière entre eux et l'Espagne qu'à chercher à régenter celle-ci, indiquent que la bourgeoisie catalane n'est pas assez forte, pas assez nombreuse, trop dépourvue de points d'appui en dehors de sa province, pour tenter une pareille aventure. Une République espagnole bourgeoise n'est donc pas viable.

Mais ce que la bourgeoisie catalane ne tentera pas de faire, son prolétariat ne l'essaiera-t-il point?

Il y a en Catalogne un prolétariat nombreux, formé d'éléments venus de toute l'Espagne, et qui, lui, n'est nullement séparatiste, ainsi que vient de l'affirmer encore, officiellement, sa Fédération syndicale. En outre, il existe en dehors de la Catalogne, en de nombreux points d'Espagne, en Biscaye, en Andalousie, dans la province de Jaen, etc... un prolétariat minier important (auquel ne correspond point de bourgeoisie espagnole parce que les mines espagnoles sont exploitées par des Sociétés anglaises et françaises), qui peut fournir au prolétariat de Barcelone un point d'appui en dehors de la Catalogne.

Enfin, il y a une question agraire! Presque partout, c'est le régime de la grande, la très grande propriété foncière qui domine. Propriété foncière du type féodal, non capitaliste. Propriétés sur lesquelles travaillent avec des moyens primitifs et des rendements insignifiants, sauf dans quelques oasis, les « huertas », de quasi serfs qui voudraient bien avoir, au moins, la propriété des terres qu'ils cultivent.

Donc, à bien des points de vue, situation analogue à celle de la Russie de 1917. Analogie que complète l'existence d'un prolétariat combattif, aguerri par des dizaines d'années de dures luttes contre le despotisme.

Une chose, en tous cas, est certaine : ou le sort du Portugal, ou celui de la Russie. Un régime de coups d'Etat constants, et de dictatures successives, « républicaines » ou monarchiques, ou bien un régime prolétarien. Zamora est aussi impossible que Kerenski.

Une grande responsabilité repose actuellement sur les épaules des leaders ouvriers espagnols, sur celles, en particulier, de nos camarades de la Fédération Nationale Ouvrière de Barcelone.

La concurrence du blé américain pose en Europe la question de la propriété

Nos politiciens sont affolés à la pensée que les pays danubiens pourraient s'agréger à l'Union austro-allemande, afin d'y écouler, libres de droits, leurs grains. Pour parer le coup, le gouvernement français a décidé de faire un grand sacrifice : il leur offre... de leur prêter de l'argent. Tel est le merveilleux projet que François-Poncet est chargé de mettre sur pied.

Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie, Hongrie ne peuvent pas vendre leur blé; on ne va pas le leur acheter, bien sûr, car que dirait alors le paysan français? mais on va, moyennant un honnête intérêt, leur prêter de l'argent dessus.

Les Danubiens accepteront l'argent, certainement. Ils acceptent toujours ce qu'on leur offre. Mais cela ne les débarrassera pas de leur blé, ni ne leur donnera le moyen de payer les intérêts qu'on leur demandera.

Prêter de l'argent, en de telles circonstances, ne résout rien. Lorsqu'un pays a besoin de moyens de production, lui prêter de l'argent pour qu'il puisse acquérir des moyens de production est une solution, car avec ces moyens de production seront exploités des prolétaires, dont une part de la plus-value pourra être employée au paiement des intérêts de l'emprunt. C'est un prêt « productif ». Prêter sur une marchandise qui se trouve momentanément en excès, afin de permettre à son détenteur d'attendre un meilleur prix, est encore une opération qui se tient. Mais prêter sur une marchandise qui est en état de surproduction chronique, une marchandise qui ne se vend pas parce qu'elle est intrinsèquement trop cher, comme c'est le cas du blé danubien, c'est prêter à fonds perdus, c'est effectuer un prêt simplement destiné à être consommé; ce n'est que : ou un don déguisé comme quand vous prêtez 20 francs à un copain dans la dèche, ou un moyen de chantage comme quand l'usurier prête à un viveur de haute lignée.

Car le problème de l'écoulement des céréales danubiennes, et même, plus généralement, de l'écoulement de toutes les céréales européennes, n'est pas un problème passager dû à une surproduction momentanée; il devient un problème permanent dû à une cause durable.

Durant ces dernières années, de grands pays neufs comme le Canada ont considérablement accru leur production en blé. Pourquoi cela? Parce que le Canada produit du blé à très bas prix, ce qui lui permet de concurrencer facilement sur le marché mondial les blés des autres pays, en particulier ceux du Danube, dont le prix de revient est beaucoup plus élevé.

Pour que l'agriculture européenne puisse tenir le coup contre les agricultures canadienne, argentine, australienne, — le tenir réellement et pas seulement par des moyens de fortune dont l'effet ne peut être que momentané, tels que droits de douanes, prêts aux agriculteurs, subventions déguisées, etc. — il n'est qu'un moyen — c'est que le blé soit produit en Europe à aussi bas prix qu'en Amérique.

Si les prêts que la France s'apprête à consentir aux pays danubiens avaient pour but de leur fournir les moyens de s'outiller, de manière à ne pas produire plus cher que le Canada, ils seraient une solution. Mais tel n'est pas le cas. Car la question de l'abaissement du coût de production du blé en Europe n'est pas un problème de capitaux, c'est un problème social qui ne peut se résoudre que par la destruction de certaines classes.

Pourquoi, en effet, le Canada produit-il son blé à meilleur marché que la Roumanie ou que la France? Est-ce à cause d'une fertilité particulière de ses terres? Nullement. Le rendement en blé y atteint péniblement de 8 à 10 quintaux à l'hectare, soit le rendement des terres médiocres de chez nous, le quart de celui des grasses plaines du Nord. Si le coût de production est bas, c'est uniquement à cause du procédé de culture : culture éminemment extensive, faite sur de grandes surfaces, au moyen de puissantes machines.

Or, un tel mode de culture n'est possible que *sur de grandes propriétés*, — de grandes propriétés outillées et conduites industriellement; il est radicalement incompatible avec l'existence de la petite propriété parcellaire. Et comme, en Europe, il n'existe, soit que de grandes propriétés féodales dont les propriétaires se contentent de prélever un tant pour cent sur la récolte de leurs métayers, soit de petites propriétés parcellaires, le bas prix de revient obtenu en Amérique y est impossible.

Le maintien de la culture européenne devant la concurrence américaine n'est pas un problème d'argent, c'est un problème technique; mais c'est un problème technique qui ne peut se résoudre que par une transformation du mode de propriété; un problème technique qui implique la solution d'un problème social. Comment résoudre celui-ci?

Deux voies s'ouvrent. L'une : créer en Europe la grande propriété foncière capitaliste; mais elle est impossible. Le paysan parcellaire, qui tient extraordinairement à son bien, ne se laissera pas dépouiller sans une résistance farouche qui rendrait impossible le maintien du régime dont, jusqu'ici, il a été le plus ferme soutien. L'autre, c'est la création de grandes propriétés collectives; c'est : socialiser la terre. Mais, dans un cas, comme dans l'autre, cela signifie révolution.

Le problème du blé danubien et, plus généralement, celui de toute l'agriculture européenne, dépasse donc largement la question de l'Anschluss. Du fait de la concurrence américaine c'est, en réalité, la question de la Révolution sociale qu'il pose. La collectivisation de la terre est indispensable pour que l'agriculture européenne ne disparaisse pas devant l'agriculture américaine.

Ce n'est pas en prêtant indéfiniment de l'argent aux paysans qu'on résoudra le problème; on l'ajournera seulement. Et plus on l'ajournera, plus il se posera avec force.

R. LOUZON.

Lettres de l'Internationale

Lettre d'Espagne

Cette lettre ne nous a pas été adressée; elle nous a été communiquée seulement. Mais nous croyons devoir la reproduire, sans y changer un mot, en raison de l'intérêt que présentent ces impressions d'un anarchiste espagnol écrivant de Barcelone, le 15 avril, à des amis en France :

Chers amis,

Je n'ai pas pu écrire, ces temps-ci, très occupé que je suis. Quelques mots, pour vous dire notre joie devant la transformation rapide de la situation. Si la transformation est loin de cadrer avec notre idéal, elle est, cependant, un léger acheminement.

Et tous les amis n'ont pas cessé de faire pression, pour obtenir une tendance qui s'approche, le plus possible, de nos conceptions.

Sur l'exhortation d'un camarade anarchiste (que je crois être X..., il m'a semblé le reconnaître), qui haranguait la foule du haut de l' « ayuntamiento » (mairie), plusieurs camions sont partis, chargés de manifestants, qui ont réussi à délivrer les prisonniers de la « Carcel Modelo » et de la « Carcel de Mujores » (prison des hommes et prison des femmes), malgré les promesses faites par les politiciens de métier, qui s'engageaient à rendre la liberté aux prisonniers politiques, ce qui laissait déjà sentir un tri, qui excluait, sans aucun doute, les prisonniers de droit commun, et, probablement, les nuances politiques trop à gauche.

Comme je l'ai laissé entendre autrefois, le gros point noir, ce sont les politiciens. Le peuple est de bonne foi et enthousiaste, mais il applaudit, trop souvent, des mots, et les fromagistes préparent leur affaire.

Nous cherchons, en ce moment, à faire désarmer les « somaten » (corps de gardes civils armés), à faire détruire les archives de la police; il y a de l'opposition, mais on espère réussir.

Autre facteur désagréable, ici : les séparatistes, qui cherchent à créer un Etat catalan indépendant, avec tous ses fonctionnaires. C'est idiot, mais il faut arriver à faire comprendre l'ineptie de cette idée; elle est appuyée par Macia, qui jouit d'un grand prestige, aussi c'est difficile; il y aura, certainement, des dissensions internes si elle est maintenue.

Aujourd'hui, c'est la grève générale, malgré les avis des politiciens qui engageaient le peuple à rentrer pacifiquement chez lui, dans les quartiers extrêmes, porter la bonne nouvelle, et à ne pas arrêter le trafic.

Il y a de très bons éléments mais peu de coordination dans les efforts...; et, à côté de militants désintéressés de tous les partis, trop de nouveaux parasites!

Enfin, j'espère que de l'activité des amis, à laquelle je joins modestement la mienne, par leur pression nous arriverons à obtenir que le mouvement aille le plus à gauche possible; et nous allons essayer de faire « le travail pratique »..., que les organisations différeraient, par négligence ou intérêt...

J'arrête, il est temps de rejoindre les amis... Je ne sais pas quand je pourrai t'écrire de nouveau...

Je ne puis rentrer dans le détail des faits, il y a trop à dire. Mais je suis heureux, quoique sans grandes illusions.

Meilleures affections à tous.

A. S.

Lettre de Hollande

Le Congrès du Parti socialiste Hollandais

L'attaque contre l'aile gauche et le problème du militarisme.

Pendant les jours de Pâques, le Parti socialiste hollandais (S.D.A.P.) a tenu son Congrès annuel.

Deux questions importantes concentraient sur elles l'attention : la lutte contre le chômage et, à côté, pour ne pas dire en tout premier lieu, la lutte contre le danger de guerre. En ce qui concerne ce dernier point, il fallait s'attendre à des discussions importantes et probablement assez vives; plus de 50 sections locales avaient présenté des projets de résolutions et des propositions, en majorité de caractère très avancé, exigeant que l'on procédât à l'application, avec toutes les conséquences qu'elle comporte, des décisions prises de manière unanime par le Congrès de la Paix tenu à La Haye en 1922, relativement à la lutte contre la guerre et le militarisme.

D'autre part, un projet de résolution présenté par la grande majorité du Comité exécutif du Parti exigeait un désarmement d'ordre national et international, mais évitait soigneusement de rappeler la résolution de La Haye, confirmée par le Congrès de l'I.O.S. tenu à Hambourg en 1923; elle portait toute son attention et toute son activité sur la Société des Nations et sur la Conférence dite du Désarmement que cet organisme convoquera en 1932.

Durant les semaines précédant le Congrès, le journal officiel du parti, *Het Volk*, avait publié de nombreux articles appuyant le projet de résolution du Comité exécutif et combattant les amendements proposés par beaucoup de sections. Dans ces articles, on ne manquait pas de prendre position de manière assez acerbe contre l'aile gauche dont l'activité, pendant les années écoulées, avait contraint le Parti à faire de la question de la lutte contre le danger de guerre un des points principaux à l'ordre du jour du Congrès. Tout faisait néanmoins prévoir que le Congrès serait témoin de discussions vives, certes, mais cependant sérieuses, lorsque soudain, une semaine avant, *Het Volk* publia le Programme international rédigé par l'aile gauche hollandaise, en accord avec le Parti travailliste indépendant d'Angleterre (I.L.P.), le Parti socialiste indépendant de Pologne, le « Bund » de Pologne et le Parti socialiste de Norvège. Cette déclaration collective donna l'occasion de reprocher à l'aile gauche d'être un parti dans le Parti » et d'avoir par conséquent gravement péché contre la discipline de l'organisation; elle permettait à l'*Het Volk* de réclamer que le Congrès s'occupât avant tout des faits et gestes de l'aile gauche.

Aussi à l'ouverture du Congrès, le samedi après-midi, on put constater que l'intention du Comité du Parti était, en effet, d'en finir avec l'aile gauche. Dès son discours d'ouverture, le président du parti, Oudegeest, y fit quelques allusions assez nettes, mais immédiatement après ce discours, il proposa de joindre à l'ordre du jour un premier point, à savoir l'examen d'un projet de résolution suivant lequel l'attitude et la manière d'agir de l'aile gauche étaient sérieusement condamnées — à propos de la rédaction et de la publication du « Programme international » — et qui réclamait de l'aile gauche qu'elle se retirât de « la combinaison »; le Comité du Parti devait être, en outre, autorisé à prendre, si nécessaire, d'autres mesures.

Le Congrès ne pouvait qu'accepter l'examen de cette résolution. Le président fit alors un réquisitoire contre l'aile gauche, à coups de citations, dégagées de leur contexte, d'articles parus depuis deux ans dans *De Socialist*, l'organe de l'aile gauche. Schmidt, le dirigeant de l'aile gauche, répondit à cette attaque par une contre-attaque véhémente. Après quoi Albarda, le chef de la fraction socialiste au Parlement, dégaina à son tour; Edo Fimmen lui répondit. Le Congrès était indécis, rétif aux désirs du Comité. Les discours des deux dirigeants de l'aile gauche avaient été accueillis par de vifs applaudissements; le vote de la résolution du Comité semblait assez hypothétique.

Alors, en deuxième, ou en troisième instance, Albarda déclencha une attaque contre Fimmen, lisant la traduction du compte rendu d'un discours fait par Fimmen en avril 1930 à Oslo, discours dans lequel il avait vivement critiqué l'Internationale Socialiste et les partis adhérents.

Bien que ce discours ne contînt au fond pas autre chose que ce que Fimmen a dit d'innombrables fois depuis près de dix années, aussi bien verbalement que par écrit, la lecture de ce discours et l'attaque renouvelée contre l'aile gauche, qui était qualifiée d'élément scissionniste, ne manquèrent pas d'impressionner beaucoup de délégués, notamment ceux des petites localités de province. Ni Edo Fimmen, qui déclara accepter l'entière responsabilité de tout ce qu'il avait dit et qui protesta contre la tactique consistant à user d'un discours dont lui seul était responsable comme d'une arme contre l'aile gauche, ni Schmidt qui stigmatisa à son tour la tactique inadmissible des dirigeants du Parti, ne réussirent à dissiper l'impression. Cependant, au vote qui eut lieu à minuit environ, la résolution du Comité ne fut adoptée que par 838 voix, contre 493 et 204 abstentions. Ce résultat constituait une défaite morale pour la direction du Parti; d'autant plus que toutes les villes importantes et tous les centres industriels s'étaient prononcés à l'unanimité ou en grande majorité contre la résolution ou bien s'étaient abstenus. La majorité qui avait voté la résolution était formée presque uniquement de délégués des campagnes.

Il serait cependant inexact de mesurer d'après le résultat de ce vote l'influence de l'aile gauche. Il est certain que beaucoup avaient voté contre ou s'étaient abstenus pour protester contre la manière dont la direction du Parti avait traité l'aile gauche. La puissance véritable de l'aile gauche au Congrès ressort probablement mieux du nombre de voix que remporta Edo Fimmen lors du vote, tenu immédiatement après les « révélations » d'Albarda, pour la délégation au Congrès de l'I.O.S. à Vienne. Fimmen recueillit 435 voix, c'est-à-dire un peu moins du tiers des voix émises. Schmidt fut élu dans la délégation par 1.032 voix. En dépit des réserves émises par Albarda quant à l'opportunité de voir siéger des éléments « irresponsables de l'opposition » au Comité du Parti, Schmidt y fut réélu par 1.262 voix sur un total de 1.546 voix émises. Ces votes aussi signifient sans nul doute une défaite morale pour la direction du Parti.

⁂

L'atmosphère dans laquelle le Congrès commença, le deuxième jour, l'examen de la question de la lutte contre le danger de guerre, mise à l'ordre du jour par l'aile gauche du Parti, n'était pas particulièrement favorable pour celle-ci. Le Comité du parti avait réussi la veille, en « démasquant » les agissements de l'aile gauche, à prendre le Congrès au dépourvu et à embrouiller à l'avance les débats qu'il

craignait, en détournant l'attention d'un nombre considérable de congressistes des *principes* défendus par l'aile gauche pour l'attirer sur ses prétendus péchés contre l'organisation.

En outre, toute la première journée ayant été perdue par l'attaque inattendue contre l'aile gauche, le temps manquait pour discuter comme il convenait le problème qui, vu le grand nombre d'amendements présentés, suscitait tant d'intérêt.

Albarda, le chef de la fraction socialiste au Parlement, commença par faire un exposé en faveur du projet de résolution du Comité. Ce projet confirmait le point de vue adopté déjà au Congrès d'il y a trois ans; il réclamait un désarmement international complet et, en attendant celui-ci, pour la Hollande un désarmement national immédiat. Le Parti socialiste hollandais refuse, suivant ce texte, son concours pour une mobilisation éventuelle, sauf dans des circonstances très spéciales. Il se déclare uniquement prêt à collaborer à la mobilisation et au maintien d'une garde, dite de sécurité, qui aurait à protéger les frontières contre des troupes étrangères qui voudraient sans autorisation pénétrer dans le pays. En ce qui concerne le danger de guerre, la résolution exprimait une entière confiance en la Société des Nations et évitait de rappeler les résolutions adoptées à Rome, à La Haye et à Hambourg, de même que les conséquences qui en découlent pour l'action du mouvement ouvrier.

Un grand nombre de résolutions présentées par diverses sections se prononçaient, on le sait, dans un tout autre sens : elles exprimaient un manque de confiance absolu, une opposition nette à la Société des Nations actuelle et à sa prétendue action pour la paix; elles demandaient, en se référant aux résolutions adoptées à Rome, à La Haye et à Hambourg, une action extra-parlementaire aussi énergique que possible et une préparation morale et matérielle, consciente et systématique, de l'esprit de résistance contre la guerre.

Edo Fimmen avait été désigné par les délégués de l'aile gauche comme leur porte-parole sur cette question. Dans un exposé énergique, il expliqua la manière de voir de son groupe, en opposition à celle du chef de la fraction parlementaire. Après son discours, la direction du Parti eut recours, cette fois en la personne d'Oudegeest, à un truc semblable à celui employé la veille. L'argument du discours d'Oslo avait fait long feu. Oudegeest apporta autre chose; il donna lecture d'un procès-verbal d'une réunion du Comité exécutif de la F.S.I., tenue en 1925 — la même réunion à la fin de laquelle Bramley déclara, quelques heures avant sa mort, que seul le désir d'une action révolutionnaire pourra nous faire sortir de l'impasse du soi-disant mouvement anti-militariste — réunion dans laquelle Fimmen aurait déclaré que le mouvement ouvrier n'est pas prêt à mener une action efficace contre le danger de guerre. On se garda évidemment de rappeler les mots de Bramley et d'ajouter que Edo Fimmen avait au fond déjà écrit la même chose bien plus tôt, en février 1923, dans son article intitulé « Janvier terrible » au sujet de l'occupation de la Ruhr.

Un grand nombre de congressistes s'étaient fait inscrire dans la discussion, mais ils n'obtinrent pas la parole,une motion d'ordre ayant proposé, en vue du peu de temps disponible, de limiter le débat à Albarda et à Edo Fimmen. Un grand nombre de protestations s'élevèrent contre cette décision; les protestations se firent même houleuses, au moment où d'abord Schmidt, en tant que représentant la minorité du Comité du Parti, et ensuite Albarda, voulurent prendre la parole au sujet de la décision. On ne les laissa parler, ni l'un ni l'autre. La tempête se calma quelque peu, lorsque Fimmen se déclara prêt à céder son tour de parole à Schmidt. Schmidt réfuta alors, point par point, l'exposé d'Albarda et prouva qu'il ne faut rien attendre de la Société des Nations dans sa composition actuelle et que l'unique arme contre la guerre, est l'action directe des travailleurs. Cédant à la pression du Congrès, Albarda annonça alors que le Comité du Parti était prêt à inclure dans le texte de sa résolution un renvoi aux résolutions adoptées à Rome, à La Haye et à Hambourg. La résolution ainsi amendée fut alors adoptée à mains levées. Il ne fut pas possible d'obtenir un vote par appel nominal des sections, ainsi que l'aile gauche le réclama par l'organe de Fimmen. Le Congrès touchait à sa fin; les délégués étaient irrités et, en effet, on n'avait plus le temps voulu pour faire le vote par un appel de près de 700 sections.

La chose est regrettable en elle-même, vu qu'il n'a pas été possible ainsi de voir la proportion entre la force des deux courants. Le vote à mains levées ne donne, en effet, pas une image exacte, vu que le nombre des voix dont disposaient les délégués, suivant la grandeur de leurs sections, était assez divergent.

Néanmoins, l'amendement de la résolution — un pas dans la direction de ce que désirait l'aile gauche — constitue un succès pour celle-ci, quoique sans valeur pratique, aussi longtemps que tout ne sera pas mis en œuvre pour mener effectivement l'action contre la guerre et le militarisme, sur la base des résolutions de Rome, de La Haye et de Hambourg. Pour arriver à cela, nationalement et internationalement, l'aile gauche, en Hollande et ailleurs, devra faire des efforts incessants et coordonner autant que possible sa propagande et son activité : dans son propre parti, dans l'I.O.S. et en dehors de ces organismes.

Lettre d'Angleterre

L'Independent Labour Party reste fidèle au Socialisme dès aujourd'hui

---

L'Independent Labour Party a tenu à Scarborough son congrès annuel à Pâques.

En raison du chômage, l'I.L.P. traverse une crise sérieuse. Dans beaucoup de sections, tous les membres sont sans travail, aussi le nombre de délégués était-il moins important que d'habitude. De même, les circonstances économiques désastreuses ont eu une répercussion sur les finances de l'I.L.P., mais l'esprit reste bon et l'on espère surmonter toutes les difficultés.

Ce congrès était le cinquième que présidait James Maxton, bien qu'un président de l'I.L.P. ne puisse rester que trois ans en fonctions. Mais, il y a deux ans, comme l'I.L.P. traversait une crise politique grave, on décida de maintenir Maxton en fonctions. Cette période de sa présidence est caractérisée par la consolidation de la politique dite du « socialisme dès aujourd'hui » adoptée par l'I.L.P. Cette politique avait déjà été approuvée avant que Maxton arrivât à la présidence, mais c'est pendant son stage à la tête du mouvement qu'elle fut véritablement adoptée par tous les membres et qu'elle entra dans le domaine de l'action. Il était facile à l'I.L.P. de mener une politique particulière quand le Labour Party était dans l'opposition, mais dès que celui-ci monta

au pouvoir et que ses actes purent être comparés avec la politique préconisée par l'I.L.P., alors ce fut la bataille.

Dans quelle mesure Maxton a-t-il réussi à entraîner le Parti avec lui? Le congrès de Scarborough l'a montré à plusieurs reprises. Le nombre des votants était de 300 environ. Or, chaque fois que la minorité votait contre la « politique gauchiste » de Maxton, elle n'arrivait jamais à quarante voix. Si la discussion fut parfois assez violente, le point de vue fondamental du parti ne fut jamais mis en doute.

Le discours d'ouverture de Maxton

Dans son discours d'ouverture, Maxton plaide pour un vaste et audacieux programme. Il dit que les événements se déroulent à une allure de plus en plus rapide et qu'ils se produisent sur une échelle toujours plus grande.

Les entreprises s'organisent en trusts qui écrasent les petits. Si nos principes politiques ne sont pas appliqués avec la même audace, ils auront vieilli avant peu de temps. L'événement le plus remarquable de nos jours est le plan quinquennal russe. Tous les socialistes du monde devraient établir un tel plan et adopter des méthodes de lutte leur assurant le pouvoir et la force de réaliser ce plan. Si, pour le moment, le Labour Party britannique rejette le point de vue de l'I.L.P., le développement économique le forcera bientôt à l'adopter. C'est la tâche de l'I.L.P. d'encourager l'esprit d'audace de la classe ouvrière, afin que celle-ci profite de l'occasion dès qu'elle se présentera.

Maxton fait ensuite une critique sévère du gouvernement travailliste en ce qui concerne sa politique pour remédier au chômage. Cette politique s'est simplement concentrée sur le rétablissement du capitalisme et de son commerce extérieur.

Même si cette politique avait été juste, tout prouve maintenant qu'elle a complètement échoué. En janvier 1929, les exportations britanniques atteignaient 66 millions de livres sterling; en janvier 1931, elles sont à 37 millions de livres sterling seulement. Mais, au point de vue socialiste, cette politique était fondamentalement fausse. Elle adoptait l'idée de la concurrence, ce qui est foncièrement capitaliste. Maxton rappelle au Congrès ce qu'il avait déclaré il y a deux ans sur ce même sujet, à savoir que le gouvernement ne pourrait pas se borner à améliorer les possibilités de concurrence et à réorganiser l'industrie, qu'il serait obligé pour cela de réduire les salaires et de restreindre les œuvres sociales. Le moment en est venu, constate-t-il.

Maxton termine son discours en prévoyant pour les années prochaines des périodes de haute tension et de nouvelles expériences. Ces années formeront, dit-il, une époque de la plus haute importance dans l'histoire du monde. Si nous savons être à la hauteur de notre tâche, cette époque sera décisive pour la transformation sociale.

L'adhésion au Labour Party

Le point plus discuté de l'ordre du jour fut la question de savoir si l'I.L.P. maintiendrait son adhésion au Labour Party.

D'après la section de Birmingham, cette adhésion n'est plus défendable. De si lourdes fautes ont été commises par le gouvernement travailliste envers le socialisme et l'Internationalisme; il s'est transformé en un tel instrument bourgeois et capitaliste que les véritables socialistes ne peuvent plus prendre la responsabilité de son action.

Le Congrès désapprouva nettement cette position, déclarant que tant que l'I.L.P. resterait libre d'agir et de voter selon ses conceptions, son devoir était de rester en contact le plus étroit avec les masses organisées dans le Labour Party et de tâcher d'influencer celui-ci pour l'entraîner dans la voie du socialisme agissant.

Le meilleur discours, au cours de cette discussion, fut celui de Jennie Lee, une jeune fille de mineur et l'unique déléguée de la fraction de l'I.L.P. à la Chambre des communes. Elle démontra que l'I.L.P. avait le devoir de rester dans le Labour Party et qu'il ne pourrait le quitter que si, à la suite d'une crise dans le mouvement ouvrier, les syndicats commençaient à quitter le Labour Party. Alors, l'I.L.P. suivrait l'exemple, estimant que, sans contact avec le mouvement syndical, la vie de l'I.L.P. comme organisation socialiste serait impossible.

La proposition tendant à la séparation fut repoussée par 173 voix contre 37, ce qui prouve que l'extrême-gauche et l'extrême-droite sont à peu près de force égale. La motion critiquant le Conseil National du Parti pour son attitude plutôt vague à l'égard du Labour Party, obtint cependant une plus faible majorité — de 48 voix seulement. — Cette motion exprima un certain mécontentement au sujet des pourparlers entre l'I.L.P. et le Labour Party (relatifs à l'homologation des candidats de l'I.L.P. aux élections pour la Chambre des Communes par le Labour Party, chose qui avait traîné en longueur. Maxton déclara que ces pourparlers venaient de prendre fin et que les listes des candidats allaient être ratifiées au congrès prochain du Labour Party.

L'I.L.P. déclara encore qu'il acceptait les principes du Labour Party et reconnaissait l'autorité du Congrès National, mais qu'il tenait au maintien de son droit historique de voter indépendamment à la Chambre des Communes quand il s'agit de questions d'une importance fondamentale. Le Labour Party a bien essayé de faire adopter par l'I.L.P. l'obligation de respecter dans tous les votes le point de vue officiel, l'I.L.P. a énergiquement repoussé cette proposition, invoquant ce fait qu'à plusieurs reprises plus de 100 des députés du Labour sur 285 ont voté contre le gouvernement. Ceci prouve qu'il sera fort difficile d'exiger la stricte discipline que désire le Labour Party.

La fraction parlementaire

La cause principale du heurt entre la gauche et la droite de l'I.L.P. fut la question de reconstituer la fraction parlementaire de l'I.L.P. Avant que les divergences politiques entre l'I.L.P. et le Labour Party soient clairement apparues, la fraction parlementaire de l'I.L.P. était composée uniquement de membres du Labour Party, ceux-ci également membres de l'I.L.P. Plusieurs d'entre eux furent élus comme représentants d'un syndicat ou d'une section locale du Labour Party, mais il n'existait en vérité aucune différence entre ceux de la fraction de l'I.L.P. et ceux de la fraction du Labour Party dans son ensemble. Il y a un an, le congrès de l'I.L.P. chargea son Conseil National de reformer la fraction parlementaire sur les bases de la politique de l'I.L.P. Du coup, cette fraction fut réduite de 140 à 14 membres, mais ces 14 étaient pleins d'ardeur et furent unanimes dans leur action. Plusieurs députés, élus comme représentants de l'I.L.P. et pour qui l'I.L.P. était financièrement responsable, refusèrent d'adhérer au nouveau groupe; la minorité s'efforça au Congrès de faire admettre l'adhésion de cette catégorie de députés, mais sa tentative échoua; elle n'obtint que 32 voix.

Le chômage

Au premier plan de la politique générale figure le problème du chômage. La résolution adoptée caractérise la politique de l'I.L.P. dite du « Socialisme

dès aujourd'hui ». Résumons-la ici. Elle forme le programme de l'I.L.P. et signifie un pas audacieux vers le socialisme. La voici :

I. Lutte contre la misère par l'institution d'un minimum standard de vie, assurant :

a) Retraites suffisantes pour la vieillesse, pour les chômeurs, les veuves, les malades et pour quiconque est infirme et incapable de gagner sa vie en travaillant.

b) Salaire humain, garanti pour tous les ouvriers.

c) Allocations pour familles nombreuses et enfants.

II. Réorganisation de l'industrie et de l'agriculture par le moyen du contrôle d'Etat sur les sources économiques telles que les banques, la terre, le charbon, l'électricité, le pétrole, les transports, le coton et l'acier, etc.)

III. Le contrôle sur l'importation et l'exportation par l'institution de Conseils du Commerce. Afin de rendre possible cette réorganisation, ayant pour but la protection du standard de vie de la classe ouvrière, fournir à la Russie de larges crédits, lui permettant la construction de navires et de machines.

IV. Un plan prévoyant la construction de maisons ouvrières sur une échelle nationale.

Il fut reconnu que pour réaliser un tel plan, la réforme de la machine parlementaire était nécessaire. Il fut reconnu également que pour réaliser ce programme, il était indispensable que la classe ouvrière détienne le pouvoir effectif. Le Labour Party n'aura jamais ce pouvoir, à moins qu'il montre la volonté de l'exercer. Mais nulle trace n'existe d'une telle volonté dans le Labour Party.

Désarmement national

Nous avons fait internationalement un grand pas en décidant unanimement d'insérer dans le programme de l'I.L.P. une clause préconisant le désarmement par l'exemple.

Il y a trois ans encore, des discussions violentes avaient lieu au Congrès de l'I.L.P. entre les partisans du désarmement proportionnel et ceux qui préconisaient que l'Angleterre devrait donner l'exemple sans s'occuper des autres pays. Ce dernier point de vue a maintenant complètement gagné nos membres; pas une seule voix ne s'est élevée contre son insertion dans notre programme.

L'Indépendance de l'Inde

Le Congrès a fait une déclaration nette concernant l'Inde. La résolution, adoptée à l'unanimité, exige la libération de tous les prisonniers politiques, la suppression des mesures de répression et la reconnaissance du droit de l'Inde à l'indépendance, acclamant particulièrement le programme socialiste récemment ratifié par le Congrès National de l'Inde.

Quelques critiques furent émises au sujet d'une observation de Brailsford quant aux prisonniers de Meerhut. Il fut encore observé que si d'un côté l'I.L.P. a reconnu le droit de l'indépendance de l'Inde, d'un autre côté nous nous efforcerons de décider l'Inde à continuer à faire partie de l'Empire britannique. Mais, en définitive, c'est l'Inde qui doit choisir en toute liberté sans pression aucune, ni du gouvernement ni de l'I.L.P.

Tels furent les faits les plus importants du Congrès. C'est dans un esprit de fermeté et de confiance qu'on se sépara. Certes, nous aurons encore beaucoup de difficultés à surmonter et des décisions fermes à prendre dans l'année qui vient, mais nous ne doutons pas que l'I.L.P. progressera dans la voie qu'il s'est tracée et qui est celle du « Socialisme réalisé de nos jours ».

A travers les Livres

SUR LA DERNIÈRE GUERRE

Gabriel Chevallier : La Peur (Stock).
Marcelle Capy : Des hommes passèrent (Tambourin).

La dernière guerre? Des films : Quatre de l'infanterie, A l'Ouest rien de nouveau; des livres : ceux que j'ai là et d'autres viennent, après douze ans en vulgariser l'horreur, et non seulement la condamner comme, théoriquement tout le monde est unanime à le faire, mais étayer solidement cette condamnation en révélant les hideurs quotidiennes du « front » qui « *vide les hommes d'eux-mêmes* » et l'angoissante misère de l'arrière contre laquelle les femmes luttent, soumises d'abord puis révoltées.

A ceux qui lisent, à ceux qui voient, à ceux qui se souviennent — mais ont-ils pu oublier? — de comprendre qu'au-dessus de toutes les raisons d'humanité, de fraternité des peuples contre lesquelles des propos habiles peuvent tant, il n'est de meilleure garantie pour la Paix que l'horreur de la guerre, et de répandre autour d'eux, non les paroles mieilleuses de pacifistes de métier, mais les témoignages pantelants de vies crucifiées de ce qui fut.

***

La Peur? Un mot qui secoue, qu'on a critiqué, jugé faux quelquefois, exagéré souvent, et qui pourtant, pour la masse des combattants, venus à la guerre en moutons crédules et sans rien en connaître, dut être tellement vrai! En en faisant le titre de son roman, Gabriel Chevallier ne fait que proclamer hautement la vérité sur ce qui fut.

Et quand il écrit : « *La peur n'est pas honteuse : elle est la répulsion instinctive de notre corps devant ce pour quoi il n'est pas fait. Nous pouvons bien en parler puisque cette répulsion nous avons réussi à la surmonter. Ce qui nous a tant épuisés, c'est justement cette lutte de notre esprit discipliné contre notre chair en révolte, notre chair étalée et geignante qu'il fallait rosser pour la remettre debout. Le courage conscient commence à la peur* » — qui nierait la rigueur psychologique de son raisonnement?

Son livre est mieux, fait plus ,qu'un livre d'idées. C'est le soldat, l'homme du rang, parti à 19 ans pensant que la guerre serait le plus extraordinaire spectacle de l'époque, qui froidement — plus de dix ans sont passés — se raconte au cours des 300 pages. Son langage est celui de tous les soldats, sans recherches, rude, vif et si l'émotion naît à la lecture de son récit ce ne sont ni les périodes héroïques, ni les jérémiades indignées qui la provoquent, mais bien toute l'horreur de la chair contrainte, avilie, hurlante, de la chair broyée, de la chair pourrie que, calmement il évoque. Hardiment, il s'élève contre le rôle des chefs incapables ou mal renseignés : « *Nous savions que notre sacrifice serait vain; nous savions qu'il est absurde et criminel de lancer des hommes sur des fils de fer intacts couvrant des machines qui crachaient des centaines de balles à la minute. Il fallait, pour s'obstiner dans cette folie, dans ce gaspillage de vies humaines, la vanité d'un quartier général tenu loin des batailles. Il fallait que des officiers supérieurs justifiassent de leurs fonctions devant le pays par quelques lignes de communiqué qui sentissent la victoire. Nous n'étions là que pour acheter ces lignes de notre sang* ».

On a écrit que le livre de Chevallier ne pouvait être que celui d'un anarchiste, mais peut-on, devant le « *front qui flamboie comme une usine infernale*

dont les monstrueux creusets transforment en lave sanglante la chair des hommes » faire autre chose que se révolter, crier à l'abomination d'une guerre qui livre à la monstrueuse inconscience de la matière hostile la fragilité de la vie humaine?

Livre neuf de ton et d'inspiration, livre courageux, la *Peur* mérite qu'on le lise, qu'on le répande et, leçon pour les jeunes et rappel pour les anciens combattants, il fera œuvre pour la Paix.

⁂

Ardente inspiration vers la Paix aussi, le beau livre de Marcelle Capy, tout frémissant de pitié, d'humanité : *Des hommes passèrent*. Cri de révolte contre la guerre, le témoignage des femmes, ces combattantes obscures qui ont soutenu dans les maisons et dans les champs, la lutte contre la faim, la misère, le découragement.

Pas de tableaux poussés au noir, de scènes de larmes ou de cris aigus, mais la vie, la dure vie des champs pour laquelle des muscles de femmes ne sont pas faits et l'angoisse qui étreint des cœurs aimants aux nouvelles de « là-haut ».

Touchantes dans leur confiance en leurs hommes, les femmes du village, « *aucune ne pensant que la guerre c'était de la mort* », acceptent bravement la solitude qu'elles croient momentanée. *Elles avaient donné tout l'argent des maisons, elles restaient avec le travail et leur ignorance, mais ils seraient là dans trois semaines. En attendant, elles travailleraient pour eux*. Et, bravement, dans le village uni maintenant *comme une crèpe*, les femmes, sous la direction des vieux, vendangent, labourent, sèment, fanent, moissonnent.

« *La lutte chasse le désespoir* : Mais à cette lourde tâche les femmes s'usent. » *Il faut bien s'user avant le temps, puisqu'il faut produire au delà des forces, parce qu'il y a la faim, la guerre et l'amour. Elles tiennent jusqu'à l'extrême limite afin de secourir les vivants, d'honorer les morts et de vivre*, mais parmi elles, la révolte gronde aussi. *Si nous avions assez de sang, nous la casserions la croix* dit l'Angéline qui, à ce travail s'est crevé les poumons, *mais nous n'avons plus assez de sang*. Et elles demandent des hommes pour les aider dans leur travail. Et des hommes : Russes, prisonniers allemands viennent.

C'étaient des hommes... et bons garçons, bien polis, respectueux, hors ligne. Ils étaient semblables aux travailleurs français, ils avaient des mères, des femmes. « *On avait haï l'Allemagne au travers de la caricature du kaiser, on était bien près de l'aimer à cause des joues de Fritz, du rire de Frantz, des mains mécaniciennes de Hans, du travail de tous en commun* ».

Et les femmes se disent que la guerre n'a été possible que parce que des deux côtés il y avait la confiance aveugle en un prince, en un gouvernement, et l'obéissance aveugle et au bout... la mort. Le paysan allemand, le paysan français se tuaient sans savoir pourquoi. Où est le moyen, se demandent-elles, le moyen qui sauvera les hommes de la guerre, les femmes de la peine et *les braves gens de partout de la fatalité que lancent les mains invisibles des dieux inconnus qui règnent dans le tabernacle des Capitales?*

⁂

Et Chevallier et Marcelle Capy, qui tous deux ont commencé leurs récits sur le départ qui ressemble à une fête, concluent sur la même pensée :

« *Si les mains des travailleurs de partout s'étaient rencontrées et unies les unes aux autres pour enfermer le grand corps de la terre entre leurs paumes vives; si entre les sillons et la voûte du ciel, les mains paysannes, et toutes les mains de femmes qui chassent la faim des maisons, la souffrance des berceaux, si elles s'étaient jointes tout de même, pour vivre? Qui aurait pu les séparer? Elles avaient gratté la terre et imploré le Ciel, mais elles n'avaient pas su — ce qu'il aurait fallu savoir — qu'elles étaient semblables et invincibles; innombrables et partout les mêmes, pauvres et pourtant riches. S'ils avaient su se reconnaître, les hommes des sillons, et monter autour de la terre la grande garde des semeurs de blé?* pense Madeline, la paysanne de Capy. Et l'un des soldats de Chevallier dit :

« *Tu ne crois pas qu'on nous a bourré le crâne avec la haine des races* »! — Ch. CHIANÉA.

⁂

Marcel Déat : Perspectives Socialistes. (Librairie Valois).

Le parti socialiste tend à se substituer au parti radical et s'adresse de plus en plus aux classes moyennes, chères à M. Herriot. Son passé lui assure encore une certaine influence sur de larges couches ouvrières. C'est pourquoi ses porte-parole ne désavouent pas le marxisme, mais l'accommodent au goût des classes moyennes sollicitées. Marcel Deat, dans ses *Perspectives Socialistes*, essaye d'établir un plan d'action pour le parti socialiste. « Rompant avec la routine révolutionnaire », il se propose de grouper, en vue des élections de 1932, toutes les forces anticapitalistes qui, d'après lui, vont des radicaux aux communistes, le parti S.F.I.O. devant être le grand profiteur de cette combinaison électorale.

Pour se fixer une ligne d'action, des prévisions d'avenir sont nécessaires. Où va le capitalisme? se demande l'auteur. Lui ne croit pas à la révolution (ou plutôt, il la craint comme la pire des catastrophes). Il ne croit pas non plus à l'application à l'Europe de la théorie américaine des hauts salaires. « Le capitalisme « européen, écrit-il, est engagé bon gré mal gré dans « la voie de la rationalisation... La rationalisation en « Europe tend à deux buts, qui se confondent presque: « l'élimination des crises et l'élimination de la concur- « rence. Bref, à l'organisation du marché et de la production. » Ce remarquable résultat est obtenu grâce aux cartels qui, à l'inverse des trusts, sont des organismes de défense et de paix, et à la prévision scientifique des crises. En un mot, le capitalisme, sous la pression des forces adverses, va s'assagir, supprimer la concurrence en son sein, réduire son profit à un taux raisonnable pour éviter la révolution redoutée.

« Mais que reste-t-il alors des conceptions marxistes, s'écrie M. Déat, si les crises peuvent, par la rationalisation cartellisée, être surmontées, ou tout au moins efficacement combattues, et si d'autre part la crise finale a des chances d'être surmontée? »

Malheureusement les faits se chargent de contredire ces perspectives idylliques.

La crise présente est, de l'aveu des bourgeois eux-mêmes, une des plus graves qu'ait jusqu'alors subies le capitalisme. Les cartels ne l'ont pas le moins du monde atténuée (1); par contre, la crise a détruit les cartels dont les bases n'étaient pas très solides; c'est le cas, par exemple, de tous les cartels métallurgiques français (2).

Il faut avoir, en faveur du capitalisme, une dose d'optimisme au-dessus de la moyenne, pour écrire encore au sujet de la prévision scientifique des crises : « Cette météorologie économique a désormais fait ses preuves, tant aux Etats-Unis qu'en Allemagne. » La preuve est en effet éclatante de son inefficacité.

Enfin, comme par le passé, le capitalisme s'efforce de reporter sur la classe ouvrière tout le poids de la crise et engage une offensive générale contre les salaires.

Le point sensible pour ces rénovateurs du marxisme est la question de la propriété. Défendre ouvertement la propriété privée serait par trop fort; il importe cependant de ne pas effaroucher le petit bourgeois socialisant; la casuistique n'est jamais à court; la question gênante est reléguée à l'arrière-plan; lutter contre la

(1) Voir à ce sujet l'article de Louzon dans la *R. P.* du 1er mai 1930 : « A nouveau le cas du cuivre ».

(2) Voir le « Carnet économique » de Louzon dans le *Cri du Peuple* du 26-11-30.

propriété privée, c'est lutter contre des moulins à vent, c'est faire du don quichottisme. « Ce qui compte désormais, c'est non pas la propriété des biens, mais la maîtrise des forces. » Cette formule, remarquable par son imprécision, a pour but de mettre au premier rang des préoccupations, la lutte contre le profit spéculatif. Le spéculateur, voilà l'ennemi. C'est, en effet, la bête noire de tous les petits bourgeois, qui s'empressent de jouer à la Bourse dès qu'ils ont quelques économies, et qui sont déchaînés lorsque leur incompréhension totale des phénomènes économiques les a livrés sans défense aux combinaisons de quelques forbans astucieux (1). En fait de moulin à vent, on ne peut rien trouver de mieux. La teinture de marxisme dont se pare M. Déat ne lui a pas permis d'assimiler la grande leçon dégagée par Marx : le phénomène essentiel est celui de la production, l'échange n'en est que le corollaire. Or, la spéculation n'est qu'une excroissance subsidiaire de l'échange. Quand bien même, « le système d'amortissement gé-« néral du capitalisme, amorcé par Vincent Auriol dans « la proposition socialiste sur la Protection de l'Epar-« gne » aurait reçu la plus large publicité, quand bien même, son application aurait réduit le profit spéculatif à des proportions « raisonnables », l'exploitation capitaliste n'en aurait pas été diminuée d'un iota. N'en déplaise au Sancho Pança de l'anticapitalisme.

Mais, se demandera-t-on, en quoi de pareilles perspectives peuvent-elles bien être socialistes? Patience nous arrivons au point fondamental : pour brider le capitalisme, pour le freiner, pour le museler, l'organisation des forces anticapitalistes est nécessaire, et, pour M. Déat, l'Etat seul peut la réaliser. Il importe donc avant tout d'envoyer au Parlement un nombre imposant de députés anticapitalistes (lisez S.F.I.O.). Le capitalisme, refoulé des avenues du pouvoir, sera séparé de l'Etat, et l'anticapitalisme triomphant poursuivra résolument le contrôle des banques, des cartels des industries-clés.

Le contrôle du capitalisme industriel et financier par l'Etat, donné comme le fin du fin du socialisme (?) est pure hypocrisie. L'Etat n'est pas un organisme indépendant, il est l'instrument de domination de la classe dirigeante; tant que le capitalisme détiendra le pouvoir réel, c'est-à-dire les moyens de production, l'Etat ne sera que son défenseur plus ou moins camouflé, plus ou moins papelard, mais toujours aussi vigilant. Qui oserait prétendre que la classe ouvrière dirige l'Angleterre parce que les travaillistes sont au pouvoir? En Allemagne, le soutien par les social-démocrates du cabinet Brüning aboutit aux décrets d'Hindenbourg, mettant le Reichstag en vacances et instituant un véritable état de siège. Pour s'en tenir à la France, la récente affaire Oustric démontre surabondamment que les représentants des forces anticapitalistes eux-mêmes ne sont que des instruments dociles dans les mains des puissances d'argent, et nous avons vu comment l'un des plus marquants d'entre eux contrôlait le capitalisme industriel en la personne de Peugeot et le capitalisme financier, détenteur d'actions à vote plural en la personne d'Oustric :

Bien mieux que les vociférations bolchéviques contre le « socialfascisme », un tel ouvrage nous convainc que les dirigeants socialistes aspirent uniquement à protéger le capitalisme contre la crise finale, que lui-même sent, avec inquiétude, inéluctable et proche. — JEAN LEUNOIS.

***

Pin-Yin : Une jeune Chinoise à l'armée révolutionnaire. (Valois édit.)

Depuis longtemps je n'avais rien lu d'aussi frais et d'aussi émouvant.

En 1927, en Chine centrale, une étudiante de 19 ans devient « femme-soldat » au sortir de l'Ecole Militaire et elle accompagne, dans les « sections de secours et de propagande » l'armée révolutionnaire du Kuo-Min-Tang. Dure vie de soldat. Peu de temps pour écrire. Aussi ne sont-ce que quelques souvenirs épars que Mlle Pin-Yin nous apporte. Mais de quelle qualité! La camarade Pin-Yin n'écrit pas, elle chante. Et son livre est un poème ou plutôt une succession de chants où elle met à nu son amour immense de la Révolution, sa foi naïve, sa volonté de combattre — sans que la passion révolutionnaire empêche de plus délicates émotions de se montrer discrètement : amour de la nature, de la « terre gazonneuse », des grand'routes, de la flamme de la lampe qui « n'est pas plus grande qu'une graine de soja »...

Après la trahison de Tchang-Kai-Chek, c'est un véritable désespoir, une douleur atroce et contenue, un chant d'une beauté antique dont il est impossible de ne pas être vraiment remué quand on a, comme nous tous en ce printemps 1927, suivi de toute sa sympathie l'avance magistrale des sudistes, puis vibré de colère et de honte le jour où Tchang-Kai-Chek a dévoilé, de façon trop prévisible, son visage de Cavaignac. Ainsi devaient battre les cœurs des citoyens du XIXe siècle lisant Hugo révolutionnaire. Mais Mlle Pin-Yin est un Hugo discret. (Un siècle de plus et la délicatesse extrême-orientale!) Elle est Walt Whitman aussi; mais un Walt Whitman qui ne chanterait pas que la force et la majesté, qui aurait parfois l'extrême finesse des ouvriers d'art japonais.

Certes, les choses envisagées d'un œil sec, tout n'est pas à louer dans la manière dont cette petite fille fait de la politique. Diantre, quelle facilité à lever la main pour voter les condamnations à mort! Quelle débauche de fusillades et comme un peu plus de jugeotte politique aurait mieux valu que toute cette terreur irraisonnée. (Voir Lénine prenant Pétrograd à peu près sans verser le sang)... Mais c'est là le drame de toute cette révolution chinoise : des dévouement extraordinaires, mais pas de tête ...ou la tête stalinienne faisant les gaffes les plus effroyables.

En tout cas, l'enthousiasme de Pin-Yin nous est un gage précieux. En 1928, pendant la réaction, elle gémit sur la dissolution de son Corps d'Etudiantes révolutionnaires. Mais la foi ne l'abandonne pas.

« ... Etudiantes courageuses et faibles, aimables et respectables, malheureuses et regrettées, vous souvenez-vous encore de tout ce qui s'est passé dans les deux Hou ? (1)

...Cher et courageux Corps d'Etudiantes! J'espère que vous n'oublierez jamais la vie de ces six mois. J'espère que toujours, éternellement, vous continuerez à vivre dans l'esprit de 1927! En avant! Travaillons avec courage! Luttons! »

Que Pin-Yin avait raison de ne pas désespérer! Aujourd'hui la révolution a recommencé dans les deux Hou. Ces courageuses provinces, vastes comme des Etats, sont aujourd'hui dressées contre les Versaillais de Nankin. De nouvelles femmes-soldats vont, comme faisait Pin-Yin, porter leur propagande jusque dans les plus petits hameaux. Tous les espoirs sont permis. Dans les années qui viennent, la Chine sera le deuxième grand champ de défaite de l'Impérialisme international. — J. P.

(1) La grande idée de Mme Hanau était justement d'organiser la masse amorphe de ces spéculateurs au petit pied. Le résultat a montré l'utopie de la conception.

(1) Les deux Hou : Les provinces du Hou-Nan et du Hou-Pei.

PETITE NOUVELLE

UN LIVRE ÉTRANGLÉ? *C'est du « Talon de fer », de Jack London qu'il s'agit. De sa traduction française, bien entendu.*

Le Talon de fer *avait été publié par les éditions Crès, ainsi que la plupart des œuvres de London. Mais Hachette, le grand trust de la librairie, vient de racheter les droits de Crès sur les œuvres de London. Avisant les libraires, il donne une liste de London. On chercherait en vain dans cette liste le* Talon de fer.

Simple oubli? C'est peu probable.

L'étranglement de ce livre implacable contre la ploutocratie américaine est plus vraisemblable.

NOUS AVONS REÇU :

Cl. Servet et P. Bouton : *La Trahison socialiste de 1914.* — O. Piatniski : *Les Questions vitales du Mouvement syndical révolutionnaire international. — Chefs socialistes... contre-révolutionnaires.* Acte d'accusation de Krylenko au procès de l'organisation menchéviste (Bureau d'éditions).

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er AVRIL. — 6.300 mineurs grévistes dans le Nord; 2.000 dans le Pas-de-Calais.

— Audition de MM. Robert Blum et Robert Peugeot par la Commission d'enquête.

Allemagne. — Le gouvernement « nazi » de Thuringe est renversé.

Nicaragua. — La capitale, Managua, est détruite par un séisme; 5.000 morts.

JEUDI 2. — Le nombre des grévistes en faible régression à Douai, augmente dans le Pas-de-Calais. — Les unitaires du Gard annoncent la grève pour le 7.

Allemagne. — Scission chez les « nazis »; Stennes et les groupes d'assaut se révoltent contre Hitler.

VENDREDI 3. — Le nombre des grévistes continue à augmenter faiblement dans le Pas-de-Calais.

SAMEDI 4. — Situation stationnaire de la grève des mineurs.

Roumanie. — Démission du cabinet Mironesco.

DIMANCHE 5. — Le Comité national de grève décide l'élargissement national de la grève et donne en exemple le front unique réalisé à Sin-le-Noble.

Angleterre. — Congrès de l'I.L.P. à Blackpool.

LUNDI 6. — Le mouvement de grève faiblit dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Angleterre. — L'I.L.P. déclare vouloir rester dans le Labour Party.

MARDI 7. — Tandis qu'une partie seulement des mineurs du Gard partent en grève, le Comité du Nord et du Pas-de-Calais décide l'« interruption » de la grève.

MERCREDI 8. — *Norvège.* — Lock-out de 13.000 ouvriers de la métallurgie, du textile et du bâtiment.

JEUDI 9. — Le Consortium de Roubaix-Tourcoing annonce une nouvelle diminution des salaires.

VENDREDI 10. — Le Comité international des mineurs, réuni à Bruxelles, demande la journée de 7 heures pour remédier à la crise du charbon.

— Réunion du Comité confédéral unitaire.

— Richetta, secrétaire de la Fédération unitaire du textile, est arrêté à la grève de Cours.

Portugal. — Bruit de coup d'Etat à Lisbonne en corrélation avec la pronunciamento de Madère.

Italie. — Arrestation à Milan de M. Léo Moulin, professeur belge.

DIMANCHE 12. — Conseil national de la Fédération confédérée des fonctionnaires.

Espagne. — Elections municipales; victoire des républicains et des socialistes dans 47 capitales de provinces.

Angleterre. — Conférence à Bermondsey du mouvement syndical minoritaire.

MARDI 14. — *Espagne.* — Abdication d'Alphonse XIII. La République est proclamée à Barcelone et à Madrid. Constitution d'un gouvernement provisoire sous la présidence de M. Alcala Zamora.

JEUDI 16. — *Espagne.* — L'Eglise, après l'Armée et la Marine, adhère au régime républicain. Incidents à Séville.

VENDREDI 17. — Congrès de la Fédération unitaire des Ports et Docks.

Espagne. — Un accord est conclu entre le gouvernement provisoire de Madrid et le gouvernement catalan.

DIMANCHE 19. — Salles, socialiste, est élu député de Privas.

Espagne. — Grande manifestation au cimetière de Madrid à la mémoire de Pablo Iglésias.

VENDREDI 24. — Arrestation de Monmousseau, secrétaire de la C.G.T.U.

LUNDI 27. — Réunion à Madrid du Comité exécutif de la Fédération syndicale internationale.

MERCREDI 29. — Les syndicats libres du textile déclarent à Ley, au cours d'une entrevue, qu'une diminution de salaires est inacceptable.

La nouvelle attaque du Consortium textile

Les mineurs n'étaient pas plutôt battus que le Consortium du textile repartait en guerre et faisait annoncer une nouvelle diminution des salaires des ouvriers du textile.

Les Syndicats confédérés ont adressé le 14 avril la lettre suivante à M. Ley; elle résume exactement les conditions de la nouvelle agression patronale :

« A Monsieur Désiré Ley, secrétaire général de la Commission intersyndicale de l'industrie textile Roubaix-Tourcoing.

« Monsieur le Secrétaire,

« A la date du 9 avril, conformément à la décision de la Commission intersydicale de diminuer les salaires, vous nous informez également que la même Commission vous a chargé de vous mettre à la disposition des organisations ouvrières pour leur fournir les explications au sujet de cette décision.

« Lors des dernières décisions du Consortium, datant du mois d'août 1930, qui entraînèrent le conflit que vous savez, nous avions à maintes reprises formulé le désir d'être mis en présence des patrons membres de la Commission intersyndicale. Toujours il nous fut opposé un refus formel, et le ministre lui-même fut impuissant à vous faire admettre cette nécessité. Aujourd'hui encore, sans avoir convoqué les représentants des organisations ouvrières, vous avez décidé une diminution des salaires sans avoir au préalable discuté avec nous et vous nous invitez à une conversation au cours de laquelle il sera procédé à une étude sérieuse et aussi large que possible des conditions dans lesquelles se fera la diminution.

« Vous nous permettrez, monsieur le Secrétaire, de marquer notre étonnement de ce désir de collaboration manifesté par votre Commission intersyndicale au moment de l'application d'une mesure aussi grave que celle de diminuer les salaires au moment où le chômage a fait pénétrer la misère dans les foyers ouvriers. Malgré les privations qu'elle a été obligée de subir, la classe ouvrière doit supporter toujours la vie de plus en plus chère et c'est précisément l'instant que la Commission intersyndicale choisit pour diminuer encore le pouvoir d'achat de cette masse laborieuse.

« Cette pénible situation, que vous connaissez comme nous, nous oblige au nom de la classe ouvrière à accepter cette entrevue, mais soyez persuadé, monsieur le Secrétaire, que quelles que soient les déclarations que vous puissiez nous faire, si nous ne pouvons pas au cours de cet entretien faire annuler votre décision, nous vous déclarons que nous ne pourrions qu'en référer à nos mandants qui sont, en l'occurrence, les principaux intéressés sur l'attitude qu'il y aura lieu de prendre après une aussi grave décision que celle prise par la Commission intersyndicale de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing.

« Veuillez agréer, etc...

« *Pour la délégation, le secrétaire* :
LÉON DECOSTERE. »

⁂

La C. G. T. contre la diminution des salaires.

Le Bureau de la C.G.T. a publié dans le *Peuple* du 14 avril l'invitation suivante à résister contre la baisse des salaires :

Le Bureau de la C. G. T. élève sa protestation contre l'attitude des grandes organisations patronales qui, exploitant la crise de chômage créatrice d'inquiétudes et de misères, poursuivent une politique d'abaissement des salaires.

De telles réductions ne peuvent qu'aggraver la crise, leurs conséquences directes étant de diminuer plus encore un pouvoir de consommation déjà inférieur aux nécessités de l'existence.

La C. G. T. déclare que ce n'est pas en s'attaquant aux salaires ouvriers que l'on peut trouver les remèdes à la crise présente.

Les efforts de compression doivent être dirigés en vue de réduire les prélèvements scandaleux effectués par les intermédiaires de tous ordres sur le produit du travail.

La C. G. T., confirmant ses décisions antérieures, invite les travailleurs à se dresser contre la politique de réduction systématique des salaires qui constitue une régression sociale.

Une décision de l'Internationale des mineurs Le Comité Exécutif de l'Internationale des Mineurs a adopté, dans sa Conférence de Bruxelles du 9 avril la résolution suivante :

Après avoir entendu les délégués de tous les pays représentés, sur la crise sévissant dans tous les pays;

Constate que partout des baisses de salaire ont été appliquées, que d'autres sont menaçantes et que malgré cela les conditions de vie des travailleurs de la mine deviennent chaque jour plus mauvaises;

Proclame à nouveau sa volonté de voir réduire la durée de la journée de travail dans les mines de combustible;

Considère cependant que d'autres mesures sont nécessaires pour mettre fin au désordre économique actuel;

Décide qu'une réunion internationale extraordinaire aura lieu en juillet pour examiner les mesures à prendre dans le cas où la S. D. N. continuerait à ne pas agir;

Prie, dès aujourd'hui, les organisations nationales des mineurs de préparer des rapports sur les remèdes à mettre en pratique pour corriger les défauts du régime actuel et les moyens de les faire appliquer.

« Dans le cas où la S.D.N. continuerait à ne pas agir..., cas très probable, que s'apprêterait donc à faire l'Internationale des Mineurs? En somme que signifie cette résolution?

A. Delattre, dans le *Peuple* de Bruxelles du 15 avril, donne les explications suivantes :

Ce texte reflète bien l'impatience qui a gagné les membres de l'Internationale des mineurs et leur volonté d'appuyer leurs solutions autrement que par des vœux et des résolutions.

C'est en 1928 que, pour la première fois, le Congrès international, réuni à Nîmes, demanda à la S. D. N. d'étudier le problème charbonnier sur le plan international et d'y chercher des remèdes généraux et pratiques.

Depuis lors, des consultations ont eu lieu, mais aucune solution formelle n'a été envisagée pratiquement par l'organisme de Genève.

Tandis que nous adressions notre vœu à la S. D. N. nous transmettions au Bureau International du Travail notre désir de le voir étudier la question des heures de travail. Deux conférences ont eu lieu en 1930, une troisième aura lieu en juin dont nous espérons voir sortir une convention diminuant et uniformisant la durée de la journée de travail dans les mines.

En juillet, nous serons donc fixés et nous verrons si nous devons comprendre la question des heures de travail dans notre manifestation revendicative.

Mais si comme tout le fait prévoir la conférence prochaine du B. I. T. aboutit à une convention sur les heures de travail, le problème charbonnier n'en sera pas complètement résolu. L'ordre ne succédera pas à l'anarchie qui existe aujourd'hui sur le marché et qui amène chaque pays à se défendre par des mesures de protection et une aggravation inhumaine des conditions de travail des ouvriers.

L'uniformisation et la diminution de la durée de travail, c'est beaucoup et nous serons reconnaissants au B. I. T. s'il aboutit dans ce domaine, mais, pour résoudre le problème charbonnier, il n'y a pas d'autre remède en dehors d'une réglementation internationale. Cette idée fait du progrès tous les jours, les ouvriers y sont convertis depuis longtemps, des patrons s'y rallient entraînés par l'éloquence des faits, et des gouvernements s'y convertissent, mais, des pays restent récalcitrants des patrons isolés se joignent à eux et l'unanimité nécessaire pour appliquer une mesure aussi grave et aussi radicale n'a pas encore été atteinte.

Eh ! bien, nous voulons rechercher les moyens d'agiter la question afin d'attirer l'attention de l'opinion publique.

La réunion de juillet aura d'abord pour but d'étudier les remèdes. Cela a été fait déjà plusieurs fois, mais nous ne voulons pas être accusés d'entêtement, nous étudierons encore le problème et indiquerons une fois de plus nos vues. Mais, nous rechercherons aussi les moyens de les faire appliquer et ceci constitue la nouveauté dans la résolution de l'Internationale des mineurs.

Qu'est-ce que la conférence extraordinaire prévue décidera ? Nous n'en savons rien, mais nous pouvons affirmer que dans la plupart des pays, on n'est pas adversaire d'une manifestation internationale sous l'une ou l'autre forme. On verra.

Dès maintenant, les organisations nationales sont invitées à étudier la question et à préparer des propositions.

En juillet, si tard ! s'exclameront peut-être certains camarades dont nous partageons, ils peuvent en être convaincus, l'impatience.

Mais que l'on remarque bien qu'une mesure internationale capable d'avoir l'agrément de tous les pays est toujours difficile à appliquer. Sur le plan international toutes les machines sont lourdes à mettre en branle et celles que les ouvriers ont créées et qu'ils commandent eux-mêmes n'échappent pas au phénomène général.

⁂

La boutique de Rochdale transformée en musée. Le samedi 11 avril, une touchante cérémonie s'est accomplie à Rochdale, dont le nom est inscrit dans l'histoire ouvrière. Le *Peuple* de Bruxelles du 13 avril en a publié le récit suivant :

Les coopérateurs, venus de tous les coins de l'Angleterre et aussi d'autres pays, ont procédé à la réouverture à Rochdale de la modeste boutique des « Equitables Pionniers de Rochdale », une souscription internationale ayant permis de la racheter à quelque marchand.

L'humble et caractéristique maison, restaurée, a été transformée en un musée consacré à retracer l'histoire du mouvement coopératif. C'est en même temps un hommage rendu à la mémoire des ouvriers tisserands d'il y a un siècle, qui surent mettre à la disposition de leurs frères de travail de tous les pays un admirable instrument d'amélioration économique et de transformation sociale.

Aussi tous les coopérateurs du monde élèvent-ils en ce moment une pensée de reconnaissance en l'honneur de Rochdale et de ses pionniers et saluent-ils avec joie le berceau de tout leur mouvement.

La cérémonie inaugurale, placée sous les auspices de l'Union coopérative britannique, a eu lieu samedi à 2 h. 30 dans le Champness Hall. Successivement, le président de la vieille société « Les Pionniers de Rochdale », M. Hayward, président de l'Union britannique, M. S. Fairbrother, un vieux coopérateur, MM. Robert Stewart et Wilkins, respectivement présidents des magasins de gros écossais et anglais, ont rappelé aux auditeurs cette époque déjà lointaine où la foi en un idéal international animait le courage, la volonté, le cœur de pauvres tisserands, et ont engagé vivement les coopérateurs à s'inspirer toujours de cet exemple.

Puis les coopérateurs visitèrent dans Toad Lane (la ruelle des Crapauds) la célèbre boutique restaurée dans son état primitif, ainsi que l'une des salles où sont rassemblés les vieux journaux, lettres, manuscrits, souvenirs des Equitables Pionniers d'il y a un siècle.

⁂

Comment M. Robert Blum entra chez Peugeot. Voici telles que le *Temps* les a publiées d'après la sténographie officielle, les parties des dépositions de M. Robert Peugeot, administrateur délégué de la Société des Automobiles Peugeot, et de M. Robert Blum, relatives à l'engagement de ce dernier comme ingénieur à la maison Peugeot sur la demande du banquier Oustric :

Voici d'abord l'extrait de l'audition de M. Robert Peugeot :

Je dois dire que M. Oustric a rempli très correctement ses engagements vis-à-vis de nous. L'augmentation de capital a été réalisée à notre convenance, et l'émission d'obligations également. Le programme que nous nous étions fixé à ce moment-là a donc pu être exécuté exactement, suivant nos prévisions. M. Oustric a tenu parfaitement ses engagements.

Je passe sur tout ce qui s'est passé entre temps et j'en arrive à fin 1930 où M. Oustric a commencé à être ébranlé lui-même. Cela a été une très forte secousse pour notre société puisque nous avions chez M. Oustric un compte courant important qui sera probablement

en partie perdu. Heureusement pour notre maison, à ce moment-là, le programme était à peu près réalisé. Nous avions pu mettre sur pied l'étude, les essais, puis la construction par petites quantités, puis la construction en série d'une voiture populaire qui, maintenant, est extrêmement demandée, si bien que, malgré cette secousse, on peut le dire, notre société est en excellente posture.

Nous avons donc eu, au début, avec M. Oustric, des rapports dont nous n'avons eu qu'à nous féliciter, puis il est arrivé ce que vous savez : il y a eu des moments difficiles.

M. Oustric ne s'est pas occupé de la gestion de notre affaire. La partie technique, la partie commerciale ne l'intéressait pas. Il n'avait que la partie financière. Il nous a donc demandé de continuer à gérer, comme par le passé, bien qu'il conservât le contrôle de l'affaire. Il ne nous a jamais demandé que deux choses. Je pense que ces deux questions sont de nature à intéresser la Commission. Il nous a demandé de prendre un jeune ingénieur et de prendre un avocat conseil. Voilà les deux seules choses pour lesquelles il soit intervenu chez nous.

M. Mandel. — Quel est l'ingénieur qu'Oustric vous a demandé de prendre et dans quelles conditions vous a-t-il demandé de le prendre ?

M. Peugeot. — M. Oustric nous a demandé de prendre M. Robert Blum.

D. — A quelle époque ?

R. — Ce devait être à la fin de 1929.

D. — Que vous a-t-il dit pour cela ?

R. — Il nous a dit : « Je vous demande de prendre M. Robert Blum et de lui donner une rémunération de 6.000 francs par mois. »

D. — Mais, si vous l'aviez vous-même engagé, quelle rémunération auriez-vous donnée à M. Blum ?

R. — Je ne connaissais pas M. Robert Blum. Je ne l'avais jamais vu. Je crois qu'à ce moment il avait vingt-six ou vingt-sept ans. Notre recrutement d'ingénieurs ne se fait pas de cette manière-là. Nous prenons un groupe de stagiaires sortant des Arts et Métiers, de Centrale ou de Polytechnique et nous faisons une sélection. Précédemment, c'était à 1.200 francs par mois. Maintenant, c'est à 1.500 francs par mois. Ils font un stage pour que nous puissions les juger. Nous fixons ensuite la rémunération suivant qu'ils donnent plus ou moins satisfaction. Il est donc assez difficile de vous dire à combien j'aurais embauché ce jeune homme.

D. — Lorsque M. Oustric vous a dit de prendre M. Robert Blum, saviez-vous qui c'était ?

R. — Je savais que c'était un jeune homme qui sortait de Polytechnique et qui avait une assez bonne réputation.

D. — Ne saviez-vous pas qu'il avait des attaches avec le chef d'un parti politique?

R. — Je le savais. Ce n'était pas une raison pour que je ne le prenne pas. M. Robert Blum est un ingénieur distingué dont nous ne pouvons que nous féliciter. A ce moment-là nous ne le connaissions pas. Il m'est difficile de vous dire à quel taux je l'aurais embauché.

Ce que je peux dire, c'est que le taux de 6.000 francs ne correspond pas à celui des appointements que nous donnons à des ingénieurs de son âge.

Voici maintenant un extrait de l'audition de M. Robert Blum :

Dans le courant de l'année 1929, au mois d'août ou de septembre, M. Oustric, un jour, dîna avec mon père, et, dans le courant de la conversation, il lui demanda ce que je devenais. Il lui dit : « Cette affaire Ballot ne s'est pas réalisée, mais je contrôle d'autres affaires d'automobiles, l'affaire Peugeot et l'affaire Ford, et je serais heureux que votre fils, s'il en est d'accord, pût y trouver une situation. »

Ces propos me furent rapportés par mon père. Son rôle s'est borné à servir de boîte aux lettres et à me transmettre ces indications de M. Oustric. Ceci se passait en août ou septembre. J'ai revu personnellement M. Oustric au mois de novembre. A ce moment-là, M. Oustric a précisé ses propositions. Il m'a indiqué que, du côté de l'affaire Ford, il n'y avait pas grand avenir à espérer, mais que, du côté des automobiles Peugeot, il pouvait y avoir une situation intéressante; que les autos Peugeot augmentaient leur capital, leur production, avaient de nouvelles usines et de nouvelles fabrications, qu'elles cherchaient de jeunes ingénieurs, et que, par ce qu'il savait de moi et de la situation que j'avais chez Hispano, il pouvait m'offrir une situation dans la maison Peugeot.

J'ai vu M. Oustric une première fois seul. Une deuxième fois, il m'a fait rencontrer avec M. Jean-Pierre Peugeot, administrateur directeur de la Société Peugeot, à son bureau de la banque de la rue Chauchat.

Sur la question de prix — puisque c'est la question importante — M. Oustric m'a demandé, tout naturellement : « Combien gagnez-vous actuellement? » Je lui ai dit : « 4.000 francs par mois, et par le simple jeu des augmentations en cours, au 1er janvier, probablement, je gagnerai 50.000 l'année prochaine. »

A ce moment, s'est placée une intervention de M. Dollfus, qu'il sera facile de vérifier si vous le jugez bon. Au fur et à mesure de mes négociations, j'ai tenu au courant la maison Hispano et suis resté en bons termes avec elle. M. Dollfus est l'administrateur de la Société Hispano et d'un certain nombre d'affaires Oustric; je ne sais pas exactement lesquelles. M. Dollfus a servi d'intermédiaire et a témoigné à M. Oustric du désir qu'avait la Société Hispano de me garder. La Société Hispano, à cette époque, m'a offert un chiffre total de 60.000 francs pour rester avec elle. Ce point est facile à contrôler : il suffit de le demander à MM. Birkigt ou Lacoste, sans parler de M. Forgeot. Ceci a été transmis par M. Dollfus à M. Oustric qui m'a dit : « Si vous voulez venir avec nous, je vous offre 72.000 francs par an. »

A ce moment j'ai hésité. Je suis allé trouver celui qui avait été mon conseil jusque-là, M. Forgeot, à son bureau, rue de Marignan. Je lui ai dit : « Qu'est-ce que vous me conseillez de faire? Je suis en face de ces deux situations : rester chez Hispano ou accepter la situation qui m'est offerte chez Peugeot. »

La question d'argent a évidemment joué un certain rôle. Je suis marié, j'ai un enfant, ma femme n'a pas de fortune, mon père ne peut m'aider que dans une mesure assez modeste. D'autre part, la maison Peugeot offrait à un ingénieur désirant développer ses connaissances professionnelles de plus grandes possibilités que la maison Hispano-Suiza. La maison Peugeot a des usines plus variées et fabrique en grande série.

Il y avait là, pour moi, beaucoup de choses intéressantes à étudier. Et, d'accord avec MM. Forgeot et Birkigt qui, je l'espère, n'ont pas abandonné l'idée qu'ils avaient, à ce moment-là, de me voir rentrer un jour dans leurs usines et fabrications, j'ai vu M. Oustric et M. Peugeot, qui étaient d'accord, et je suis entré le 1er février dans la maison Peugeot.

Le métier que j'y fais n'est pas, comme on l'a dit, celui d'un simple ingénieur. On croirait, d'après les déclarations qui ont été faites, qu'il y a, dans la maison Peugeot, une centaine d'ingénieurs standardisés, qui touchent des traitements déterminés à l'avance, avec des échelles fixes. Je suis adjoint au contrôle général. J'ai à m'occuper d'affaires variées à base technique, mais également administrative et même commerciale.

Par conséquent, j'ai l'impression que le salaire que je gagne n'a rien d'exagéré. Je pense que M. Peugeot a pu vous indiquer quelle était son idée là-dessus.

Tels sont, en résumé, les principaux faits que je tenais à signaler à la commission. C'est pour cela que j'ai demandé à être entendu.

⁂

L'affaire Riazanov Nous avons reçu du Cercle Communiste Démocratique la protestation suivante contre les mesures scandaleuses prises contre Riazanov par les autorités communistes russes :

L'opération bureaucratico-policière par laquelle l'autocratie dite « soviétique » a exclu D. B. Riazanov du pseudo parti communiste, de l'Institut Marx-Engels, dont il était le fondateur et le directeur, enfin de l'Académie-croupion, où il avait eu le tort d'accepter d'entrer, est une nécessité logique de la politique de Staline. Après la liquidation du marxisme en Russie par les indignes héritiers de Lénine, il fallait se débarrasser du dernier marxiste conscient et éminent qui pût encore gêner les puissants du jour.

Malgré son effacement de la scène politique depuis

quelque dix ans, son abstention dans les dissensions intestines d'après la mort de Lénine et devant la lutte des factions, son absorption entière dans les sciences sociales et l'érudition historique, D. B. Riazanov succombe à son tour sous le poids d'une machine dictatoriale dont le prolétariat est désolidaire, sauf par son inconscience, son ignorance et sa passivité.

Le prétexte invoqué pour le frapper se retourne irrésistiblement contre ses persécuteurs et les marque d'infamie devant le monde entier. En effet, si Riazanov fut complice d'accusés contre lesquels l'Etat pseudo soviétique requiert la peine capitale, sa place était au même banc et le procureur devait relever spécialement contre lui des circonstances aggravantes. Si Riazanov est hors de cette parodie de procès, les accusateurs ont menti manifestement, stupidement et impudemment.

Il n'y a pas un an que le soixantième anniversaire de Riazanov a été célébré en U.R.S.S., dans un concert de louanges officielles. Dans la « Pravda » et les « Isvestia » du 10 mars 1930, on peut encore lire les adresses et salutations apologétiques du Comité Central du Parti, de l'Institut Lénine, de l'Académie Communiste, de Rykov, président du Conseil des commissaires, d'Enoukidzé, secrétaire du Comité exécutif central, du Gosisdat, qui a demandé pour lui la Bannière rouge du Travail. Ces deux journaux publiaient une biographie élogieuse sans réserves, comme aussi la « Correspondance Internationale » du 19 mars (n° 26). « L'Humanité » du 25 mars rapportait qu'à la « réunion solennelle de l'Académie communiste », où fut honorée l'activité « sociale, politique et scientifique » de Riazanov, celui-ci reçut « la Bannière rouge du Travail qui lui fut remise sous les acclamations enthousiastes des assistants ».

Mais cela n'est encore rien, à côté de l'énorme grand-in-octavo de 652 pages, intitulé : « Au Poste de Combat » (*Na boïevom postou*), contenant en plus des documents énumérés ci-dessus des dithyrambes du Présidium de l'Internationale Communistes, du Bureau exécutif de l'Internationale syndicale rouge, du Conseil central des syndicats, du Conseil militaire révolutionnaire, signé : K. Vorochilov, de l'Académie des Sciences, signé : Karpinsky, de l'Institut Marx-Engels, de Kalinine, de Clara Zetkin, de Félix Kohn. Enfin des articles, études, discours de Deborine, Lounatcharsky, Tsobel, Bammel, Friedland, Volfson, Pokrovsky, Boukharine, Bakh, Steklov, Losovsky, Milioutine, etc. On peut mettre ce volume au pilori, l'imposture qu'il souligne ne sera pas effacée.

Riazanov est au-dessus des calomnies ou des insinuations de la camarilla dirigeante russe et de la valetaille internationale à ses ordres. Au cas où le Guépéou s'apprêterait à surprendre l'opinion par de prétendus « aveux », ils sont récusés d'avance.

Une fois de plus, le Cercle constate qu'il n'y a pas de soviets dans la République des Soviets, que la dictature du secrétariat y sévit contre toutes les classes laborieuses, particulièrement contre les prolétaires et leurs représentants politiques ou intellectuels, enfin que la lutte au nom de la démocratie communiste contre l'usurpation bureaucratico-policière est à l'ordre du jour en permanence.

⁂

L'exclusion de Delarue L'effritement communiste continue. Hier, Guny, le secrétaire de l'Union Régionale des syndicats unitaires de Troyes, quittait parti et syndicats. Aujourd'hui, ce sont Porreye et Delarue, du Nord, qui sont menacés. Delarue, l'ancien trésorier de l'Union régionale des syndicats unitaires du Nord, est l'objet d'une proposition d'exclusion du parti communiste.

En réponse à une lettre de Delarue, fixant sa position sur la politique du parti, adressée à l'Union locale de Douai, le Rayon communiste de Douai a voté la résolution suivante :

Le Comité de Rayon élargi, après avoir entendu la lecture de la lettre du camarade Delarue adressée à l'Union Locale de Douai, le rapport du bureau de Rayon fait par notre camarade Martel, les explications du camarade Delarue, l'intervention du camarade Thorez, secrétaire du Parti, et toute la discussion.

Condamne d'une façon absolue tout le contenu politique de cette lettre, à savoir les appréciations, en particulier, et sur le régime de discipline intérieure du Parti, sur le rôle dirigeant du Parti concernant les camarades Delarue et Porreye pour la réorganisation de l'U. R., mesure reconnue juste maintenant par l'attitude de Porreye et les appréciations politiques apportées aujourd'hui par Delarue.

Approuve toute la ligne politique du Parti, reconnue extrêmement juste devant les événements présents, décide de soutenir la direction du Parti dans la lutte qu'elle a entreprise contre les déviations de droite et de gauche qui se manifestent au sein de notre Parti, qui l'empêcheraient de mener la lutte d'une façon efficace contre la bourgeoisie.

Estimant que les déclarations de Delarue, même lorsqu'il retire sa lettre, donnent la preuve d'une ligne absolument opportuniste et contraire à la politique du Parti, décide de mener la discussion dans les cellules pour démontrer que Delarue est un élément hostile au Parti, dans les rangs du Parti, et demande son exclusion.

ENTRE NOUS

LE BILLET DE L'ADMINISTRATEUR

Nos abonnés, dont l'abonnement vient à expiration, ne tiennent pas assez compte de nos recommandations. Au 30 avril, 10 % seulement des abonnements de février et de mars étaient renouvelés directement. Ainsi 90 de nos amis, à cause de leur paresse, vont devoir chacun 2 fr. 50 de frais de recouvrement. Ils feront ainsi un cadeau de 225 fr. à l'Administration... des Postes, qui ne leur en sera aucunement reconnaissante. Ils nous obligent aussi à un travail supplémentaire parfaitement inutile.

Nous espérons que les abonnés de fin avril auront plus de courage et qu'ils utiliseront notre imprimé de chèque postal. Nous avons déjà enregistré à ce jour, 25 renouvellements sur 92. Que nos camarades continuent et n'oublient pas de profiter de l'ocasion pour bavarder un moment avec nous.

Les abonnés de soutien nous ont versé 1.300 francs. Ce n'est pas mal. Mais qu'attendent 17 de nos camarades retardataires touchés par notre lettre de rappel du 4 avril, pour nous verser quelque chose sur leur abonnement de 1931?

Faut-il encore leur rappeler que nous avons une dette à éteindre chez l'imprimeur, et notre trésorerie à assainir?

LE BILLET DU CUISINIER

Nous sommes en retard de huit à dix jours.

Cela tient surtout à un fichu état de santé du cuisinier, qui passe de grippe en rhume et de rhume en grippe. Vite le soleil et la santé!

Cela tient aussi à ce que nous comptions donner une monographie de la dernière grève des mineurs. Le camarade qui s'en était chargé nous a d'abord demandé du temps, puis a été finalement dans l'impossibilité de terminer son étude.

Nous comptons fermement que le prochain numéro paraîtra au jour dit, et les suivants aussi.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Delagarde (Paris), 50; Vidal (P.-de-D.), 50; Bory (Seine), 50; Péra (Seine), 100; Thévenon (Loire), 50; Courdavault (Ch.-Inf.), 50; Girard (Loire), 100; Peynaud (Var), 200; Vauthier (Doubs), 100; Maupioux (Seine), 50; Delhermet (Hte-Loire), 100; Barat (S.-et-Oise), 50; Daudin (Gironde), 100; Richerand (Rhône), 100; Choisy (Seine), 100; Marie Guillot (S.-et-L.), 50. — Total du mois : 1.300 fr.

SOUSCRIPTIONS D'AVRIL

Anonyme (Loire), 10; Crimé (Loiret), 5; Lemoine (Alger), 2; Laborde (Rhône), 10; Perrin (Vosges), 5; Aubin (Seine), 5; Moiny (Paris), 10. — Total du mois : 47.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND
Impr. LABOR 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe.

Téléphone
Combat 62-02
R. C. 225.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être brimé par un « appareil »?
Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'existence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements

CONTRE LA GUERRE
POUR LA REVOLUTION RUSSE
CONTRE L'ETOUFFEMENT DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour que « L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ».

Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à la répandre.

Colis de propagande "LA COMMUNE"

Irma BOYER : Louise Michel	12 fr.
DESCAVES : Philémon, vieux de la vieille	12 fr.
DOMMANGET : Blanqui	3 fr. 25
— L'Instruction publique sous la Commune	1 fr. 50
— Varlin	1 fr.
LENINE : La Commune	0 fr. 40
LISSAGARAY : Histoire de la Commune de 1871	30 fr.
MARX : La guerre civile en France	6 fr. 25
TALÈS : La Commune de 1871	12 fr.
TROTSKY : La Commune	0 fr. 60
VALLÈS : L'insurgé	12 fr.
LA COMMUNE DE PARIS : Textes et documents	1 fr. 25
Valeur	93 fr. 25

Prix spécial net franco : 70 francs
(ou en trois versements mensuels de 25 francs)

Chaque ouvrage peut être fourni séparément et aussi tous ceux non mentionnés sur cette liste, quels qu'en soient le sujet et l'éditeur.

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS (10e)

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Gaston COUTÉ : **La Chanson d'un gas qu'a mal tourné** (Rey) ..... 12 fr.
Alfred LOISY : **Mémoires pour servir à l'Histoire religieuse de notre temps.** 3 vol. (Nourry) ..... 175 fr.
G. BERNANOS : **La grande peur des bien-pensants** (Grasset) ..... 18 fr.
E. PEISSON : **L'Etoile noire** (Grasset) ..... 7 fr. 50
Jean TOUSSEUL : **L'Eclaircie** (Rieder) ..... 12 fr.
J. et J. THARAUD : **L'Oiseau d'or** (Plon) ..... 15 fr.
A. SCHARRER : **Les sans-patrie.** Trad. de l'allemand (N.R.F.) ..... 15 fr.
Jules ROMAINS : **Musse** (N.R.F.) ..... 15 fr.
Ch. ANDLER : **La dernière philosophie de Nietzsche** (Bossard) ..... 60 fr.
Upton SINCLAIR : **La tête d'Holopherne** (Michel) ..... 15 fr.
F. NIETZSCHE : **Lettres** (1868-1888) (Stock) ..... 18 fr.
G. MICHON : **Clemenceau** (Rivière) ..... 25 fr.
G. SAND : **L'Histoire du rêveur** (Montaigne) ..... 15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

MARX et ENGELS : **Correspondance.** Tome II (Costes) ..... 12 fr.
Ch.-André JULIEN : **Histoire de l'Afrique du Nord** (Payot) ..... 120 fr.
Comte KOKOVTZOFF : **Le Bolchevisme à l'œuvre** (Préface de Poincaré) (Giard) 50 fr.
A. SIEGFRIED : **La crise britannique au XXe siècle** (Colin) ..... 10 fr. 50
Jean RODES : **La Chine nationaliste** (1912-1930) (Alcan) ..... 15 fr.
G. ROUX : **Réviser les traités?** (Plon) ..... 15 fr.
L. ROMIER : **Le carrefour des empires morts** (Hachette) ..... 15 fr.

REVISION DES TRAITÉS
RESPONSABILITÉ DE LA GUERRE

SONT A L'ORDRE DU JOUR...

PAS D'OPINION POSSIBLE
SANS L'AVOIR LU

UN LIVRE NOIR

Diplomatie d'avant-guerre et de guerre
d'après les documents des Archives russes 1910-1917.

Viennent de paraître :

TOME III

LIVRE III, 204 pages in-8°, prix ..... 15 fr.
LIVRE III, 244 pages in-8°, prix ..... 18 fr.
Le LIVRE IV et dernier paraîtra en juin.
L'OUVRAGE COMPLET, 6 volumes, prix ..... 140 fr.
(Le tome I ne se vend plus séparément)